

# Diasporiques

Les cahiers du Cercle Gaston-Crémieux

## Sommaire

|                                            |                            |    |
|--------------------------------------------|----------------------------|----|
| <b>Editorial</b>                           |                            | 2  |
| <b>Interview</b>                           |                            |    |
| M <sup>e</sup> Théo Klein                  | (Ph. Lazar)                | 3  |
| <b>Actualité</b>                           |                            |    |
| La gauche israélienne existe !             | (K. Niedermaier)           | 9  |
| Message d'espoir                           | (Uri Avnery)               | 10 |
| Le Front National en Alsace                | (M. Klein-Zolty)           | 11 |
| Hanoukka                                   | (Ph. Lazar)                | 13 |
| Imre Kertész                               | (J. Burko)                 | 14 |
| M. Edelman à Lausanne                      | (M. Sandri)                | 14 |
| <b>Culture</b>                             |                            |    |
| <b>Livres :</b> D. Blatman, M. Apfelbaum,  |                            | 16 |
| F. Maspero, J. Bialot, J-J. Marie,         |                            |    |
| A. Wagenstein                              |                            |    |
| <b>Arts :</b> N. et M. Pincas              | (F. Perez)                 | 22 |
| Modigliani                                 | (C. Mann)                  | 24 |
| <b>Cinéma</b>                              |                            |    |
| Le pianiste                                | M. Apfelbaum)              | 26 |
| Les absentes                               | (A. Brunswic)              | 26 |
| <b>Textes</b>                              |                            |    |
| Sur le livre de T. Serrier                 | (R. Thalmann)              | 29 |
| Les Karaïtes en Lituanie                   | (S. Pourchier- Plasseraud) | 30 |
| Cioran, Eliade, Ionesco...                 | (H. Carasso)               | 34 |
| <b>Atelier du Cercle Gaston-Crémieux :</b> |                            |    |
| Regards sur la laïcité en France           |                            | 36 |
| <b>Tribune Libre :</b> Le renouveau du     |                            |    |
| Cercle Amical                              | (J. Tama)                  | 45 |
| <b>Institutions :</b> Fondation du         |                            |    |
| Judaïsme Français                          | (J. Burko)                 | 46 |
| <b>La Mémoire :</b> Lettre sur l'ami juif  |                            | 47 |
| <b>Les langues de la Diaspora</b>          |                            |    |
| De la vitalité du yiddish                  | (G. Rozier)                | 49 |
| L'actualité du judéo-espagnol              |                            | 50 |
| <b>Notre bande dessinée :</b>              |                            |    |
| Nabil et Moshé dialoguent                  |                            | 50 |
| <b>Brèves</b>                              |                            | 51 |
| <b>Lettres de lecteurs</b>                 |                            | 52 |

Imre Kertész, Prix Nobel de littérature 2002



n° 24

Décembre 2002

(Page 14)



## Qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? Où allons-nous ?

**Q**ui sommes-nous ? Pour beaucoup d'entre nous, des Juifs – qu'ont heureusement rejoints de nombreux amis non juifs intéressés comme nous par « *le fait juif en France et dans le monde* ». Des Juifs et des non-Juifs consternés, c'est le moins qu'on puisse dire, par l'accélération dramatique, aujourd'hui, de l'histoire et la course à l'abîme qui, sauf improbable miracle, se déroule sous nos yeux au Proche-Orient. Bien que tout à fait conscient du poids potentiel limité de ses actions, le Cercle Gaston-Crémieux participe activement à l'organisation de deux missions internationales sur place, là-bas, la première à l'initiative du mouvement *Gush Shalom* (dont les positions sans complaisance vis-à-vis de la politique israélienne le marginalisent dans son propre pays !), la seconde sur la base d'une assise politique élargie. L'objectif, dans l'un et l'autre cas, est de témoigner afin d'essayer de faire pression sur les belligérants. Nous savons parfaitement que la solution du conflit, si elle doit un jour intervenir, implique une pression externe, et d'abord américaine. Or les États-Unis semblent aujourd'hui plus préoccupés par le nouveau conflit auquel ils se préparent dans leur rôle autoproclamé de gendarmes internationaux que par des initiatives de paix – d'une paix juste, respectueuse des peuples israélien et palestinien et de leur avenir – qui ne serviraient pas nécessairement leurs intérêts stratégiques et économiques de l'heure... Il n'empêche : les dirigeants de ce pays sont sensibles à leur opinion publique, et c'est donc quand même par là qu'il faut tenter d'agir... Et nous nous devons aussi de croire à ce qu'apporte comme espoir, même ténu, la candidature d'Amram Mitzna aux élections israéliennes de la fin janvier.

*D'où venons-nous ?* Pour Théo Klein, dont on sait les positions non conformistes et courageuses dans le conflit sus évoqué et qui a répondu avec franchise et précision aux questions que nous lui avons posées dans l'entretien publié dans ce numéro, notre histoire trouve ses racines dans la terre ancestrale d'Israël, source aussi des « valeurs » de référence du peuple juif. Pour des Juifs diasporiques qui, comme nous, se revendiquent en tant que tels, ou pour leurs amis non juifs, la réponse est loin d'être aussi simple. Nous nous interrogeons en permanence sur les liens susceptibles de donner consistance à ce que nous sommes, dans le cadre du pays dans lequel nous vivons et qui est le nôtre. C'est notre histoire diasporique qui nous a faits tels

et qui a largement contribué à forger les valeurs auxquelles nous nous référons volontiers (mais auxquelles nous ne sommes pas les seuls au monde à nous référer !). Une histoire qui nous insère dans une République tout à la fois « indivisible et laïque », c'est-à-dire animée par une double volonté de cohérence (l'indivisibilité) et de respect mutuel (la laïcité). Nous l'avons pour notre part souligné avec force le 24 novembre, lors de la *Journée du judaïsme laïque* (dont il sera rendu compte dans le prochain numéro de la revue), en refusant d'entrer dans le jeu d'une diabolisation de toute forme de vie communautaire et en dénonçant avant tout les ségrégations résultant des pressions majoritaires, parfois teintées de xénophobie quand ce n'est de racisme. Nous savons hélas notre pays aujourd'hui tenté par la solution de facilité du tout-répressif, mise en œuvre au travers des nouvelles dispositions sécuritaires de la loi. Et cela avec l'approbation chaleureuse de la majorité politique mais aussi avec le lâche soulagement d'une partie de l'opposition, qui, au fond, regrette que le précédent gouvernement n'ait pas pris de semblables initiatives...

*Où allons-nous ?* Depuis les siècles des siècles, c'est sans doute la question la plus difficile, celle qui en appelle directement au politique. Dans le quasi-marasme où se trouve de nos jours la Gauche, il est de notre responsabilité de tenter, avec d'autres, de nous exprimer et, pour cela, de concevoir et de mettre en forme quelques propositions aussi concrètes que possible. C'est à cette fin qu'ont été conçus les ateliers du Cercle Gaston-Crémieux et qu'a été mis en place un groupe de réflexion sur notre possible (et modeste !) contribution à la « restructuration » de ladite Gauche. *Diasporiques* rend compte dans ce numéro de la première partie de l'atelier que nous avons récemment consacré à l'analyse de la laïcité en France et en Europe ; le prochain numéro de la revue en publiera la seconde partie. Quant au groupe de réflexion évoqué, il s'est mis courageusement au travail (les interrogations ne font pas défaut !). Cette double information est bien sûr une façon de vous solliciter, chers lecteurs, pour que vous contribuiez à nos débats. Écrivez-nous donc, manifestez-vous, ne nous laissons pas, les uns et les autres, envahir par le pessimisme de la raison. Il nous reste l'optimisme de la volonté. Après tout, le pire n'est pas certain même s'il reste le plus probable ! ■



**« Faire l'apprentissage de la souveraineté étatique tout en préservant les valeurs issues de la Torah, insurmontable contradiction ou défi historique pour les Juifs ? »**

## Un entretien avec Théo Klein, avocat, ancien président du CRIF

*Maître Théo Klein, premier président du Conseil représentatif des institutions juives de France à avoir été élu, initiateur de l'événement annuel qu'est le dîner du CRIF, au cours duquel les autorités politiques s'expriment publiquement en réponse aux questions qui leur sont posées par lesdites institutions, est un homme dont on connaît notamment les prises de position non conformistes et courageuses vis-à-vis de la politique israélienne ; il a bien voulu nous accorder un entretien au ton très libre, au contenu vigoureux et parfois quelque peu provocant.*

### Relire la Torah

**Diasporiques :** Vous êtes, Théo Klein, selon vos propres dires, un Juif atypique. Dans votre livre le plus récent<sup>1</sup>, vous vous déclarez non croyant mais respectueux de la Torah et de ses enseignements. Vous êtes à la fois Français et Israélien, mais vous vous affirmez néanmoins *non sioniste*... On connaît par ailleurs vos positions critiques vis-à-vis de l'actuelle politique de l'État d'Israël, qui tranchent singulièrement par rapport aux déclarations habituelles des dirigeants institutionnels de la

communauté juive. Qui êtes-vous, Théo Klein ? Un Juif laïque dont (je vous cite en vous déformant un peu !) « les capacités d'adaptation l'emporteraient quelque peu sur la fidélité à la Torah »<sup>2</sup> ?

**Théo Klein :** Non, je pense qu'il n'y a pas là de contradiction ! On donne habituellement à la Torah<sup>3</sup> une interprétation rabbinique qui n'est pas obligatoirement la plus conforme à ce qu'elle est réellement ou en tout cas pas la seule possible. Je suis un laïque, oui, et je pense que dans l'évolution du monde, la laïcité a été une conquête importante qui a libéré les hommes de sujétions à des Églises ou à des institutions religieuses pesantes, les empêchant d'avoir un jugement tout à fait libre. Et je prétends que la Torah peut être lue d'un point de vue laïque, que je peux y trouver, en homme de notre temps, des enseignements, des orientations d'une très forte actualité. Je ne crois pas du tout que la Torah appartienne aux rabbins même s'ils ont, au fil des siècles, pour faire face aux problèmes auxquels étaient confrontés les Juifs, érigé en

s'appuyant sur elle tout un système de références, cette sorte de « bulle » dont parle Leibowitz<sup>4</sup>. Un territoire où, en quelque sorte protégés les uns par les autres, ils pouvaient vivre une vie suffisamment forte, suffisamment prégnante pour ne pas succomber à l'appel de l'extérieur. Sans cette bulle, peut-être n'y aurait-il plus aujourd'hui de Juifs... (Ou alors, peut-être le monde serait-il devenu entièrement juif ? Je n'exclus pas pour ma part que saint Paul ait voulu étendre l'enseignement du judaïsme au monde entier !). Mais nous vivons aujourd'hui dans des conditions différentes et, personnellement, j'ose lancer un véritable défi : « Prenez le livre de la Torah et lisez-le ! ». Je voudrais illustrer mon propos par une anecdote. Je fais une chronique hebdomadaire sur une radio juive. J'ai récemment traité de la *sidra*<sup>5</sup> dite de la vie de Sarah, qui commence en fait par sa mort et par le problème que cette mort pose à Abraham : nomade, il ne possède pas de terre mais il veut en acquérir une pour donner à son épouse une sépulture digne. En fait Abraham veut même un peu plus : avoir un

<sup>1</sup> *Le Manifeste d'un Juif libre*, Editions Liana Levi, Paris, 2002.

<sup>2</sup> La citation exacte est : « ...maintenir, dans la durée, une identité fondée sur la Torah et sur quelques capacités d'adaptation aussi ! » *ibid.*, p.23.

<sup>3</sup> La Loi mosaïque.

<sup>4</sup> Voir l'atelier consacré par le Cercle Gaston-Crémieux à « La laïcité selon Yeshayahou Leibowitz », *Diasporiques* n° 22, p. 11-18, juin 2002.

<sup>5</sup> La partie de la Torah qu'on va lire le samedi suivant.



Photo Ph. Lazar



cimetière pour enterrer tous les siens. Et il le veut, ce cimetière, à l'endroit où il se trouve, à *Kyriat Arba*, qui n'est autre qu'*Hebron*. Le dialogue qui s'instaure alors entre Abraham et les dignitaires de la ville est d'une extrême courtoisie, imprégné de respect mutuel. Abraham leur dit : « *Je voudrais avoir ce terrain parmi vous* », et il propose de le payer. Le propriétaire du terrain lui répond : « *Prends cette caverne, tu peux y enterrer tes morts selon ta volonté* ». Mais Abraham insiste, il veut payer parce qu'il veut vraiment s'installer sur cette terre. Et il sait qu'il ne peut obtenir ce droit que s'il donne lui-même quelque chose en échange. Il n'y a donc rien dans l'attitude d'Abraham qui se réfère à l'idée que Dieu lui ferait un jour don de cette terre et qu'il voudrait, dès maintenant, en quelque sorte l'occuper par anticipation. Il se décrit lui-même comme un étranger-résident et demande simplement à pouvoir, en tant que tel, vivre – ou plus précisément enterrer ses morts – au sein des populations de la région. Or le samedi qui suivit mon propos, des Juifs sont effectivement allés prier à Hebron, mais sous une forme particulièrement vindicative, les Arabes étant obligés pendant ce temps de rester chez eux sous couvre-feu. On voit donc bien qu'il peut y avoir des lectures et des interprétations très différentes des mêmes textes !

**D.** : La Torah serait donc selon vous un livre historique avant que d'être un ouvrage religieux ?

**T.K.** : Je dirais plutôt que c'est l'expression d'un projet de société. Que Moïse ait réellement existé en tant qu'individu ou qu'on ait affaire, sous ce nom, à une œuvre collective, la Torah est d'une étonnante richesse. On y trouve des choses merveilleuses, tel le *shabbat*. C'est une invention vraiment extraordinaire pour son temps (et qui le demeure aujourd'hui !) : six jours tu travailleras et, le septième, tu le consacreras à faire bon usage de ta liberté... La vie est ainsi rythmée par des périodes de travail – source de dignité individuelle – et des périodes de plein emploi par chacun de sa liberté. Et l'on peut étendre cette organisation périodique du temps à

l'année sabbatique, une fois tous les sept ans, et aussi, une fois tous les cinquante ans, à l'année jubilaire, avec le retour des terres à leurs premiers propriétaires... Ne pourrait-on aujourd'hui, à l'heure de la globalisation, commencer à se poser des questions sur ce que pourrait être une régulation de l'économie qui, s'inspirant de ce modèle, interdît l'accaparement définitif des richesses par un petit nombre de possédants ?

**D.** : Je suis très sensible à ce que vous venez de dire sur l'importance historique de la « découverte » du shabbat : nous en avons nous-mêmes, au Cercle Gaston-Crémieux, un peu parlé dans l'un des chapitres de notre livre collectif sur « une lecture laïque du temps juif »<sup>6</sup>. Mais, pour revenir à votre anecdote sur Abraham, ne peut-on interpréter d'une autre façon son désir d'acquiescer formellement ce morceau de terrain en le payant ? Ce faisant, il refuse l'hospitalité généreuse que lui offrent ses interlocuteurs pour se placer en situation d'acheteur d'une terre qui, dès lors, deviendrait complètement la sienne et dont il pourrait donc faire ce que bon lui semble... Une façon d'agir qui ne serait pas sans rappeler l'achat de leurs terres aux Palestiniens par les Israéliens !

**T.K.** : Non, je ne pense pas qu'on puisse dire cela. Il se trouve certes aussi des rabbins pour dire que cet homme – Ephron – qui a négocié son terrain était vraiment un effronté puisqu'il a eu... le front de vendre à Abraham une terre qui lui appartenait déjà ! Mais vous ne trouvez en réalité rien de tel dans ce texte, qui contient des termes répondant explicitement à votre objection : Abraham dit bien en effet à ses interlocuteurs qu'il veut sa terre « *au milieu de vous* », il ne veut nullement les exclure, il précise même qu'il veut enterrer ses morts au sein de leur territoire...

**D.** : En refusant quand même leur hospitalité en tant que telle ?

**T.K.** : Oui, il car veut posséder une terre bien à lui pour enterrer ses morts.

<sup>6</sup> « *Temps juif, lecture laïque* », ouvrage collectif du Cercle Gaston-Crémieux, Editions Liana Levi, Paris, 1995.

Mais il ne désire pas pour autant se sédentariser : lui et les siens demeureront des nomades...

**D.** : Cela signifierait-il qu'il est extrêmement difficile pour un peuple d'être entièrement nomade ?... Peut-être n'est-ce pas totalement sans rapport avec la volonté de certains Juifs de retrouver une terre leur appartenant complètement ?

**T.K.** : Peut-être en effet...

## Assumer une double nationalité

**D.** : Au fait, pourquoi avez-vous décidé – relativement récemment, en 1958 je crois – d'adopter vous-même la nationalité israélienne ?

**T.K.** : Je l'ai fait pour être en paix avec moi-même. Quand je suis allé pour la première fois en Israël, tout avait mal commencé : j'avais fait le voyage dans un avion ayant pris un énorme retard, bourré de Juifs ne parlant que le yiddish ou l'anglais et s'interpellant d'un bout à l'autre de l'appareil. Moi, *israélite français* si je puis dire – j'avais quand même fait mes études dans une école juive et tous mes copains étaient juifs ! –, je me suis senti très mal à l'aise, me demandant ce que j'avais à faire avec tous ces gens-là. Et puis, en sortant de l'avion, je me suis immédiatement senti chez moi ! Et j'ai voulu traduire ce sentiment sous la forme qui me paraissait la plus adéquate : devenir israélien. Au fond qu'est-ce pour moi que la Loi du Retour si ce n'est la reconnaissance que je suis un descendant de ces gens-là ? Et quand je suis allé pour la première fois au Mur, en juin 67, et que je l'ai de ma main touché, j'ai eu le sentiment intense de serrer la main de quelqu'un. Ce sentiment était tellement fort que j'ai aussitôt enlevé le *talith*<sup>7</sup> que j'avais mis comme tout le monde – il ne correspondait à rien pour moi, il me faisait jouer un rôle ! Je me suis simplement, face au Mur, retrouvé moi-même...

**D.** : Mais, ce faisant, est-ce que vous n'avez pas cédé à l'émotion par rapport à la raison, alors même que dans

<sup>7</sup> Châle traditionnel de prière.





vosre dernier livre vous dites très clairement qu'il faut toujours préférer la raison à l'émotion lorsqu'on a le choix entre les deux ?

**T.K. :** Une émotion profonde révèle à un individu une part de lui-même et, à partir de là, cet individu l'intègre nécessairement dans sa logique. Je suis pour ma part un Juif de toujours, issu d'une famille très religieuse. J'ai été élevé dans une école juive, j'ai fait la guerre et de la résistance avec les Éclaireurs Israélites, j'ai ensuite été membre de l'Union des Étudiants Juifs de France (au fond je ne savais pas trop pourquoi il fallait y être mais j'y étais !) : je suis donc juif de A jusqu'à Z. Mais je me suis rendu compte en Israël que j'étais, *au moins autant*, juif comme on l'est là-bas, et j'ai voulu aller au bout de cette prise de conscience. En demandant que me soit appliquée la Loi du Retour, je ne me suis pas naturalisé, j'ai simplement repris ma nationalité d'origine...

**D. :** N'y a-t-il pas néanmoins quelque contradiction à dire en même temps que vous êtes, ici, juif de A à Z et que ce n'est pourtant qu'en devenant israélien que vous pouvez vivre votre judéité dans sa plénitude ? Si je vous suis bien, toute votre histoire, votre famille, votre culture, votre langue maternelle, votre attachement aux enseignements de la Torah, tout cela vous laisse au fond insatisfait et vous n'atteignez, selon vous, une certaine forme de *perfection* – au sens d'un accomplissement – que par votre intégration formelle à *Eretz Israël*...

**T.K. :** Exactement ! N'oubliez pas que j'ai vécu mon enfance et mon adolescence dans une famille très religieuse, ce qui ne correspondait pas à mes convictions profondes ! Les éléments de culture acquis ici, en France, m'avaient permis d'accéder à la connaissance de l'hébreu et de l'histoire juive (il est vrai sans doute trop fortement teintée de religiosité, mais histoire quand même !), l'école (juive) m'avait donné la possibilité d'avoir un réel contact avec les textes, anciens ou plus récents. Mais les relations à la terre et à l'histoire, je ne les ai pleinement comprises et ressenties qu'en allant là-bas... En

<sup>8</sup> La terre d'Israël.



Photo Ph. Lazar

Les deux interlocuteurs

fait cette terre d'Israël a constamment été désignée par tous – musulmans et chrétiens inclus – comme une terre juive. Qu'est-ce que la « Terre Sainte » si ce n'est une terre juive ? Dans ma famille, nous avions un *mizrah*<sup>9</sup>, un tableau placé à l'Est de l'appartement, dans la direction de Jérusalem...

**D. :** Une Jérusalem physique ou mythique ?

**T.K. :** Une Jérusalem bien réelle ! On répétait au demeurant à chaque *Seder*<sup>10</sup> : « *L'an prochain à Jérusalem !* »...

**D. :** Mais cette expression traditionnelle n'est-elle pas, précisément, celle du caractère mythique de la Jérusalem invoquée ? On renvoie chaque année, et de façon tout à fait consciente, à l'année suivante les retrouvailles sur place, à Jérusalem, et l'on sait très bien que ce report d'année en année ne prendra fin qu'avec l'arrivée du Messie, dans un très lointain avenir...

**T.K. :** Je ne perçois pas les choses de cette façon. Au fond de moi, je désire, comme tous les Israéliens, me trouver confronté à l'épreuve de la souveraineté sur un territoire, quelque chose dont l'Histoire nous a longtemps privés et à quoi notre histoire diasporique ne nous a, il est vrai, guère préparés... Ce peuple, non confronté à ces questions de souveraineté, a été, dans des circonstances difficiles, amené à se

<sup>9</sup> Littéralement, le mot signifie Est (Orient).

<sup>10</sup> La veillée de la Pâque juive.

resserrer voire à se replier sur lui-même, à ignorer les autres (qui ne le reconnaissaient pas en tant que partenaire placé sur un pied d'égalité). Il me semble nécessaire qu'il soit maintenant amené à se réaliser pleinement sur une terre et dans la souveraineté. Vous allez sûrement en venir aux questions d'actualité et me rétorquer que je suis dans un sacré bain aujourd'hui !

**D. :** Je m'en garderai bien puisque vous venez de le faire vous-même ! Mais vous qui récusiez explicitement dans votre livre le « droit à la différence », comment conciliez-vous ce que vous venez de dire de votre attachement à Israël et votre appartenance à la nation française ? Peut-on vraiment, en toute simplicité et sans que l'expression « double allégeance » s'applique à vous, être, comme vous le dites, un Français en France et un Israélien en Israël ?

## Non à une double allégeance

**T.K. :** Pour moi, il n'y a pas de contradiction. La nationalité française m'a été donnée parce que je suis né en France, de parents nés en France, et parce qu'en 1808 mon lointain aïeul qui habitait rue du Jeu-des-Enfants à Strasbourg s'est présenté à la mairie de la ville et s'est fait inscrire à l'état civil sous le nom de Klein. Du fait de ce choix et de la décision de la République d'attribuer la nationalité française aux Juifs, je suis français, de longue génération. Je parle la langue, la culture





française ne m'est pas étrangère et je ne me sens pas mal dans ce pays... Mais j'ai aussi une autre histoire et, au fond, j'essaie de vivre mes deux histoires, et je sais que chacune d'elles m'engage dans une certaine forme de responsabilité. Je ne peux pas réagir en tant que citoyen israélien vis-à-vis de la politique française. Je suis obligé de considérer que la politique française se détermine en France en fonction des intérêts français. Symétriquement, la politique israélienne se détermine en Israël en fonction des intérêts israéliens. L'effort que je dois faire est d'essayer d'éviter que ces intérêts ne soient complètement rivaux et je sais que j'ai là un problème que je dois assumer. Mon histoire m'a placé devant cette difficulté et je m'efforce de la surmonter... Quand j'écris « Français en France et Israélien en Israël », c'est simplement parce que c'est la loi ! Je ne peux pas franchir la frontière française sans un passeport français et je ne peux pas franchir la frontière israélienne sans mon passeport israélien : simple question de formalités administratives ! Mais je ne peux pas dire que je ne suis qu'israélien en Israël et que français en France, et je sais, encore une fois, que cette double nationalité me pose des problèmes que je dois assumer...

**D. :** Pourquoi récusiez-vous alors le terme de double allégeance ?

**T.K. :** Je ne sais pas ce que cela veut dire que cette expression ! Ou plutôt, pour moi, ce serait la trahison permanente, je serais toujours en train de trahir l'un des deux référents ! Non, j'essaie en permanence d'être loyal à l'égard des deux ! Et il y a aujourd'hui en France énormément de citoyens qui ont des attaches avec d'autres pays... Cela ne les empêche nullement – en tout cas je le suppose et je le souhaite – d'être en même temps de bons citoyens français...

**D. :** Mais la règle générale est quand même plutôt – et c'est bien là que ce que vous dites pose problème – que l'on adopte la citoyenneté du pays dans lequel on choisit de vivre sans nécessairement perdre pour autant celle du pays d'où l'on vient...

**T.K. :** Vous êtes très légaliste !

**D. :** Disons plutôt que je n'arrive pas à bien comprendre votre choix – je reprends vos mots – d'être « israélien sans être sioniste », c'est-à-dire d'adopter délibérément une nouvelle nationalité sans aller jusqu'à traduire cette décision essentielle en termes de choix de lieu de vie...

**T.K. :** Eh bien ! disons alors que je me considère comme un Israélien qui vit en France ! Ma nationalité israélienne est bien antérieure à ma nationalité française ! J'ai toujours été juif, et on n'a jamais contesté que je l'étais ! Et l'on a par contre, à certaines époques, peut-être pas contesté ma nationalité française mais au moins diminué mes capacités de citoyen français ! Et je voudrais ajouter que ma loyauté à l'égard de la France est au moins aussi forte que celle d'un certain nombre de Français, beaucoup plus attachés à leur région qu'à la patrie... Alors, vous savez, le procès de double allégeance que l'on pourrait me faire, cela me fait sourire... J'ajouterai qu'aujourd'hui je suis devenu un personnage relativement public, que je ne cache pas ma double nationalité, et que je n'ai jamais été attaqué à ce propos...

**D. :** Ne pensez-vous pas, de ce tout dernier point de vue, que nous disposons – je dirai « encore » – en France, d'une sorte de carapace de protection, liée à la blessure et au remords de la période vichyssoise, mais qui pourrait rapidement se fêler ? Au demeurant, on voit déjà assez clairement les prémises de cet effritement aujourd'hui, du fait du soutien inconditionnel que certains milieux juifs communautaires apportent à la politique israélienne et, parallèlement, de leur demande récurrente et incongrue d'une protection exceptionnelle pour les Juifs français...

**T.K. :** Sans doute ! Mais dans la mesure où je me présente et m'affirme comme juif et qu'à ce titre je suis porteur de quelque chose d'important pour moi et pour les autres, cela est respecté par les non-juifs. Ceux-ci se méfient beaucoup plus de ceux qui font semblant d'échapper à leur histoire que de ceux qui essaient de l'assumer !

**D. :** Ce respect n'est-il pas, pour nombre de nos compatriotes français, une façon élégante de se libérer de leurs remords à l'égard des Juifs ? Ne peuvent-ils, vous suivant, penser et le cas échéant dire : « Au fond, ce sont des Israéliens vivant en France et qui ont droit à toutes les protections qu'apporte la loi française aux étrangers » ? C'est en tout cas un risque, et un risque qui concerne l'existence même de la diaspora française en tant que telle...

**T.K. :** Vous posez là un vrai problème. Mais il n'y a plus, à proprement parler, de *diaspora* dès lors qu'il y a un État d'Israël et des gens qui s'y rattachent, lui appartiennent. Et qu'il y a d'autres Juifs qui s'installent comme citoyens – et uniquement comme citoyens – dans les divers pays dans lesquels ils vivent. Les Juifs qui ont décidé de continuer à vivre ainsi – disons à vivre en France – ne peuvent se conduire, dans leurs relations avec leurs concitoyens non juifs, le gouvernement ou les pouvoirs publics, que comme des citoyens de leur pays. Ils n'ont pas à entrer dans les conflits proprement israéliens – ce qui ne veut pas dire qu'ils ne peuvent pas donner leur opinion à leur sujet bien sûr, mais en restant néanmoins à distance. Je comprends parfaitement – tout en le regrettant pour partie – que certains soient choqués par des défilés, en France, avec des drapeaux israéliens, surtout quand il n'y a que des drapeaux israéliens et pas de drapeaux français. Quand il y a les deux, à la rigueur... Petit à petit, il faudra que les choses se décantent, que l'État juif vive sa vie sans engager la population juive qui vit ailleurs. Comme tout État, il a ses intérêts et les défend par les méthodes qu'il croit devoir appliquer. Il n'a ni le pouvoir ni le droit d'impliquer dans ses actes l'ensemble de la population juive mondiale, c'est-à-dire ceux des Juifs qui ont décidé de poursuivre leur vie ailleurs que dans cet État. Les Juifs israéliens ont, quant à eux, une vie beaucoup plus profondément inscrite dans l'histoire et la culture juives, au travers de la langue qu'ils parlent, de la terre où ils vivent, de l'histoire qu'ils construisent. Les Juifs du monde entier peuvent se rencontrer, avoir des échanges, comme le font Catholiques ou Protestants. Mais méfions-nous du





mélange des genres : l'État d'Israël doit vivre de sa vie propre.

**D. :** Mais que vouliez-vous dire exactement en disant que la diaspora n'existait plus ?

**T.K. :** La diaspora est une dispersion dont le peuple juif a été la victime. Aujourd'hui un Juif qui désire regagner la terre ancestrale peut le faire et celui qui ne le fait pas en a librement décidé ainsi. Il n'y a donc plus de *dispersion*, de situation imposée par de pouvoirs extérieurs, des souverainetés hostiles : les situations vécues sont le fruit de la décision individuelle de chaque Juif.

accorde cependant que le *Talmud*<sup>11</sup> est en partie écrit en araméen...



Assumer une double nationalité...

**D. :** Vous donnez donc une certaine réalité au concept de centralité de l'État d'Israël...

## Non à la centralité d'Israël

**T.K. :** Non !

**D. :** Mais vous dites qu'il y a un État et des gens qui décident de vivre ailleurs, c'est quand même une formulation très forte !

**T.K. :** Pour moi, la centralité de l'État d'Israël, idéalement, est une centralité culturelle ! Il est vrai que vivre une vie juive en parlant la langue, en vivant sur un territoire qui est l'essentiel de l'histoire que nous avons fabriquée nous-mêmes, le reste ayant été fabriqué par les autres...

**D. :** Vous dites *la* langue juive, mais il en est d'autres que l'hébreu, non ?...

**T.K. :** Non, non, pour moi l'hébreu est bien *la* langue juive...

**D. :** Et la culture alors ?

**T.K. :** C'est vrai qu'il y a une langue et une culture *yiddish*, le *ladino*, etc. Cela fait partie de notre histoire, mais ce sont des développements dus à la dispersion alors que l'hébreu est la langue fondamentale, celle des textes fondateurs de la culture juive. Je vous

**D. :** Mais n'est-ce pas un peu déroutant que vous parliez de *la* langue et de *la* culture juives alors que, précisément, vous évoquez à plusieurs reprises, dans votre livre, *nos* valeurs et *notre* éthique ? Valeurs et éthique proviendraient de nos seules et lointaines origines, sans que la vie bimillénaire en diaspora ait rien apporté d'essentiel en soi ?

**T.K. :** Les valeurs juives qui ont été développées au cours de l'histoire ne sont pas nées de cette histoire : les Juifs les ont reçues en héritage, elles résultaient de la lecture et du commentaire, chaque samedi, d'un certain texte ! Il y a un rapport étroit et évident entre ce texte et les valeurs qui se sont développées à partir de lui. C'est à partir de là aussi que les rabbins ont développé un certain enseignement. Et c'est sur la base de cet enseignement que d'autres idées se sont elles-mêmes développées, parfois en opposition grâce, notamment, à des apports extérieurs résultant de la vie en diaspora. Cet amalgame constitue le fondement de la culture juive mais, à sa source, il y a ce texte... Et ce texte est l'élément qui nous permet de retrouver des enseignements – je préfère ce mot à celui de valeur – encore aujourd'hui de pleine actualité. Prenons le texte de la Torah et lisons-le ! « *Tu aimeras l'étranger et tu le protégeras* », « *tu protégeras la veuve* », « *tu ne tueras pas* », « *tu ne*

*voleras pas* », « *tu ne blasphèmeras pas* », ou encore, ce qui n'est pas sans importance, « *tu établiras des tribunaux* », etc. Ce sont quand même les valeurs fondamentales de l'humanité qui sont ici énoncées, et c'est bien dans ce texte qu'elles sont définies ou, en tout cas, qu'on les trouve exprimées ! Et il en recèle d'autres, par exemple la nécessité de concilier la rigidité du droit avec la justice, c'est-à-dire de tenir compte des faiblesses humaines...

**D. :** Si je vous suis bien, les valeurs juives sont ainsi révélées plutôt que secrétées par les spécificités de notre histoire...

**T.K. :** Je ne sais pas vraiment si elles sont révélées, j'essaie seulement pour ma part de dialoguer avec ceux, nombreux, qui ne cessent d'évoquer la morale juive et les valeurs juives. Et quand, pour ce faire, je reviens aux textes, je constate simplement que ces valeurs y sont énoncées et développées. J'y constate aussi que toutes les pratiques prônées par les rabbins y sont ignorées par les Prophètes, sauf les sacrifices et les principales fêtes. Et encore, je lis dans *Néhémie* que l'on a redécouvert la fête de *Souccoth*<sup>12</sup>, « oubliée » depuis *Josué*, ou, à l'époque du roi *Josias*, que l'on n'avait plus célébré *Pessah*<sup>13</sup> depuis fort longtemps... Je trouve ainsi le droit de porter un jugement critique sur certaines pratiques actuelles, qui n'ont rien de pérennes. Ce que certains me présentent aujourd'hui comme essentiel ne l'a pas toujours été... Je constate, en lisant les Prophètes, qu'il y a un rappel constant à des règles sociales, à un comportement social, à un respect des autres – qui bien sûr existent aussi dans ce qui s'est passé après, en Pologne, au Maghreb, ou ailleurs encore... Ces valeurs continuent de faire leur chemin. Vous me parlez de cette culture plus moderne, d'accord, mais elle est alimentée par une culture ancienne...

**D. :** Sans qu'elle se modifie en profondeur ?

<sup>12</sup> La fête des Cabanes, à l'automne.

<sup>13</sup> La Pâque juive.

<sup>11</sup> Transcription de la tradition orale juive.



**T.K. :** Si, parce qu'aujourd'hui je peux me déclarer juif et affirmer, sans pour autant être religieux, que la Torah est pour moi une source importante d'inspiration, tout en rejetant beaucoup de choses qu'ont introduites les rabbins dans d'autres temps pour répondre à leurs propres objectifs.

**D. :** Vous pensez donc que ces valeurs, du fait même de leur enracinement dans le Livre, sont d'une certaine façon spécifiquement juives ?

**T.K. :** Si je suis descendant du Peuple du Livre, je ne peux faire autrement que de m'y référer... Mais beaucoup de ces idées ont été reprises et portées par d'autres : la justice, le droit, le respect de l'autre...

**D. :** Cela n'est-il pas, précisément, lié au fait que les Juifs, peuple du Livre, se sont, indépendamment certes de leur volonté, dispersés dans le monde ? À vouloir se réimplanter sur une terre spécifique, ne prennent-ils pas le risque de perdre les extraordinaires avantages de cette immersion universelle forcée et, ce faisant, d'oublier, par nécessité, une partie au moins des valeurs évoquées ? Vous parliez du respect des étrangers... ne peut-on s'interroger, à ce propos, sur l'attitude des Israéliens vis-à-vis des Palestiniens ?

## D'abord respecter l'autre

**T.K. :** Je ne peux qu'être d'accord avec vous sur ce point. Mais ce n'est pas parce qu'un peuple, à un moment de son histoire, ne respecte pas certaines valeurs que cela les détruit ! L'État d'Israël, aujourd'hui, n'est pas spécifiquement porteur des valeurs juives et il faudrait d'abord qu'il les respecte ! C'est bien en cela que je ne suis pas pour la centralité de l'État d'Israël. Cet État a ses propres problèmes à résoudre, il n'y a pas d'État sans politique et il n'y a pas de politique qui soit totalement juste.. Aussi l'État d'Israël ne doit-il pas impliquer

l'ensemble des Juifs du monde dans sa politique ! Les Juifs des autres pays sont eux aussi porteurs des valeurs juives... Je pense simplement que dans le pays où la langue, la terre, l'histoire se retrouvent, il peut y avoir un développement différent et qui pourra alimenter en retour l'ensemble du peuple juif...

**D. :** Mais ne peut-on craindre au contraire que la territorialisation et l'étatisation, avec leurs très lourdes contraintes, surtout en période de conflit, ne banalisent – au mauvais sens du terme – l'histoire et la culture juives ? On voit quand même de façon caricaturale aujourd'hui – sans vouloir charger la barque bien assez lourde d'Israël ! – que la préoccupation principale des Israéliens n'est quand même pas le respect scrupuleux des valeurs de la Torah ! Et vous êtes le premier à le dénoncer !

**T.K. :** Il y a même un détournement de ces valeurs ! Mais ne perdons pas de vue l'essentiel. Israël est confronté à une expérience nouvelle, celle de la souveraineté. C'est un élément très important. Les Juifs ont vécu, pendant plus de deux millénaires, hors de cet exercice, en percevant l'autre comme un danger et en oubliant qu'il peut aussi exister comme un partenaire... pas forcément comme un ennemi ! Les Juifs, pendant bien longtemps, n'ont pas été en mesure de créer ces relations de partenariat et l'on voit bien que l'apprentissage de telles relations est particulièrement difficile. Israël, aujourd'hui, n'a de politique que sécuritaire, c'est-à-dire tournée vers l'intérieur. Et de ce fait tout ce qui est à l'extérieur est considéré comme potentiellement hostile. Tous les erreurs commises depuis longtemps l'ont été sur cette base. On s'est installé dans un système à la fois absurde et qui nous éloigne d'un certain nombre de valeurs. J'ai ainsi pour ma part été profondément choqué de lire dans un journal israélien qu'à l'occasion de la

fête de *Souccoth* on avait invité les Juifs à aller faire un pèlerinage à *Hebron*. Je veux bien qu'on aille se recueillir auprès du tombeau des Patriarches. Mais ce qui est on ne peut plus choquant est qu'on a organisé, à cette occasion, une visite guidée de la casbah, sous protection militaire, en imposant aux Palestiniens de rester enfermés chez eux ! C'est évidemment absolument inadmissible du point de vue du respect de nos valeurs qui ont été, ainsi, insultées !

**D. :** Vous venez de donner une illustration très claire de mes craintes. Ne risquons-nous pas de perdre ainsi progressivement les valeurs que notre histoire diasporique a – si j'essaie de vous suivre – sinon créées, du moins entretenues et développées ?

**T. K. :** Il est évident qu'un peuple qui n'exerce aucune souveraineté doit par nécessité développer des valeurs qui le protègent, et cela plus intensément que l'État-nation qui l'héberge. Mais je pense néanmoins que cela vaut quand même la peine, sur cette terre historique, de voir si nous sommes capables de dépasser la période actuelle de crise pour aller plus loin. Si nous ne réussissons pas à nous réinscrire rapidement dans cet Enseignement, Israël risque de devenir un petit ghetto (ou un grand ghetto), à l'image des précédents ghettos. Nous devons absolument réussir à marier le plein exercice d'une souveraineté nationale aux valeurs éthiques et au projet sociétal exposés et enseignés par la Torah. Pour cela, il faudra qu'Israël s'ouvre à ses voisins, reconnaisse leurs droits et envisage de s'inscrire, avec une difficile mais indispensable confiance, dans une coopération intelligente avec eux. Israël peut apporter à cette région du monde une expérience particulière et complémentaire, dans le respect nécessaire du passé, de l'histoire, de la culture et des légitimes aspirations de ceux avec lesquels la terre commune doit être partagée. Une ligne de séparation des souverainetés sera tracée, de manière à ce que, de chaque côté, chacun de deux peuples puisse vivre majoritairement sa vie, parler sa langue et poursuivre son histoire. Une utopie ? Non. Ce sera, je le pense, la réalité de demain. ■

(Propos recueillis par Philippe Lazar)

Photo Ph. Lazar





*Avant de parler de la France et de l'Europe, la rubrique « Actualité » débute, comme souvent, par le Proche-Orient. Kurt Niedermaier, qui a déjà publié dans Diasporiques plusieurs réflexions sur la région, revient d'un voyage en Israël, où il a tenté d'apprécier les chances de la gauche et du camp de la paix. Son article, après l'indispensable rappel du passé du parti travailliste, s'efforce d'éclairer l'avenir proche d'un pays affronté à bien des incertitudes. Sa réflexion est complétée par un message de Uri Avnery, l'un des responsables du groupe « Gush Shalom ».*

## La gauche israélienne existe !

Kurt Niedermaier

**L**a gauche israélienne existe-t-elle ? Telle est la question que l'on pouvait se poser encore il y a quelques semaines. L'Avoda, le vieux parti travailliste dirigé par Messieurs Ben Eliezer et Shimon Perès s'identifiait tout à fait avec la politique du Likoud, au point que l'on pouvait le surnommer le « Likoud beth ». Alors que la colonisation se poursuivait avec la complicité du gouvernement d'Union nationale, dans un climat d'appauvrissement de la population (désormais 20 % des Israéliens vivent en dessous du minimum vital).

Mais depuis l'élection du général Mitsna, maire de Haïfa, par les 110 000 inscrits de l'Avoda, le vent semble avoir tourné. Ce changement a été préparé par des militants au sein du parti travailliste tels que Yossi Beilin ou Yaël Dayan, restés fidèles aux traditions d'un sionisme humaniste et à l'écoute d'une partie de la population israélienne composée d'universitaires, de cadres, de patrons du « high tech » et des kiboutznikim. Le nouveau président du parti travailliste, judicieusement dépeint par Théo Klein dans son article du *Monde* (24 novembre 2002), aura une tâche difficile sinon impossible, face aux divisions de son parti et aux contradictions internes de sa formation, qui représentant les couches successives d'alluvions d'une longue histoire.

À l'origine on trouve la figure incontournable du seul homme d'État d'Israël, Ben Gourion, personnalité complexe aux multiples facettes. Il fut au début influencé par le marxisme, et admirateur de Lénine. On a pu dire de son parti, le Mapaï, qu'il a créé un « état bolchevique sans prisons »... Mais le vieux militant sioniste avait quantifié d'autres cordes à son arc, dépassant une vision étroitement sioniste<sup>1</sup>. Ben Gourion était avant tout un membre de la Seconde Internationale. En tant que social-démocrate il avait rompu tous les liens avec l'URSS et avec le communisme, reconnaissant la nécessité vitale d'une alliance avec les États-Unis. Un autre aspect de son évolution était marqué par la publication de son livre : *De la classe à la Nation*. Fut-il nationaliste ? Le militant sioniste rêvait certes d'un grand Eretz Israël, mais il était également « possibiliste » — toujours partisan d'une politique rationnelle dans les limites des contraintes des rapports de force internationaux. Aussi, au Congrès sioniste de Baltimore en 1937, contrairement à Jabotinsky, était-il partisan d'un partage de la Palestine historique.

<sup>1</sup> Jean Daniel raconte que, reçu par Ben Gourion en 1956, ce dernier lui demanda de patienter quelques instants car il était en train d'écrire une lettre à Win, dirigeant de l'État de Birmanie. Dans cette missive, Ben Gourion rectifiait une fausse citation de l'homme d'État birman portant sur... Spinoza.

<sup>2</sup> Base militaire égyptienne qui contrôle l'entrée du golfe d'Akaba.

Cette position raisonnable fut couronnée par son affirmation au lendemain de la guerre des Six Jours en 1967 de *rendre tous les territoires conquis aux Arabes, sauf Jérusalem-Est*. Telle n'était pas alors la position de ses deux disciples, Shimon Perès et Moshé Dayan, avec lesquels il avait pourtant provoqué une scission du Mapaï en 1965, en créant le Rafi, parti des partisans d'une politique de force à l'égard des pays arabes — en réaction à la modération social-démocrate de son successeur Lévy Eshkol.

Ces dirigeants du vieux Mapaï, fidèles à la « vieille maison », n'ont jamais été marxistes. Ils s'inspiraient de la pensée de Gordon, un des fondateurs des kibboutzim, tolstoïen, pacifiste, anti-nationaliste, rêvant d'une réconciliation créatrice entre l'homme et la Terre. Ce mouvement s'opposait à une autre fraction du Mapaï, à la fois marxisante et nationaliste, animée par Tabenkin, qui luttait pour un Grand Israël dans les limites bibliques de la Palestine.

Tous ces courants se réunissaient en 1969 dans le cadre d'un nouveau parti : l'Avoda, qui réintégrait Perès et Dayan. Ce parti restait toutefois divisé entre « colombes » et « faucons ». Alors que les premiers, avec le philosophe Rotenstreich, professeur à l'Université de Jérusalem, étaient les partisans de rendre tous les territoires occupés aux Arabes, les autres, animés par le général Moshé Dayan, préconisaient une politique de force et de colonisation, symbolisée par cette parole de Dayan au lendemain de la Guerre des Six Jours : « *Je préfère Charm-el-Cheik<sup>2</sup> sous notre occupation plutôt que la paix avec l'Égypte* ». Mais le général borgne, réaliste, constatant la possibilité d'une paix réelle avec l'Égypte de Sadate, retourna sa

veste en devenant sur la fin de sa vie un partisan de la paix et du retour des territoires occupés aux Arabes. Ce fut aussi l'évolution de son collègue le général Itzhak Rabin, devenu Premier ministre et assassiné par un *faucon* religieux en 1995.

Ces doubles influences contradictoires aboutissaient à la neutralisation des *colombes* sous les gouvernements de Shimon Perès et



Jérusalem, ville complexe...



d'Ehoud Barak. Ce dernier, lui-même divisé, écartelé, hésitant entre des politiques contradictoires, favorisa la grande victoire électorale de Sharon en 2000. L'appui donné à Barak par un ancien parti d'opposition de gauche, le Meretz (parti issu du Mapam - Hashomer Hatzair - et du Mouvement des Droits Civiques) ne permit pas à Barak de vaincre le double sabotage de la paix opéré par les partis religieux israéliens, par le Likoud... et par Arafat.

Il serait présomptueux aujourd'hui de parier sur la victoire de la gauche, emmenée par Mitzna de l'Avoda et par Yossi Sarid du Meretz, associés. Mais un espoir est né. La gauche a de nouveau une adresse significative en Israël. Sous la pression américaine et grâce aux transformations militaires et politiques en Irak et aussi en Iran, un nouveau Proche-Orient peut naître. Dans ce contexte, l'Avoda de Mitzna aura un grand rôle. ■

## Message d'espoir

Uri Avnery



D.R.

**O**n dirait qu'un vent nouveau souffle sur le pays. Cette semaine, j'ai pris l'avion pour l'Europe. Sur le chemin de l'aéroport, le chauffeur de taxi m'a dit : « C'est fini, il n'y a plus aucun espoir. Nous ne ferons jamais la paix avec les Palestiniens. Il n'y a personne à qui parler. Aucun compromis n'est possible. La guerre continuera sans fin ». Donc il votera pour Sharon.

Je lui ai fait remarquer que dans ce cas ses petits-enfants quitteraient certainement le pays. « Mes petits-enfants ! » a-t-il répliqué avec une tristesse mêlée d'orgueil, « mon fils est architecte à Los Angeles ! ».

Je suis rentré cinq jours plus tard. Le chauffeur de taxi qui m'a conduit de l'aéroport à la maison m'a étonné. « Toute ma vie j'ai voté Likoud », m'a-t-il dit, « mais le Likoud a échoué. Il n'y a aucune différence entre Sharon et Netanyahu. Ils ne nous ont pas apporté la sécurité et voyez l'état de l'économie ! Cette fois-ci je voterai pour Mitzna ». Que s'est-il passé pendant ces cinq jours ? Une chose : Amram Mitzna a gagné l'élection primaire au parti travailliste.

Ceci est en soi étonnant à tous égards. Un « Yekke » introverti (comme on appelle avec condescendance les Juifs allemands) sans charisme a vaincu un Irakien « authentique », chaleureux. Une colombe a battu un faucon. Un nouveau venu en politique, qui a annoncé qu'il était prêt à parler avec Arafat, a mis en déroute le ministre de la Défense, qui a tenté de détruire l'autorité palestinienne.

C'est une brillante victoire pour Mitzna. Mais c'est plus encore. C'est le signe que des phénomènes mystérieux se passent dans les profondeurs de la conscience nationale.

Au cours des deux dernières années, alors que le cycle des atrocités prenait de plus en plus d'ampleur, on m'a souvent demandé comment j'arrivais à rester optimiste alors que tout le monde autour de moi était désespéré. Je répondais qu'un jour, dans une semaine ou dans cinq ans, l'opinion se réveillerait le matin et s'exclamerait : « Assez ! Ça suffit ! Il faut trouver une solution ! ».

« Et alors ? En quoi cela nous avancerait-il ? », demandaient les prophètes de malheur, « il n'y a aucun homme politique

à l'horizon capable de conduire le pays vers la paix ».

Je rétorquais : « la demande créera l'offre ». « Quand on réclamera vraiment un homme pour faire la paix, il finira par apparaître ».

Je pense que cette prévision commence à se réaliser. Les courants au fond de la conscience collective sont en train de changer. Les forces israéliennes de défense (FID) conquièrent, occupent, tuent, « détruisent l'infrastructure de la terreur » et les attaques palestiniennes ne s'arrêtent pas un seul instant. Les déclarations habituelles de Sharon et Mofaz commencent à ressembler à une rengaine. Pour la première fois l'homme de la rue réalise qu'il y a une relation étroite entre l'Intifada, la crise économique et l'urgence sociale. Ce n'est pas pour autant que les Israéliens vont aimer les Palestiniens ou devenir des pacifistes convaincus. Pas du tout. Mais cela les conduira à rechercher un dirigeant visionnaire, qui essaiera sincèrement de rompre le cycle meurtrier et de trouver une solution. On ne parlera plus des colons, on parlera de négociations. Amram Mitzna s'est trouvé au bon endroit, au bon moment, avec le bon message. Maintenant le mot d'ordre doit être : En avant toute !

Certains militants pacifistes prudents disent que nous ne devrions pas trop demander. On doit tenir compte des sondages d'opinion. Mitzna ne peut pas battre Sharon. Mais il peut refaire du parti travailliste un parti d'opposition influent, ce qui est également important.

C'est une erreur. Les sondages donnent une photographie de la situation en surface. Ils ne montrent pas ce qui se passe en profondeur. On y trouve de nouveaux courants. Donc, l'objectif doit être : la victoire.

Certes, une victoire de Mitzna sur Sharonyahou relèverait du miracle. Mais c'est ce que l'on pouvait dire il y a un mois d'une victoire de Mitzna sur Ben Eliezer. Ce sera difficile, très difficile. Mais c'est possible. Tout doit être fait pour y parvenir.

D'après tous les sondages, l'écart entre les deux grands blocs, la droite et la gauche, est déjà très faible, alors même que les gens n'ont pas encore pris pleinement conscience de

**Rectificatif :** Une lectrice nous signale que notre écho dans le numéro 23 sur Ariel Sharon et l'affaire de Sabra-Chatila était fondé sur une information inexacte. En consultant le rapport de la commission Kahan, on s'aperçoit que Sharon a au contraire nié avoir eu connaissance du projet phalangiste d'attaquer les camps palestiniens, et qu'il a été sanctionné en fait pour cette « ignorance ». Dont acte.





l'impact de ce qui s'est passé au parti travailliste. De l'ordre de 65/55. C'est assez pour gagner 56 sièges à la Knesset, ce qui apportera un changement énorme.

Nous ne pouvons pas viser autre chose que la victoire. Pour l'avenir d'Israël, pour la sauvegarde des vies humaines et pour la reconstruction de l'État, la différence entre Mitzna et Sharon est colossale.

Si l'heure n'a pas encore sonné, et que le Likoud finit par gagner, il ne faut pas arrêter un seul instant de se battre. Si Sharon ou Netanyahu gagne, il sera à la tête d'une coalition étroite, divisée et fragile, incapable de résoudre les problèmes. Elle sera tiraillée entre le besoin de satisfaire Bush et celui de calmer l'extrême droite Liberman-Eytan. Comme la situation continuera à se détériorer sous cette direction, la coalition peut s'effondrer d'ici à un an et le grand revirement pourra alors intervenir.

Donc, toute velléité d'installer un gouvernement d'« union

nationale » après les élections est dangereuse. Il ne fait aucun doute que Sharon fera des propositions alléchantes aux travaillistes pour qu'ils participent. Pour employer le langage de la Mafia : « Une offre qui ne se refuse pas ». Mais Sharon est Sharon et il ne changera jamais. Pour rester fidèle à lui-même, Mitzna devra refuser. Même si ses collègues arrivistes et sans scrupules le pressent d'accepter.

L'objectif doit être : un revirement total, sur toute la ligne et dans chaque domaine. Pas moins.

Certes, Amram Mitzna peut nous décevoir. N'oublions pas l'enthousiasme avec lequel nous avons accueilli Ehoud Barak qui nous a conduits au désastre. Il peut s'arrêter en route. Cela peut arriver et nous devons nous y préparer. Mais il est raisonnable d'espérer le contraire. Une personne peut se révéler dans le travail et remplir la mission que l'histoire lui a assignée.

Pour le moment, *ecce homo*. ■

## Le Front National en Alsace

Muriel Klein-Zolty

Lors du premier tour des élections présidentielles le 21 avril, Le Pen recueillait en Alsace 23,44 % des suffrages exprimés, soit 6 % de plus qu'une moyenne nationale déjà bien inquiétante. Certes, le deuxième tour a été porteur d'un léger espoir. Le Pen ne réalisait « plus » qu'un score de 20 %, soit 3 % de moins qu'au premier tour. Quelques explications peuvent être avancées sur ce léger déclin : les mises en garde répétées de l'Église, particulièrement influente en Alsace, région concordataire ; le travail pédagogique opéré par les médias, qui ont, dans la région comme ailleurs en France, soigneusement décrypté le programme anti-européen et antiéconomique de Le Pen ; mais aussi sans doute des raisons plus ambiguës comme la récupération des thèmes de l'extrême droite par la droite traditionnelle (campagne contre l'insécurité, contre la « menace islamiste »).

Malgré ce léger fléchissement, au deuxième tour, des suffrages

alsaciens en faveur du Front National, l'effet d'autorassurement consécutif à l'écrasante victoire de Chirac semble bien excessif, et en un sens illusoire. Le parti de Le Pen demeure une réalité bien implantée en France et particulièrement en Alsace.

Les analyses consacrées au vote frontiste dans la région restent jusqu'à présent peu nombreuses et superficielles. Elles se contentent le plus souvent d'une indignation morale et contiennent peu d'éléments de fond sur

les causes du processus. Je me propose ici de poser les jalons d'une telle étude qui ne se cantonnerait pas à une réflexion sur un phénomène purement régional. Car les crises qui ont affecté l'Alsace se retrouvent à des degrés divers dans tous les pays occidentaux. Elles sont particulièrement accentuées dans la région, mais elles ne lui sont pas spécifiques.

### Une ascension continue

La force électorale du FN en Alsace n'est pas une nouveauté. L'ascension de ce parti dans la région a débuté il y a une quinzaine d'années. Le premier succès du FN remonte aux élections européennes de 1984. Il obtenait alors le score de 12,5 % contre 9,8 % dans l'ensemble du pays.

Lors du premier tour des élections présidentielles de 1988, Le Pen recueillait en Alsace 21,84 % des suffrages exprimés pour une moyenne nationale de 14,4 %. Les points forts du leader nationaliste étaient, à ce moment-là déjà, d'une part les agglomérations périphériques de Mulhouse et Strasbourg, d'autre part, les communes rurales. 52 communes de la région avaient voté à plus de 30 % pour Le Pen.

Aux présidentielles de 1995, Le Front National obtenait près de 35 000 voix supplémentaires, soit 25,41 % des suffrages exprimés, à peu près 10 % de plus que la moyenne nationale. Les progrès de Le Pen s'amplifiaient surtout à la campagne où, dans certaines communes, il dépassait les 40 % des suffrages exprimés. Parallèlement à sa progression électorale, le FN structurait son implantation par des campagnes d'affichage, des réunions publiques, des actions sociales en faveur de « familles françaises dans le besoin ». La présence d'élus FN au parlement européen a favorisé cette implantation.

Si, au premier tour des dernières présidentielles, la différence entre la moyenne nationale et la moyenne régionale n'a plus été aussi spectaculaire, c'est parce que l'audience de ce parti s'est développée dans l'ensemble de la France. Mais l'Alsace possède dans ce domaine une « avance historique » et cette



Ils ontiment !

L'Alliance Obernoise  
Isabelle CHAMON et son équipe  
présenteront leur programme  
municipal pour un Obernai  
toujours Français et  
toujours plus beau !

Réunion publique  
le Vendredi 2 Juin 1995 à 20 h 30  
salle des Saints Patrons  
Place du Marché - Obernai

Liste soutenue par Jean-Marie Le Pen  
et le Front National  
"Alliance Obernoise" 03 83 22 12 12



ascension continue du parti d'extrême droite dans la région aurait dû susciter une réflexion approfondie. Cela n'a pas été le cas.

### *Analyses peu nombreuses et superficielles*

En dépit de ce progrès constant du parti d'extrême droite en Alsace, les analyses restent insuffisantes. Constatons au préalable l'absence totale de pertinence que revêt le pseudo-concept de vote protestataire, souvent utilisé dans les commentaires journalistiques. Concept démagogique qui banalise le vote Le Pen. Concept confus qui véhicule l'idée d'une protestation multiforme et floue : contre la corruption des « politiques » (les fameuses *affaires*), contre les difficultés économiques dans lesquelles se débattent les laissés-pour-compte et les perdants de la modernisation, contre l'insécurité. Cette dernière est bien souvent évoquée comme une des causes du vote Le Pen. Or l'exemple de l'Alsace offre précisément un démenti à cette corrélation, même si les voitures brûlées de Strasbourg ont fait la une de l'actualité. En effet, la percée du FN s'est surtout effectuée dans les communes rurales qui n'ont ni étrangers, ni insécurité.

Pour démêler l'écheveau du vote Le Pen, les commentateurs avancent parfois des arguments socio-économiques. Or si ces derniers conviennent aux périphéries de Strasbourg et de Mulhouse où, comme dans toutes les banlieues, se concentrent des populations marquées par le chômage, la délinquance, ils ne s'appliquent pas aux campagnes alsaciennes, restées prospères. Les plus récentes informations statistiques soulignent en effet la situation privilégiée de la région d'un point de vue économique.

On a tenté d'expliquer le vote Le Pen en Alsace par les valeurs conservatrices de la culture alsacienne (voir reportage du *Monde*, le 3 mai 1995). Ces valeurs (l'entre-soi, le travail, la famille, la propreté) pousseraient l'Alsacien à adhérer à des idéologies d'extrême droite. Mais ce recours à des causes d'ordre essentialiste est bien entendu éminemment sujet à caution.

Une explication plus sérieuse est celle de l'existence d'une tradition souterraine. Certains fiefs du vote frontiste recoupent en effet de manière troublante, notamment en Alsace Bossue, région frontalière à la Lorraine ou dans la région de la *Petite-Pierre*, ceux où divers mouvements d'extrême droite se sont illustrés dans l'entre-deux-guerres, certains nationaux (*Action Française*, *Croix de Feu*), d'autres autonomistes et spécifiquement alsaciens (le *Bauerbund*, ainsi que différents groupuscules pangermanistes). Ces cantons ruraux devenus aujourd'hui lepénistes, sont aussi des zones de force du protestantisme, qui, en Alsace plus qu'ailleurs, s'est compromis avec le pangermanisme puis avec le nazisme.

Mais cette analyse, pour justifiée qu'elle soit, ne suffit pas, à elle seule, à rendre compte de la poussée de l'extrême droite en Alsace depuis plus de quinze ans. Elle n'indique pas pourquoi depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au milieu des années 1980, cette force s'est volatilisée, éclipsée du paysage politique alsacien. Dans une province alors qualifiée de « légitimiste », solidement quadrillée par le centrisme et le gaullisme, les résurgences extrémistes qu'ont connues la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République, n'ont en effet

guère eu d'échos. L'Alsace s'est montrée imperméable au poujadisme et à l'OAS.

Pour admettre l'explication des succès de Le Pen par des précédents historiques, il faudrait supposer que les sentiments extrémistes n'ont pas disparu après guerre mais que, recouverts par l'hégémonie politique centriste et de droite, ils ont continué à exister de manière latente. Deux questions restent alors en suspens :

Pourquoi les idées d'extrême droite, que l'on croyait révolues, ont-elles continué à se transmettre, de façon voilée puis en pleine lumière ?

Comment expliquer que, au milieu des années 1980, le voile se soit déchiré et que l'expression politique se soit radicalisée vers l'extrême droite ?

### *Tentative d'explication*

Pour tenter de répondre à la première question, on peut souligner le fait suivant : L'Alsace n'a pas assumé son devoir de mémoire par rapport à son passé nazi.

Depuis l'après-guerre en effet, on a entretenu une mémoire selon laquelle les Alsaciens ont été les victimes du régime nazi, occultant l'adhésion libre et volontaire d'une partie d'entre eux au nazisme. Des questions sur la manière dont le nazisme a pris corps en Alsace, sur la responsabilité des Alsaciens dans le processus de nazification, sur la compromission des fonctionnaires alsaciens qui ont servi le régime nazi et prêté serment à Hitler demeurent des sujets tabous. (voir à ce sujet mon article dans *Diasporiques* n° 22 « le syndrome alsacien », paragraphe intitulé « le refus d'assumer son passé »).

Il existe certainement une corrélation entre cette mémoire de l'irresponsabilité dans laquelle se complaît l'Alsace depuis l'après-guerre et la banalisation des choix politiques qu'exprime le vote FN. Constatons à l'appui de cette analyse qu'en Allemagne, dans les régions qui ont procédé à un travail de mémoire sur leur passé nazi (comme le Palatinat voisin ou le Bade-Wurtemberg), le parti d'extrême droite des Républicains ne totalise que très peu de voix. Inversement la situation alsacienne rejoint à bien des égards celle de l'Autriche ou de la Flandre où les idées d'extrême droite sont restées non épurées et ont donc conservé une certaine crédibilité.

Il nous reste à réfléchir à la deuxième question : pourquoi, à partir des années 1980, ces idées se sont-elles exprimées en pleine clarté et l'expression politique s'est-elle alors radicalisée ?

À partir de cette date on assiste à la conjonction de différentes crises qui ont affecté l'ensemble des pays occidentaux et particulièrement l'Alsace. On a déjà beaucoup écrit sur la crise d'identité de la société française qui a érodé les équilibres socio-politiques antérieurs (cf. par exemple, l'article d'Edgar Morin « La fausse identité nationale », dans *Le Monde* du vendredi 3 mai 2002). La crise du mouvement ouvrier, celle de l'État-nation et plus généralement la crise des valeurs seraient des facteurs explicatifs de l'émergence de l'extrême droite. La perte des anciennes solidarités créerait un terreau propice à une crispation identitaire des individus, alimenterait une angoisse du vide ou un sentiment d'abandon et conduirait à la recherche de « victimes émissaires » et de modèles politiques autoritaires.



En Alsace cette crise est particulièrement vive. Elle se repère dans l'écroulement du modèle de la famille patriarcale, du tissu associatif, la baisse de la pratique du dialecte et surtout dans la sécularisation des modes de vie. Ce dernier aspect est particulièrement déstructurant dans une région de forte tradition religieuse. Or le discours de l'extrême droite vient ici à point nommé pour désigner les perturbateurs du calme foyer régional : les immigrés, les étrangers. Même physiquement absents des paisibles villages alsaciens, ils apparaissent du coup comme la cause et les symboles palpables de ce grand chambardement insaisissable.

L'originalité du Front National en Alsace est qu'il a su adapter son discours à cette réalité régionale. Tout en s'affirmant nationaliste, il se pose également en défenseur de cette culture régionale menacée. Entretenant le mythe passéiste d'une Alsace idyllique et champêtre ainsi qu'une idéologie de la terre régénératrice, il attribue aux étrangers la responsabilité des valeurs qui vacillent. Oscillant entre nationalisme et régionalisme, le Front National tient en Alsace un discours paradoxal.

On retrouve la même ambiguïté dans le rapport qu'il entretient avec l'Europe. Beaucoup de commentateurs se sont demandé pourquoi l'Alsace, région favorable à l'Europe, votait pour le chantre de l'ultranationalisme français. Formulons l'hypothèse suivante : le vote Le Pen comme le vote européen peuvent traduire un rejet de Paris, du pouvoir central auquel sont reprochés son impuissance, son incapacité à maîtriser la décadence supposée de la civilisation et le naufrage des valeurs.

Ainsi le jacobinisme du FN ne l'empêche pas de flirter avec un discours néo-autonomiste qui prône l'intégration de l'Alsace au sein d'un espace économique alémanique. Entre les insultes du nationaliste Le Pen contre les technocrates et fédéralistes de Bruxelles et les positions de ses cadres, partisans de régions relativement autonomes au sein d'une Europe forte, le grand écart est permanent.

Notons que ces deux thèmes défendus par le FN en dépit de sa rhétorique nationaliste (l'exaltation d'un passé régional mythifié et celle d'un prétendu modèle rhénan) sont également les axes de prédilection du discours régionaliste alsacien.

Le rapport que le FN entretient avec ce régionalisme est complexe. En un sens, ils sont contradictoires puisque le

FN s'affiche comme un parti qui défend l'intégrité et la puissance de la nation française. Le mouvement « Alsace d'abord », né d'une scission avec le FN en 1989, devenu « Alsace Debout » depuis les dernières élections, axe précisément sa campagne sur cette contradiction. Pointant la nationalisme du Front National, il se pose en défenseur pur et dur d'une région menacée à la fois par l'État français et par les « étrangers ».

Soulignons toutefois la faible audience de ce mouvement « Alsace Debout », ce qui montre que l'ambiguïté du discours frontiste ne dérange pas les électeurs de Le Pen. Mais cette ambiguïté n'en est pas moins réelle et régionalisme et extrême droite restent distincts. En effet, l'électorat du FN n'est bien évidemment pas composé uniquement de régionalistes de même que les défenseurs du régionalisme se retrouvent dans d'autres sensibilités politiques que l'extrême droite.

Il n'en reste pas moins vrai que le discours identitaire alsacien actuel se caractérise par une crispation que nous avons analysée dans *Diasporiques* n° 22 et partage certains de ses thèmes avec l'extrême droite, comme l'exaltation d'une communauté pure et perdue et la recherche fantasmatique d'un point d'ancrage dans un passé réinventé. Les réponses à apporter sont sans doute en partie d'ordre pédagogique et symbolique. On a vu que la presse en analysant soigneusement et en délégitimant le discours du Front National a contribué à son léger déclin entre les deux tours des dernières présidentielles.

Il serait particulièrement souhaitable que l'Alsace relise son histoire et assume son passé de manière critique. Il importerait de repenser la période nazie et de mettre un terme à la logique de la victimisation, en montrant qu'il subsistait une possibilité de choix et que toutes les attitudes ne se valaient pas. Il importerait également de dire que l'Alsace a été depuis l'époque romaine un espace d'échange et de rencontre, un carrefour de routes et d'influences, et qu'elle est saturée de traces multiples.

Les autres réponses sont politiques. À cet égard, malgré l'érosion du vote frontiste au deuxième tour des élections, l'arrivée de la droite au gouvernement et l'instauration d'un certain discours sécuritaire et de mesures qui emboîtent le pas au FN sont sans doute plus inquiétantes que rassurantes. ■



## Hanoukah



Les bougies de Hanoukah se sont allumées une à une, tout au long des huit soirs de la fête, dans nombre de familles juives, qu'elles soient ou non pratiquantes. Hanoukah n'est pas à proprement parler une fête religieuse, le profane y côtoie le sacré et le hasard y a droit de cité : une fois l'an n'est pas coutume, on lance la toupie de la chance, le *dreidl*, on est autorisé à se laisser gagner par l'excitation du jeu, les enfants reçoivent des cadeaux et même un peu d'argent... Hanoukah est une fête juive mais c'est aussi une fête universelle : celle de la célébration de la victoire de la lumière sur les ténèbres, du Prince Tamino sur la Reine de la Nuit.

Hanoukah est la fête de l'espoir improbable et pourtant matérialisé : la goutte d'huile retrouvée par miracle au cœur du Temple dévasté alimentera, contre toute attente, la flamme sacrée aussi longtemps que nécessaire... Et, ainsi réchauffé par l'ardente volonté des hommes, le soleil reprendra bientôt sa course ascendante dans le ciel.

On ne souffle pas les bougies de Hanoukah, les bougies de la volonté et de l'espoir. En Israël, une faible lueur d'espoir est apparue quelques semaines avant Hanoukah, celle d'un espoir improbable, fragile comme la flamme d'une bougie. Retenez votre souffle !... ■

Philippe Lazar



## Imre Kertész Un écrivain à l'honneur

Le numéro 14 de *Diasporiques* présentait un long article dû à la plume de Imre Kertész, un écrivain juif hongrois alors peu connu. L'article, intitulé *À qui appartient Auschwitz ?*, défendait le film de Roberto Benigni, *La vie est belle*, à un moment où celui-ci était vigoureusement attaqué. Imre Kertész avait plus qu'un autre le droit d'avoir un avis – il était un survivant d'Auschwitz et de Buchenwald. Il savait bien, lui, la différence entre la fiction benignesque et la réalité. Et son article n'était pas écrit en langage de bois, il donnait clairement les raisons qui motivaient l'adhésion de l'auteur à la démarche de Benigni. On pouvait récuser le point de vue de l'auteur, on ne pouvait que respecter son écrit.

Plusieurs parmi nous, devenus curieux de Kertész, se mirent alors à lire ses livres. Ils eurent souvent du mal à se les procurer, plusieurs étaient épuisés. Mais avec de la persévérance... Et nous découvrîmes un très grand écrivain, un pair de Primo Levi ou de Robert Antelme. Il se créa alors parmi les lecteurs de *Diasporiques* et leurs amis une sorte

de club occulte : « les fidèles de Imre Kertész », qui faisaient circuler *Être sans destin* ou encore *Kaddish pour un enfant qui ne naîtra pas*.

D'apprendre que « notre » écrivain (méconnu longtemps dans son propre pays, où il vécut en traduisant les philosophes allemands, et qui paradoxalement n'avait été honoré qu'en Allemagne) était distingué par le prix Nobel fut une joie, grande et petite. La grande joie n'a pas besoin d'être expliquée. La petite, c'est qu'enfin *Actes Sud* allaient réimprimer les livres épuisés de Kertész (ce qui fut fait, et à grands frais de publicité), que d'autres allaient – qui sait ? – être traduits en français.

*Diasporiques* se devait de saluer le choix de l'Académie Nobel et de consacrer sa « une » à son lauréat. Il nous reste à exhorter tous nos lecteurs à faire connaissance avec ce grand – et désormais reconnu – représentant de la littérature juive européenne. ■

J. Burko

## Marek Edelman à Lausanne

Massimo Sandri



Photo M. Sandri

*Ils se sont battus, non pour la vie,  
mais pour le prix de la vie*

En septembre 2002, Marek Edelman a séjourné pendant quelques jours en Suisse romande, invité par un petit groupe d'amis constitués pour cette circonstance en Association.

En collaboration avec Acor – *Sos racisme*, l'Association des amis de Marek Edelman a organisé une série d'événements, dont une soirée publique, une rencontre avec des lycéens et plusieurs interviews dans les médias.

Edelman n'est pas un orateur au discours « convenu ». Doté d'une forte indépendance d'esprit, il ne se laisse pas enfermer facilement dans le culte du héros. Les questions qui le piègent dans un rôle « officiel » l'irritent profondément. Il se sert alors d'une arme redoutable dont il est maître pour contrer ses interlocuteurs, une ironie caustique et sèche.

Son attitude ne laisse pas indifférent : ressentie comme outrancière par certains, elle a séduit beaucoup d'autres, et notamment les jeunes, par son caractère direct et non conformiste.

Son contact avec les lycéens a été remarquable. Pourtant cela n'allait pas de soi et les organisateurs avaient eu quelque appréhension : un vieux monsieur parlant une langue étrangère, aidé et donc mis à distance par un traducteur (excellent au demeurant), nous aurions pu nous attendre à une écoute polie mais un peu ennuyée et vaguement blasée

de la part des jeunes. Il n'en fut rien. Les élèves lui ont réservé un accueil extrêmement chaleureux et empreint de curiosité, qui est allé croissant tout le long de la rencontre pour se terminer par une « standing ovation ».

Si le discours de Marek Edelman séduit, ce n'est pas en raison d'une quelconque élégance dialectique mais parce qu'il transmet une émotion, une sensibilité, un élan de vie toujours ancrés dans l'espoir, l'espoir que les nazis seront vaincus, que la vie continuera, qu'elle se transformera, associée à la conviction que dans le tragique même il y a de la place pour l'humour et pour l'amour.

Dans une époque crépusculaire comme la nôtre, Edelman reste résolument optimiste, et sa confiance dans un avenir meilleur se transmet, se communique. Les jeunes cherchent, espèrent, luttent. En parlant de sa jeunesse, il a su s'adresser aux jeunes leur rappelant qu'ils sont porteurs d'espoir... Pour ce qui est de la soirée publique, Marek Edelman a été interrogé sur le Bund et sa tragique défaite. Selon notre orateur, cette organisation a certes été vaincue, mais les idées qu'elle prônait ont en définitive gagné : d'une part les idéaux du progrès social ont imprégné la culture occidentale, d'autre part l'aspiration à l'autonomie culturelle et nationale des peuples a su se frayer un chemin, et Edelman de nous donner des exemples : la Catalogne, la Belgique, la Suisse...





D'autres interlocuteurs ont cherché à en savoir plus sur sa manière de vivre le judaïsme dans la Pologne d'après guerre, d'abord soumise au « socialisme réel », démocratique ensuite, mais toujours traversée par un fort courant antisémite, une Pologne sans Juifs.

Il n'aime pas la question : « comment un Juif peut-il vivre en Pologne après tout ce qui s'est passé ? ». Il rappelle avec une pointe de polémique que si le judaïsme n'existe plus en Europe de l'Est, parce que détruit par la Shoah, et s'il revit en Israël, la culture israélienne a toutefois voulu couper avec son passé. Dès lors, il renvoie la question à ses interlocuteurs, souvent juifs : « et vous, comment pouvez-vous vivre en Suisse ? ».

Le conflit proche-oriental a bien entendu été présent au travers des questions de la salle. Pour Edelman ce sont les intérêts géostratégiques qui déterminent la situation actuelle, et les gouvernements ainsi que les peuples de la région ne sont que les figurants et les victimes d'un combat dont le sens est ailleurs.

Quant à la réelle portée de son appel du 1<sup>er</sup> août aux « partisans » palestiniens, Edelman pense qu'une opposition aux kamikazes commence à se manifester dans la population palestinienne, et même à s'exprimer politiquement et

publiquement. Sa lettre y a peut-être un peu contribué, modeste pierre d'une très longue et difficile construction... Il insiste cependant pour dire, s'appuyant sur son expérience, que les politiques sont impuissantes quand la parole est aux armes et que seul un armistice entre chefs militaires peut amener à arrêter les hostilités.

Tout au long de son séjour, Marek Edelman n'a eu de cesse de nous lancer un message, et notamment aux jeunes, un message simple, apparemment banal :

« Avec la haine l'on ne construit rien, la haine détruit. Dans le ghetto ce qui comptait, et dans la vie ce qui compte, c'était et c'est l'amour. Parce que l'amour c'est la vie. »

Le message d'amour de Marek Edelman est... Marek Edelman lui-même, le vieux combattant du ghetto qui à quatre-vingt-un ans vient à Lausanne plaisanter avec les jeunes et parler avec légèreté et humour du tragique de l'existence.

La soirée publique a été conclue par l'*Association des Amis de la Musique Juive* qui a chanté, et Edelman avec eux, l'hymne des partisans, chant écrit dans le ghetto de Vilnius à la fin du mois d'avril 1943 dans l'enthousiasme suscité par les nouvelles du soulèvement du ghetto de Varsovie. Un moment émouvant ! ■

Marek Edelman est aujourd'hui âgé de quatre-vingt-un ans. Il est le seul survivant de l'état-major de l'Organisation Juive de Combat qui a dirigé la révolte du ghetto de Varsovie. Il est donc l'un des derniers témoins encore en vie de cet événement crucial de l'histoire de la résistance à la barbarie nazie. Mais toute son existence est chargée d'histoire et source d'enseignement et de réflexion à bien des égards.

Il est né en Biélorussie en 1921 dans un pays dévasté par la guerre civile. L'année de sa naissance, ses douze oncles du côté maternel sont fusillés par l'Armée Rouge parce que militants « socialistes révolutionnaires »...

La famille trouve refuge à Varsovie, mais ses parents décèdent. Resté orphelin très jeune, il milite dans le Bund, organisation politique dont sa mère avait été une activiste et qui devient sa famille d'adoption.

Dans le ghetto, Edelman est employé comme garçon d'hôpital. À ce titre il assiste à la déportation de plus de trois cent mille personnes de l'Umschlagplatz, destination Treblinka... En même temps il milite activement dans l'organisation clandestine du Bund, et devient le commandant adjoint de l'insurrection. Il survit à la destruction du ghetto et rejoint le maquis. Il prend une part active dans l'Insurrection de la ville de Varsovie dans l'été 1944.

Après la guerre, il arrête toute activité politique et entreprend des études de médecine. Devenu cardiologue, il est reconnu pour ses travaux qui ont permis des avancées importantes dans le pontage coronarien. Il a d'ailleurs reçu un prix de l'Université de Yale.

Malgré les persécutions et l'ostracisme dont il est l'objet après les événements antisémites de 1968, il décide de rester en Pologne, soutenu par nombre de ses collègues qui se battent pour obtenir sa réintégration dans l'hôpital de Lodz. À la fin des années soixante-dix il renoue avec le militantisme. Président de la section de Lodz de *Solidarnosc*, il est arrêté lors de l'institution de l'état d'urgence en décembre 1981 par le général Jaruzelski. Libéré à la suite d'une campagne d'opinion internationale, il est tout au long des années 80 une figure de référence pour la résistance qui s'organise et qui débouche sur la démocratisation de la Pologne en 1989. Il participe aux travaux de la Table Ronde. Dans les années 90, Edelman s'engage avec d'autres Polonais pour que l'étau autour de Sarajevo soit levé. Il n'hésite pas à comparer la situation de Sarajevo à celle de Varsovie l'été 44, ou encore en 43 dans le ghetto.

Il écrit à Bill Clinton lui rappelant qu'il ne faudrait pas exprimer le soutien des pays démocratiques aux populations civiles, uniquement par des mots et trop tard. Bill Clinton lira des extraits de cette lettre lors de son allocution devant le Congrès avant l'intervention de l'Otan au Kosovo.

Le 1<sup>er</sup> août 2002, après l'horrible tuerie de l'Université de Jérusalem, Edelman lance un appel public aux chefs palestiniens pour qu'ils cessent leurs attentats. Il s'adresse aux combattants, aux « partisans », leur rappelant que la révolte du ghetto de Varsovie fut exemplaire, parce qu'elle était porteuse des valeurs de dignité, de respect et d'amour dans un monde désespéré qui niait ces valeurs, et que jamais la vie ne fut bradée comme elle l'est aujourd'hui par les commanditaires des attentats contre les populations civiles. En Israël l'accueil de cet appel a été plutôt mitigé, l'utilisation du terme de « partisan » à l'intention des Palestiniens ayant été critiqué.

Malgré ses quatre-vingt-un ans, Marek Edelman mène une vie active et exerce toujours son métier de cardiologue à l'hôpital de Lodz !



## Les Livres

L'actualité apporte deux livres importants consacrés aux Juifs de l'Est européen. C'est tout d'abord l'ouvrage de **Daniel Blatman**, qui analyse l'évolution du Bund durant les années 1939-1949, période cruciale sur laquelle les chercheurs ne s'étaient guère penchés jusque là. C'est aussi le livre que **Marian Apfelbaum** consacre à rétablir la mémoire du ZZW, « l'autre » organisation militaire dans le Ghetto de Varsovie, mémoire qui a été quelque peu occultée dans les récits connus sur le Ghetto et sur son insurrection.

**Notre liberté et la vôtre : Le mouvement ouvrier juif Bund en Pologne 1939-1949**, Daniel Blatman, Éditions du Cerf, 316 pages, 38 euros.

**D**aniel Blatman est un des rares israéliens spécialistes du Bund. Historien, professeur à l'Institut du judaïsme contemporain de l'Université hébraïque de Jérusalem, il a écrit plusieurs études sur le mouvement ouvrier juif en Pologne ainsi que sur les Juifs polonais au xx<sup>e</sup> siècle. Son dernier ouvrage, publié cette année en hébreu (Jérusalem, Yad Vashem), présente et analyse les journaux et les bulletins clandestins parus dans le ghetto de Varsovie.

Mais le livre qui nous occupe ici est son étude qui vient d'être publiée aux Éditions du Cerf, dans la collection *Judaïsmes*. Le titre reproduit le mot d'ordre des insurgés du ghetto de Varsovie, (en polonais *Za nasza i wasza wolnosc*), utilisé tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle par les Polonais exilés de leur patrie démembrée qui avaient lutté dans toutes les insurrections européennes (sans oublier la Guerre d'Indépendance des États-Unis), et notamment lors de la Commune de Paris.

Il est bon que les dernières années de l'existence du Bund ouvrier juif aient été enfin relatées par un chercheur ; cela comble une lacune béante. La période analysée va du début de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la liquidation sous Biérut du mouvement et des autres organisations non communistes, qui disparurent du fait de la satellisation des démocraties populaires. Ces dix années furent décisives ; le Bund disparut de l'arène politique en Pologne pour entrer dans l'Histoire. Quant aux sections bundistes disséminées dans divers pays – y compris en Israël – leur idéologie était moins politique que culturelle, à l'exception de celle de la revue yiddish bimestrielle *Unzer Tsayt* qui paraît à New York mais qui, en réalité, se livre le plus souvent à des retours nostalgiques.

Le Bund, mouvement socialiste, marxiste, internationaliste, antisioniste, laïque et yiddishiste connut des périodes d'essor et de repli. Au lendemain de sa fondation, en 1897, il connut dans la Russie tsariste une ascension spectaculaire. Après sa participation à la révolution de 1905, il s'opposa en 1917 à la prise du pouvoir bolchevik, ce qui entraîna sa disparition en URSS en 1921, avec d'ailleurs celle de toutes les organisations non communistes. Il se redéploya en Pologne

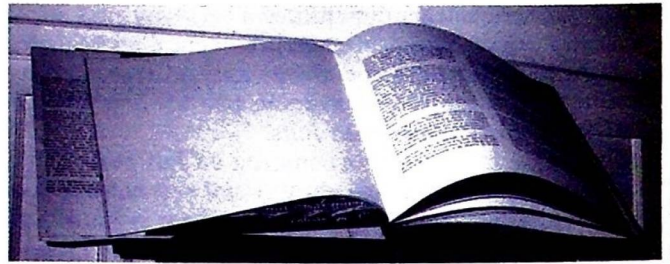


Photo J. Burko

dans l'entre-deux-guerres et, après une courte traversée du désert, il fonda plusieurs organisations périphériques. Se faisant l'interprète des masses populaires juives, créant notamment des groupes d'autodéfense, le Bund remporta une série de victoires lors des élections communautaires (Kehillot) en 1936 et municipales en 1938-1939 dans un pays autoritaire et violemment antisémite.

L'histoire narrée par Daniel Blatman couvre la Shoah et l'immédiat après-guerre, lorsque la Pologne bascula, inexorablement, dans le camp soviétique. Les sources utilisées, moins connues du lecteur français, reprennent des écrits de l'époque et postérieurs, notamment en yiddish. L'occupation allemande commence ; à l'instar des autres formations politiques juives, le Bund entre une fois encore dans la clandestinité. Cette plongée se fait progressivement. Elle concerne les dirigeants restés à Varsovie ou qui y étaient revenus (aux premiers jours de la guerre, il avait été conseillé aux dirigeants de s'évanouir dans la nature ou de partir vers l'est, dans la Pologne occupée par les Russes. Ce qu'ils firent, tout comme ceux des autres organisations et partis juifs, laissant leurs troupes respectives désorganisées).

Les dirigeants bundistes à Varsovie et dans d'autres villes sont confrontés alors à une situation nouvelle, cloîtrés à l'intérieur ou à l'extérieur des ghettos, face à une communauté agonisante et affamée, à un Judenrat (conseil juif) qui doit exécuter les directives allemandes, à une police juive aux ordres de la Gestapo. Cela explique les difficultés rencontrées par le Bund, les sionistes et les communistes juifs pour organiser la résistance. Cela explique en grande partie les hésitations et les attermoissements des uns et des autres que Blatman analyse fort bien<sup>1</sup>. De même, il rend compte des nombreuses activités éducatives, politiques et culturelles du Bund dans le ghetto et de son mouvement de jeunesse, le *Tsukunft*, qui agit par le canal de trente-six cellules clandestines.

Blatman donne un saisissant tableau du Bund clandestin. Il est à remarquer que bien peu de bundistes firent partie des Judenräte, par peur d'être contraints à des compromissions et indirectement à une collaboration avec les occupants. L'un d'entre eux, Szmuel Zygielbojm devait démissionner avec éclat et réussit à quitter la Pologne, non sans d'énormes difficultés, pour se rendre par Berlin à Paris où il informa le Bund parisien de la situation des Juifs de Varsovie. Puis « le camarade Artur » vint aux États-Unis et enfin à Londres où à côté de Ignacy Schwarzbart, qui représentait les

<sup>1</sup> Marek Edelman, « Le ghetto lutte » in Marek Edelman, Hanna Krall, *Mémoires du ghetto de Varsovie, un dirigeant de l'insurrection raconte*, Liana Levi, Scribe, 1993, p. 47-48. Cf. *L'insurrection de ghetto de Varsovie*, présentée par Michel Borwicz, Paris, 1966.





sionistes, il fut le porte-parole du *Bund* auprès du gouvernement polonais en exil.

L'auteur décrit les premiers mois de la communauté juive dans la capitale après l'occupation, l'asservissement de près de 400 000 civils, hommes, femmes et enfants, une situation dramatique qui empire de jour en jour. Le choc est terrible : ce ne sont plus les Allemands de l'autre guerre mais des barbares à visage humain.

Daniel Blatman raconte la disparition de Erlich et Alter chargés de mettre sur pied un comité antifasciste juif à l'automne 1941 et que Staline fit incarcérer en raison de leur passé bundiste avant que l'un meure en prison et que l'autre soit fusillé.

La description forme un ensemble remarquable, toutefois l'on peut contester certaines des analyses de l'auteur, notamment lorsqu'il minimise le travail social accompli par le *Bund* dès la fin 1939. Ou bien il s'attarde sur un désaccord qu'il juge profond entre les cadres adultes et le *Tsukunft*. S'il constate que le *Bund* était à peu près le seul parti en liaison avec les socialistes polonais, il estime que sa naïveté fut bien grande quant à la capacité de la classe ouvrière en Pologne, à entamer ensemble une lutte antifasciste. Il est vrai qu'au début le *Bund* s'empêtra dans un verbiage révolutionnaire et antisioniste avant de constater qu'il lui fallait s'engager dans une large union nationale pour donner un sens à son combat. Ce revirement est attesté notamment par les déclarations de Leon Feiner à Jan Karski, l'émissaire de Londres, que Blatman met, selon nous, insuffisamment en valeur.

Le *Bund* a péché par son excès de confiance dans une solidarité active de la classe ouvrière polonaise. Cela avait été un des principes de l'internationalisme prolétarien qui avait guidé son action durant plusieurs décennies. Mais, à partir du printemps 1942, il abandonna cette voie, non sans de déchirantes révisions qui marquèrent un tournant dans sa lutte contre le nazisme. Rappelons que l'aide fournie par les résistants polonais fut bien tardive, puisque l'organisation *Zegota* n'entra en action qu'en septembre 1942, alors que la majorité des 300 000 Juifs avaient déjà été déportée à Treblinka. D'autre part, les préventions que le *Bund* avait vis-à-vis des sionistes et des communistes étaient bien réciproques.

Daniel Blatman a recours à des informations inédites, à une solide documentation, des témoignages de première main. Mais il n'est pas à l'abri de certains reproches – peut-être parce qu'il est un sioniste israélien étudiant une formation qui ne l'était point. Ses critiques acerbes rappellent quelque peu un ouvrage de Bernard K. Johnpoll paru il y a une trentaine d'années, *The Politics of Futility, The General Jewish Workers Bund of Poland, 1917-1943*. Ainsi, les tractations pour aboutir à la fondation de l'organisation

juive de combat (ZOB) sont, à notre sens, surestimées et peuvent faire penser que le *Bund* opposa une grande résistance à un front commun juif. D'ailleurs, d'autres livres contestent cette analyse<sup>2</sup>.

On peut également regretter que n'aient pas été suffisamment mises en valeur la fraternité d'armes avant la révolte ainsi que la participation bundiste lors de l'insurrection du ghetto de Varsovie, qui s'avéra importante, alors que les ouvrages d'obédience communiste ou sioniste font plus ou moins l'impasse sur le combat mené par le *Bund*. Blatman attache une trop grande importance à des dissensions internes et à des querelles relativement mineures en se fondant beaucoup plus sur les discussions que sur l'action proprement dite. Il est vrai que Zygielbojm, Szerer et le *Bund* américain n'avaient pas la même vision du combat à mener et que Zygielbojm en retira un sentiment de frustration et de dépit vis-à-vis de ses camarades, mais cela n'affecta pas l'homogénéité du *Bund*. Bien avant la fin de 1942, le *Bund* et les sionistes adoptèrent une attitude commune.

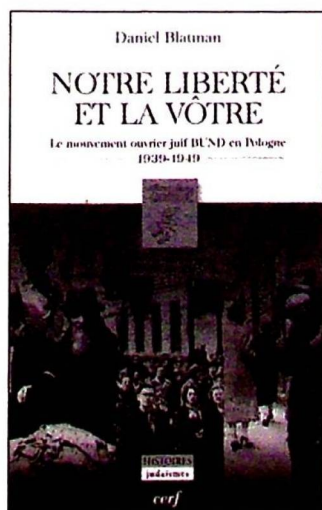
La communauté de destin entre le peuple juif et le peuple polonais fut une chimère et entama en grande partie la confiance du *Bund* dans les forces populaires non juives. Après la guerre, le fossé se creusa encore. Contredisant la foi du *Bund* en une démocratie polonaise, les pogroms, notamment celui de Kielce, le firent changer d'avis<sup>3</sup>. En revanche le *Bund*, se voulant diasporique, n'accepta pas la politique sioniste dans les camps de personnes déplacées qui ne promouvaient que la Palestine comme seule destination possible. Quant à la conférence internationale de Bruxelles en 1947 qui rassembla toutes les organisations bundistes des différents pays, ce fut, contrairement à l'opinion de l'auteur, un franc succès. Liebman Hersch, bundiste de la première heure, démographe suisse de renom et qui avait aidé les organisations socialistes de France (SFIO et *Bund*), y prononça un discours important ; un communiqué commun fut publié. Ainsi à diverses reprises l'éclairage proposé par l'auteur peut sembler partial. On sait que, dans les sources et les documents consultés, l'historien est tenu de procéder à un choix et certains d'entre eux échappent à son investigation ou sont négligés...

Nous sommes en revanche d'accord avec Daniel Blatman pour penser que l'idéologie du *Bund* n'a pas échoué même si le sionisme a réussi. Mais le *Bund* a péri avec le judaïsme polonais dans sa quasi-totalité. Affirmer que la création de l'État d'Israël est l'antidote de la Shoah et la revanche, le résultat du combat des insurgés des ghettos, cela est faux sinon véritablement indécent. Comme le dit justement Blatman « *Le naufrage du Bund dans la tempête de l'histoire est inextricablement lié à la destruction du judaïsme de l'Europe de l'Est par les nazis.* »

Il est vrai qu'avec les épreuves que le yiddish a connues, la saignée du judaïsme européen, la disparition d'un prolétariat juif, la fin du réservoir ashkénaze et d'une certaine civilisation en Europe orientale, le *Bund* n'avait guère d'avenir. Mais ses dizaines de milliers de militants et de

<sup>2</sup> *La voix du peuple massacré*, id. ; Aviva Ravel, *Faithful unto Death, The Story of Arthur Zygielbaum*, 1980, Montréal ; Bernard Goldstein, *Cinq années dans le ghetto de Varsovie*, Bruxelles, 1962.

<sup>3</sup> M. Hillel, *Le massacre des survivants en Pologne, 1945-1947*, Paris, 1985.





sympathisants ont semé les grains d'une continuité juive en diaspora selon des conceptions identitaires, humanistes et socialistes. Dans ce sens, la lecture de *Notre liberté et la vôtre* s'impose, en dépit de quelques réserves et de quelques appréciations sujettes à discussion. Car le *Bund* a aussi été une importante composante de la politique et de la culture juives. C'est Rachel Ertel qui disait que « l'Histoire a eu raison du Bund mais le Bund a eu raison contre l'Histoire »<sup>4</sup>. Par sa générosité et sa croyance indéfectible dans le bonheur de l'humanité, le *Bund* fut le modèle d'une organisation fraternelle, une grande famille dont la classe ouvrière peut légitimement être fière. ■

Henri Minczeles

**Retour sur le Ghetto de Varsovie** Marian Apfelbaum, Éditions Odile Jacob, Paris, 2002, 320 p., 25 euros.

**V**oici encore un livre sur l'histoire du ghetto de Varsovie durant la Seconde Guerre mondiale. Cependant, ce volume tranche sur tout ce qui avait paru à ce jour – il est destiné à compenser un oubli, une omission systématique. Il s'agit des organisations clandestines juives qui avaient entrepris d'entrer en résistance armée contre les exterminateurs nazis et qui finirent par provoquer l'insurrection d'avril 1943.

L'abondante littérature qui existe sur ce sujet fait la part belle à la ZOB – l'*Organisation Juive de Combat*, qui a surgi (malgré des difficultés idéologiques considérables, dont on trouvera un aperçu dans le livre de Daniel Blatman, recensé dans ce numéro de *Diasporiques*) après la grande déportation de l'été 1942, et qui a réuni les combattants de toutes les tendances politiques juives, des communistes aux bundistes en passant par les sionistes de gauche et du centre. Or, il a existé dans le ghetto une autre organisation de ce type, le ZZW : l'*Union Militaire Juive*. Paradoxalement, le ZZW avait une grande antériorité historique sur la ZOB, ayant été créé dès décembre 1939. Il était aussi infiniment mieux armé que la ZOB ; ses quelque 400 combattants disposaient de fusils, de grenades et même de mitraillettes (armes fournies par la clandestinité polonaise de droite, voire d'extrême droite), alors que les centaines de militants de la ZOB n'avaient que des pistolets et des bouteilles incendiaires. Enfin, le ZZW était bien mieux entraîné au combat, étant composé à l'origine de militaires ayant appartenu à l'armée polonaise.

Pourquoi alors cette omission ? On trouve une des raisons dans le fait que le ZZW était composé pour la plupart de « sionistes-révisionnistes », des fidèles de Jabotinsky, qui réclamaient pour les Juifs la conquête de la Palestine les armes à la main et la création par la force d'un Grand Israël. Après la guerre, ils ont formé en Palestine des groupes terroristes (notamment le Groupe Stern) qui a fomenté de nombreux attentats terroristes – contre les Britanniques, considérés comme l'occupant, et contre les Arabes, considérés comme l'ennemi. Le mouvement de la jeunesse révisionniste, le Betar, agit jusqu'à ce jour dans les banlieues

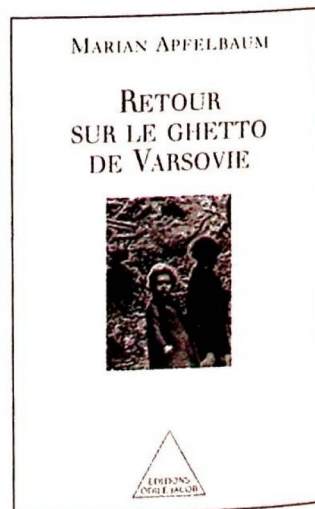
françaises... En Pologne avant et pendant la guerre, il y avait entre ce groupement, considéré par les autres comme l'extrême droite juive, et tous les autres partis juifs une haine profonde. Ainsi, Marek Edelman, le bundiste historique (dont ce numéro de *Diasporiques* rapporte un voyage récent en Suisse) traita un jour les hommes du ZZW de « fascistes ». La quasi-totalité des récits, comptes rendus ou rapports qui existent sur les événements du Ghetto sont dus à des auteurs hostiles au ZZW (y compris les *Archives du Ghetto* compilées sous la direction de l'historien Emanuel Ringelblum, et qui font autorité). Par conséquent, le rôle de cette organisation a été systématiquement minoré, tant dans la lutte contre les collaborateurs juifs de la Gestapo qu'au moment de l'Insurrection du Ghetto. L'extrême réticence du ZZW à utiliser ses armes (notamment lors des premiers combats dans le Ghetto, en janvier 1943), le fait que ce groupement réussit à sauver beaucoup de ses adhérents du côté aryen (il s'agissait souvent de Juifs assimilés, parfaitement polonophones, ayant des relations personnelles avec des Polonais et appartenant à des milieux aisés) contribuèrent à créer des réticences.

Il est alors juste aujourd'hui de compenser ce déséquilibre et de tenter un rétablissement de la vérité. Et il n'est pas étonnant que ce soit Marian Apfelbaum qui s'en charge. L'auteur n'est pas un historien (il a fait cependant en cette occurrence un travail de recherche et de compilation complet), mais il se trouve que son père, Maurycy Apfelbaum, a été un des chefs sinon le chef du ZZW. Lui-même a été sauvé du ghetto par les correspondants polonais de l'organisation. Mais ceci est une autre histoire, qui avait été contée dans le livre *Zegota*, écrit par une Polonaise, Teresa Prekierowa, que Marian Apfelbaum avait en son temps mis à la portée du lecteur francophone (voir *Diasporiques* n° 14).

Ce livre est donc un témoignage de piété filiale envers le père (qui fut tué lors des combats de l'Insurrection de Varsovie en août 1944) en même temps que la recherche d'une vérité. Ce plaidoyer *pro domo* n'échappe peut-être pas complètement à la tentation de magnifier le rôle du ZZW au-delà de la réalité, mais il permet aussi d'apprendre quelques faits précis, comme l'histoire des deux drapeaux, le « juif » et le polonais, qui ont flotté au-dessus du ghetto insurgé, provoquant la rage des assaillants. Ce drapeau avait été hissé par les combattants du ZZW, qui l'ont défendu avec acharnement durant des jours.

Le lecteur se faisait en général une idée de l'histoire du Ghetto en lutte par la relation désormais classique de Marek Edelman, Hanna Krall, *Mémoires du ghetto de Varsovie, un dirigeant de l'insurrection raconte*, Liana Levi, Scribe, 1993). Il convient qu'il trouve désormais dans ce récit un utile éclairage complémentaire. ■

J. Burko



<sup>4</sup> Conclusion du film *Les révolutionnaires du yiddishland* et mon *Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif*, Paris, 1995, réédition 1999.





**Les abeilles & la guêpe**, François Maspero, Seuil, 2002, 287 pages, 20 euros.

**L'**abeille, c'est celle dont parlait Jean Paulhan dans un texte paru clandestinement en février 1944 : « Tu peux serrer dans ta main une abeille jusqu'à ce qu'elle étouffe. Elle n'étouffera pas sans t'avoir piqué. C'est peu de chose, dis-tu. Oui, c'est peu de chose. Mais si elle ne te piquait pas il y a longtemps qu'il n'y aurait plus d'abeilles ». Et Maspero prétend n'avoir rien gardé du miel, seulement l'aiguillon, et être devenu une guêpe en rééditant *Aden Arabie* de Nizan.

Libraire, éditeur, auteur, traducteur (mais il n'a jamais traduit de livre allemand, alors que c'est la seule langue qu'il ait étudiée), François Maspero est revenu à l'écriture avec ce beau livre, une sorte d'autobiographie partielle mais encore davantage une réflexion sur sa vie, sur la vie, sur le monde. C'est pourquoi il est à peu près impossible de résumer son livre. Je m'attarderai donc seulement sur les passages qui m'ont le plus touchée.

Dans le premier chapitre, particulièrement émouvant, il nous parle de la période de la guerre (il était enfant), de la déportation pour faits de résistance de ses parents (sa mère est revenue, pas son père) et de son frère aîné qu'il admirait et aimait tant et qui fut fusillé. Son expérience l'a rendu sceptique à l'égard des témoignages contradictoires sur la vie et la mort de son père à Buchenwald. Il n'a d'ailleurs jamais « considéré son père comme une victime ni d'ailleurs comme un héros, mais comme un homme ordinaire ». *A fortiori*, écrit-il, « n'étant pas le fils d'une victime, je ne me suis jamais pris moi-même, si peu que ce fût, pour une victime ». Il a constaté personnellement que les déportés politiques survivants ont trop souvent négligé le deuil des enfants, et qu'ils ont tenu à l'écart ceux qu'ils appelaient les déportés raciaux et leurs familles.

Dans un autre chapitre il évoque ses grands-parents : son grand-père maternel, « incapable de comprendre que l'antisémitisme pouvait mener plus loin que quelques plaisanteries de mauvais goût, était de ces bourgeois libéraux pour qui la question ne se posait pas : il y avait en France trois religions, plus un nombre indéterminé de gens qui ne croyaient à rien ».

De son voyage dans l'ex-Yougoslavie il est revenu consterné, ne serait-ce que par l'existence de ces bus inter-identitaires, comme ceux qui unissent deux zones dites musulmanes en traversant la zone croate. « Pour le Français né français que je suis la nation, on me l'a appris dans mon enfance, c'était l'ensemble des êtres humains qui vivent sur le même sol [...] Au fil de ma vie j'ai vu se défaire partout dans le monde et jusque dans mon propre pays l'idée première que l'on m'avait inculquée et à laquelle je crois toujours au profit de la seconde. ».

« Il n'y a pas d'anonymes, écrit-il un peu plus loin, ou plutôt, dès que quelques mots sont échangés, il n'y a plus d'anonymes [...] Les seuls anonymes sont ceux qui veulent le rester, tapis derrière les verrous, codes, interphones, portes de garage et grilles électroniques. J'ai appris tôt qu'à part cela, et encore c'est à voir, tout le monde a une histoire à faire connaître [...] Chaque existence ainsi livrée donne du poids, du prix, non seulement à qui la raconte, mais à qui l'écoute ».

Il ne nomme je crois nulle part des « ennemis » personnels. De ses infortunes il semble ne garder aucune rancœur, et surtout aucune rancune envers quiconque. On ne trouvera pas dans son livre des « ragots » ni des listes noires. Tout au plus il dit avoir été déçu par un Fidel Castro et par un Vergès. Il dit tout ce qu'il doit à des amis fidèles comme Pierre Vidal-Naquet. Il raconte longuement son expérience de libraire puis d'éditeur, expérience qui, on le sait, n'eut pas une fin heureuse, puisqu'il dut devenir traducteur pour vivre. « Traduire, c'est encore une manière de retrouver la voix des autres et de la transmettre ». Et « écrire est le contraire de la solitude. J'ai pu donner à lire dans une librairie les livres des autres, puis fabriquer les livres de certains et quelquefois les susciter, puis en écrire moi-même, puis faire entendre la voix des autres en l'enregistrant ou en la traduisant ».

Ce qui me frappe dans ce beau livre, c'est cette sorte d'optimisme malgré tout, malgré les infortunes personnelles et le spectacle d'un monde qui se porte mal. Je croirais volontiers que si l'on mettait ce texte sur ordinateur pour en analyser le vocabulaire, on serait surpris du nombre d'occurrences de « bonheur », « heureux », « espérance ». Merci à François Maspero... ■

Françoise Weil (Dijon)

**C'est en hiver que les jours rallongent**, Joseph Bialot, Seuil, 16 euros.

« Je ne laisserai jamais dire à personne que vingt ans est le plus bel âge de la vie ». Cette phrase de Paul Nizan aurait pu figurer en exergue du livre de Joseph Bialot : *C'est en hiver que les jours rallongent*. Mais non, il a choisi une citation d'Henri Calet tellement plus puissante pour exprimer l'inénarrable : « ne me secouez pas, je suis plein de larmes ». Joseph Bialot avait vingt ans en 1944 lorsqu'il a entrepris ce voyage pour nulle part, un nulle part qui s'appelle Auschwitz. Cet homme enjoué, auteur de polars bien tournés, s'est enfin décidé à se secouer, à secouer sur le papier ses souvenirs de bagnard des SS.

La première fois que j'ai rencontré Jo, c'était en été, à la terrasse d'un café de l'île Saint-Louis. Il faisait beau, il portait une chemisette à manches courtes. Immédiatement j'ai été saisie par les petites taches bleues sur son avant-bras. Je n'avais encore jamais vu « en vrai » ces stigmates de la déportation. Je l'ai revu deux ans plus tard à un salon du roman policier, toujours aussi en forme, très fier de son site<sup>1</sup> qui est devenu le rendez-vous incontournable des auteurs et amateurs de polar. Après sa séance de signature nous nous retrouvons dans un bar du côté de la Bastille. Il se met à parler du livre qu'il est en train d'écrire : le récit de sa vie à Auschwitz. Lorsque je lui demande pourquoi il s'est enfin décidé à le faire, il me répond comme si c'était une évidence : « eh bien, parce que je vais mourir un de ces jours ». Ainsi, après avoir échappé à une mort certaine, il circulait dans la vie comme si la mort ne pouvait plus le rattraper. Dans son livre, il donne une autre explication de ce qui a été le déclencheur, une très belle métaphore sur les

<sup>1</sup> romanpolicier.com



arbres qui ont résisté au désastre. Je vous laisse la découvrir. Il y a ceux qui croyaient au ciel, et ceux qui n'y croyaient pas. Il y a ceux qui pensent que l'on a assez ressassé l'histoire des camps et de la Shoa, et ceux qui pensent qu'il faut témoigner sans cesse, que chaque survivant a le devoir de parler. Je suis de ceux-là. Ce que vous allez lire, ce n'est pas un bouquin de plus sur une histoire qui a été racontée cent fois, celle de la barbarie nazie. Joseph Bialot a parfaitement réussi l'exercice périlleux de la transmission de l'inconcevable. Il a trouvé les mots pour le dire, des mots simples, d'un langage de tous les jours, sans grandiloquence, sans commentaires superflus. C'est construit comme une histoire, comme un roman bien tissé où s'entrecroisent le récit du voyage de retour, le retour à la vie, à la lumière, « aux jours qui rallongent », et le récit de la vie de sous-homme, sans temporalité, sans futur, sans espoir, sinon la certitude de crever sans raison. Le camp, la vie, la survie sans « pourquoi », « Es gibt kein warum », il n'y a pas de pourquoi répond le kapo à l'audacieux qui a eu l'imprudence de demander pourquoi tant de haine. Progressivement, les scènes de la vie du camp prennent toute la place du récit. Une écriture complètement visuelle. On l'imagine parfaitement en train de courir avec ses godasses à semelles de bois sans lacets pour décharger des pavés au pas de course. Pas facile de courir avec des pompes aussi inconfortables, mais sans lacets, c'est l'enfer, l'enfer au sens propre. Celui qui n'arrive pas à rester dans le rang au rythme diabolique dicté par la cravache est promis à une mort certaine. Sa façon de conter « l'anecdote » prête à rire, malheureusement ce n'est pas de la fiction. La scène de l'appel qui dure des heures et des heures, dans le froid, dans la neige, dans la nuit glaciale, vous l'avez vue au cinéma ou lue des dizaines de fois, mais jamais comme Joseph Bialot a su la dire : « Mützen, ab, auf », « calot en haut, en bas », l'ordre à exécuter en rythme pour le salut, une scène d'un sadisme absolu. Chaque fois qu'il y a un connard qui en profite pour s'écrouler mort d'épuisement, on recommence, chaque fois qu'il y a un abruti qui n'arrive pas à suivre le rythme, on recommence. Ça peut durer des heures, à chaque fois il se demande s'ils ne vont pas tous y passer.

Joseph Bialot raconte particulièrement bien cet univers d'absurdité où la mort, la vie n'ont plus de sens. Quand on a faim à ce point, dit-il, on ne pense plus. Cette idée obsédante de la faim peut vous sauver, vous empêcher de péter les plombs, d'aller vous torpiller sur les barbelés électrifiés. Ne penser qu'à une chose, une seule, manger. Cela nous vaut une scène quasiment comique, si l'expression est recevable. Un jour, il a réussi à dérober un baquet de soupe. Il s'en empiffre tellement qu'il vomit le tout. Qu'à cela ne tienne, il recommence. De la soupe à s'en faire éclater la sous-ventrière, jusqu'à plus soif. Et quand son estomac demande grâce, c'est l'horreur, il a toujours aussi faim. C'est sur cette précision de la narration que repose tout le message sur l'insondable barbarie à laquelle des hommes ont pu se livrer. L'incompréhensible ne s'explique pas, on peut seulement essayer de le dire, et dans ce livre il est dit de façon magistrale. Un très beau cri d'alerte dans ce monde qui redevient fou. ■

**Dominique Simon**

**Staline** Jean-Jacques Marie, Fayard, 992 p., 30 euros.

Il y a plus d'un an, en mai 2001, les éditions Fayard avaient fait paraître un gros volume (992 pages, 30 euros) intitulé *Staline*. L'auteur en était Jean-Jacques Marie, que nos lecteurs connaissent pour quelques articles particulièrement intéressants parus dans *Diasporiques*, et qui par ailleurs est un des meilleurs soviétologues de France qui a passé des années à suivre et à analyser le système stalinien et qui a vécu ainsi par procuration dans l'intimité du dictateur. Ce livre n'est donc pas une simple biographie du grand pervers de la Révolution d'Octobre, c'est aussi une analyse pénétrante de son œuvre, qui se termine par un chapitre au titre évocateur : *La liquidation de l'héritage...*

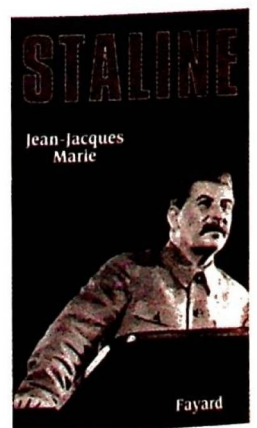
Nous n'en avions pas rendu compte à l'époque, ayant imaginé que l'importance de ce livre allait faire objet de recensions importantes dans la grande presse et que nos lecteurs, par conséquent, en seraient largement avertis (selon la politique constante de la rédaction, qui s'efforce de mettre en lumière les ouvrages qui risqueraient sinon de passer inaperçus de nos abonnés). Or, pour des raisons qu'il serait intéressant d'éclaircir, le livre de J.-J. Marie fut passé généralement sous silence. Étant donné l'intérêt de ce travail considérable (et plus particulièrement – mais non seulement – pour ceux qui s'intéressent au sort des Juifs dans l'empire de Staline), on ne peut que recommander cette véritable somme, qui intègre en particulier des données inédites, accessibles depuis peu dans les archives soviétiques et que l'auteur est allé dépouiller sur place. On apprend ainsi que, durant la Seconde guerre mondiale, Staline avait notamment ordonné d'emprisonner les familles des officiers faits prisonniers par les Allemands ou encore de tirer sur les civils russes désarmés que les troupes allemandes utilisaient comme boucliers humains lors de leurs attaques.

La période 1945-1953 livre des détails fascinants sur les purges entreprises tant au sein même de la direction du Parti, notamment en 1949, que dans les minorités nationales dont le comportement avait été jugé « déloyal » durant la guerre contre les Allemands. Et surtout, les péripéties de son « combat » contre les Juifs, qui culmina dans le célèbre « complot des blouses blanches », déclenché en janvier 1953 et clos par la mort du dictateur, le 5 mars de la même année.

Ainsi documenté, l'ouvrage semble clore aujourd'hui le débat sur le règne de Staline. Il est complété par de précieuses annexes : une bibliographie complète, un tableau chronologique, des résumés de la biographie des principaux protagonistes et acolytes, des notes exhaustives pour chaque chapitre.

Le livre s'adresse aussi bien à l'ignorant qu'à l'érudit, tant il est à la fois complet et accessible. C'est un ensemble d'informations et de commentaires qui, grâce au style très vivant de l'auteur, à une multitude d'anecdotes et de citations inédites, se lit comme un policier. ■

**J. Burko**







**Abraham le Poivrot**, Angel Wagenstein, traduit du bulgare par Veronika Nentcheva et Eric Naulleau, L'Esprit des Péninsules, 2002, 330 p., 21 euros.

Les lecteurs de *Diasporiques* connaissent déjà d'A. Wagenstein, *Le Pentateuque ou les cinq livres d'Isaac*, où l'auteur raconte comment son shtetl natal en Galicie a changé cinq fois de nationalité et comment lui-même a survécu à la déportation. Ce récit n'était pas dépourvu d'humour, mais *Abraham le Poivrot*, son nouveau livre, fait montre d'encore plus d'allégresse. On ne peut le raconter, car il n'est pas fait d'une suite d'événements : l'auteur prétend d'abord partir à la recherche de ses racines en évoquant son grand-père et sa vie à Plovdiv, ville bulgare où ses ancêtres s'étaient installés après leur fuite de Tolède en 1492. En même temps il évoque sa propre enfance et sa visite à Plovdiv après quarante ans passés en Israël.

Le grand-père, ferblantier de son état, n'est pas un homme respectable, mais un joyeux drille qui passe le plus clair de son temps dans les tavernes, à boire, chanter et raconter ses souvenirs, souvent imaginaires, par exemple celui du périple que fit la ville en mer Egée et de son retour à sa place actuelle, ou bien l'histoire « Yousha ben Yossef » et le miracle de Cana comme s'il l'avait connu. Puis il joue avec le rabbin, le pope et le hodja qui se retrouvent tous le soir en visite chez une séduisante veuve où l'enfant les espionne. De la grand-mère Mazal, le grand-père a peur, elle envoie l'enfant le chercher dans les cafés, elle conserve la tradition et la langue des ancêtres – le judéo-espagnol – en le mêlant aux langues de tous ceux qui peuplent Plovdiv : Bulgares, Turcs, Arméniens, Albanais, Tziganes.

L'auteur revient sur les lieux alors qu'il vit depuis quarante ans en Israël où il est devenu un universitaire. Il y retrouve son amour d'adolescence, Araki l'Arménienne ; ils renouent et l'on ne sait pas toujours si c'est du passé ou du présent

qu'il parle, par exemple quand il évoque la fête tzigane de Saint-Georges, car « l'ancien Plovdiv n'existe plus » ; c'est que, tout au long de ces années, tant d'événements ont eu lieu : les Juifs ont connu l'étoile jaune mais en Bulgarie ils ont échappé à la déportation ; puis, sous le régime communiste, les Arméniens ont vu leurs fabriques de tabac nationalisées et eux-mêmes condamnés à la relégation comme « éléments bourgeois » ; les Turcs se sont sauvés parce qu'on annexait leur cimetière à

un champ coopératif ; après le départ des Juifs en Israël, le quartier juif délabré est habité par les Tziganes qui redoutent le béton des promoteurs immobiliers. Mais du passé subsiste un témoin privilégié, Costakis le Grec – et ses photos – où le narrateur retrouve les images de ce mariage à l'église qu'Araki et lui avaient simulé autrefois !

Ce livre est un témoignage sur la vie séfarade en Europe centrale, ce qui est assez rare. Nostalgie ? plutôt attendrissement, car la vie était douce dans le Plovdiv de l'enfance, même s'« il y a des choses dont il vaut mieux ne pas garder le souvenir » dit Costakis en brûlant avec tout son atelier. Sans doute ne faut-il pas se perdre dans les regrets... Mais le livre est à lire ! ■

D. Rousset

## Abraham le Poivrot

Angel Wagenstein

Traduit du bulgare par  
Veronika Nentcheva et Eric Naulleau



L'Esprit des  
Péninsules

Une fois de plus, l'abondance de textes et les impératifs de l'actualité obligent la rédaction à reporter au numéro 25 (mars 2003) plusieurs recensions programmées pour ce numéro. Le choix est difficile, mais nous retardons ainsi en général les livres de fond, qui auront gardé leur importance et leur actualité dans trois mois.

C'est notamment le cas du livre, classique, de Cecil Roth, *Histoire des marranes*, qui devrait figurer chez chacun de nous, et que les éditions Liana Levi ont réédité dans la nouvelle collection « Piccolo ».

C'est également le cas du livre controversé et combien intéressant des archéologues israéliens I. Finkelstein et N.A. Silberman, *La Bible dévoilée*, qui bouleverse bien des idées reçues sur les divers livres de la Bible et dont la traduction française a été récemment publiée chez Bayard éditions.

Le grand « petit » livre de Jean Baumgarten, *Le Yiddish : histoire d'une langue errante*, édité par Albin Michel fera aussi objet d'une analyse dans le numéro 25.

Nos lecteurs trouveront aussi une recension du livre de W.G. Sebald, *Austerlitz*, traduit de l'allemand chez Actes Sud, et le compte rendu de deux livres de S. Morgenstern, parus chez Liana Levi, dont le très intéressant *Errance en France*.

Nous analyserons le *Journal de Nathan Davidoff, le juif qui voulait sauver le Tsar*, présenté par son petit-fils, Benjamin Ben David, avec en annexe un document sur les Juifs boukharistes, paru aux éditions Ginkgo.

Nous parlerons de l'attachant roman de G. Tenenbaum : *Rendez-vous au bord d'une ombre*, publié chez « Le bord de l'eau » et de la singulière destinée du baron de Hirsch, grand philanthrope juif dont la biographie due à Dominique Frischer : *Le Moïse des Amériques, vie et œuvres du munificent baron de Hirsch* vient de paraître chez Grasset.

Enfin, les éditions « Autrement » viennent de publier dans la collection *Mémoires* un ouvrage collectif intitulé *Organisation juive de combat, Résistance/sauvetage, France 1940-1945*. Livre consacré à la résistance juive non-communiste, dont l'activité a longtemps été quelque peu obliérée dans les mémoires par celle de la M.O.I.



## Les Arts

*Nili et Moreno Pincas*

Fania Pérez

*Nili*



Nili Pincas dans son atelier

**R**ue Thibourmery, Nili m'accueille dans son atelier. Je découvre un univers magique et onirique peuplé de personnages, d'animaux, d'objets extraordinaires. La plupart mesurent moins de cinquante centimètres. Beaucoup de femmes : femmes-fenêtres dans lesquelles on aperçoit des têtes, femmes-losanges, femmes-tours, femmes aux masques, femmes perchées ou dévalant un escalier, la tête la première. Des arbres, étranges, les branches en forme de mains ou d'animaux, surmontés de têtes. Des scènes insolites : une marchande de pieds, un canard perché sur un arbre, des lits avec des yeux, un coiffeur qui semble couper les têtes. Je distingue des arlequins, des acrobates, des danseuses, des chats, un couple sur un trapèze, un pêcheur, un homme aux oiseaux, Adam et Eve, chacun sous son arbre, des têtes à nulle autre pareilles, toutes semblables et toutes différentes. Je suis au Royaume des Terres Cuites Engobées. Cet univers si personnel, Nili Pincas le construit depuis des années. Elle raconte : « Au départ je voulais faire de la poterie. J'ai acheté de la terre et je suis allée dans un atelier. Au bout de quelques séances je me suis rendu compte que j'avais envie de faire autre chose. Dans ma cuisine j'ai commencé à fabriquer des petits personnages. Au début ils étaient tout petits, ils ont grandi. Je me servais de la terre comme si c'était une feuille. J'ai fait des sortes de bas-reliefs assez plats. Peu à peu je me suis libérée. Ma première sculpture représentait une scène de café dans une boîte peu profonde, les personnages étaient assez primitifs ».

Nili poursuit : « Un jour, mon mari m'a emmenée à l'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts. Il m'a présentée à Jeanclos, sculpteur renommé qui dirigeait un atelier. Je n'avais rien apporté. Jeanclos donnait toujours leur chance aux gens, il m'a dit : « commencez à travailler, on verra ». Il m'a fourni un lieu. J'étais entourée, je me suis disciplinée. Jeanclos m'a laissée me débrouiller seule, après il m'a critiquée, enfin il m'a encouragée. Je sentais qu'il aimait mon travail. Il m'a insufflé une ambition que je n'avais pas ». Nili est née en Israël en 1942. Petite fille elle jouait avec la boue, fabriquait des personnages. Elle a étudié la peinture à l'Avni Art Institut de Tel Aviv, mais sentait que sa vocation était la sculpture.

Nili travaille uniquement la faïence, cette terre malaxée dans laquelle on peut ajouter des colorants et qui cuit à 1 000 degrés. On en trouve de différentes couleurs.

Nili fait tout elle-même. « J'achète la faïence, je bats la terre, c'est très important car il faut faire sortir les bulles d'air. Quand je commence à travailler je ne sais pas ce que je vais faire, je ne réfléchis pas. C'est au cours de mon travail que petit à petit les formes naissent. Quelquefois il y a des accidents et cela me donne des idées. Je pense faire un personnage à quatre pattes ; si cela ne marche pas, il se transforme en buste ou autre chose. Quand j'en ai assez, j'arrête de sculpter et je commence à colorier. J'utilise des colorants spéciaux que je mélange à la poudre de faïence à laquelle j'ai ajouté de l'eau. Je colorie la sculpture encore humide pour que les couleurs s'imprègnent bien. Après je sèche et je cuis moi-même. Parfois les couleurs changent, c'est cela le charme. Comme je veux pouvoir porter mes sculptures je limite les dimensions. Chaque pièce est unique ». Nili a accepté que quelques sculptures soient coulées en bronze ou en résine... même si la terre reste son matériau de prédilection.

Le travail de Nili évoque les sculptures Étrusques ou Égyptiennes. « Rien d'étonnant, dit-elle, Israël n'est pas loin de l'Égypte ».

À Paris on peut voir certaines œuvres de Nili dans les collections du Centre National des Arts Plastiques et au Musée des Arts Décoratifs. En Israël, au Muséum Beit A. Kahana à Ramat Gan. Dans la préface du dernier album de Nili, Pierre Souchaud écrit : « La force, l'extraordinaire présence, le mystérieux pouvoir de fascination des terres cuites de Nili Pincas viennent de la clarté et de la pureté du propos ». C'est vrai.

*Moreno*

**M**oreno Pincas raconte : « Je suis né en Bulgarie, au bord du Danube, dans une ville entourée de remparts. J'en garde des souvenirs profonds et émerveillés. Lors de mon adolescence en Israël, où nous avons immigré après la guerre, ils s'étaient effacés. Après l'Avni Art Institut de Tel Aviv, j'ai obtenu une bourse de perfectionnement qui m'a permis de venir étudier à l'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Paris. J'y suis arrivé en 1960. J'ai rencontré des artistes de toutes origines. Ils parlaient de leur enfance. Comme par magie la mémoire m'est revenue : moi aussi j'avais des souvenirs. Je suis né en 1936. Pendant trois ou quatre ans j'ai eu une vie assez lumineuse et joyeuse.





Au café, dessin

J'étais un enfant rêveur. Je m'intéressais à tout ce qui se passait autour de moi. Au cours de mes promenades je désignais aux adultes un personnage bizarre, une coiffure étrange. On me disait que c'était mal élevé. Maintenant, tout ce que j'ai engrangé à cette époque me revient et me sert dans mon travail. Au moment de la guerre, le comportement des

Bulgares, si affables avant, s'est transformé. Nous étions devenus des youpins. Cela, je ne l'ai jamais accepté ».

Moreno poursuit : « Quand je suis arrivé à Paris j'ai été ébloui par les musées et par la chaleur humaine qui m'a entouré. Les artistes m'ont accueilli à bras ouverts. Avec quelques-uns j'ai représenté l'État d'Israël à la Biennale de Paris. Malraux avait remarqué mon envoi. Très vite j'ai été reçu dans la Galerie de Katia Granoff. Elle m'a pris sous contrat. Cela m'a permis de réaliser mon rêve : peindre du matin au soir... et même la nuit. J'avais vingt-quatre ans. Elle m'a dit avoir découvert en moi la sève d'une vraie création. Elle m'a encouragé, aidé matériellement ».

Au début des années soixante à Paris, c'était l'apothéose de l'Art Abstrait. Les personnages, les objets, tout était forme. Moreno manquait de « bagage artistique ». Cette « faiblesse », il l'a transformée en qualité. C'est probablement elle qui lui a permis d'élaborer son œuvre si personnelle. Derrière la forme, il existe quelque chose de beaucoup plus profond. C'est cela que Moreno Pincas nous permet de découvrir.

Au début, son attirance pour les personnages biscornus, difformes, faisait dire à certains que sa production était une « peinture de fou ». Lui, ce qui l'intéressait était de montrer la vie avec sa beauté sous toutes ses formes. Il se sentait une filiation avec Goya, Toulouse-Lautrec, James Ensor, ces grands peintres qui aimaient représenter des gens et des situations hors norme.

Petit garçon, Moreno dessinait sans cesse. Il reproduisait le même dessin maintes et maintes fois, dans une sorte de recherche éperdue pour l'améliorer. Dessiner lui était aussi indispensable que respirer. Au fil des ans cette nécessité ne s'est jamais démentie. Tout commence par des croquis. Il « croque » les personnages, les objets, les animaux de façon objective. Il se les approprie sans qu'ils s'en rendent compte. Ces éléments, soigneusement recueillis, seront à

l'origine du processus créatif. Ils lui permettront, par la suite, de créer des œuvres beaucoup plus complexes. Il a accumulé tellement de matériaux que maintenant il sort rarement de son atelier. Quand il a une idée, quand il a rêvé d'un tableau, il en fait un croquis en relation avec la réalité. S'il a besoin de personnages ou d'autres éléments, il se réfère à ses cahiers soigneusement rangés dans ses tiroirs. Une fois qu'il est arrivé à cristalliser sa composition, il la rehausse de couleurs : aquarelle, crayons de couleurs ou pastels. Elle lui servira à l'élaboration du tableau.

Moreno explique : « Mon travail a un côté baroque. La vie, la musique, les humains sont comme cela. Chaque chose est un complexe de toutes sortes d'éléments qui forment un tout. La magie de l'Art c'est de les transformer en un ensemble homogène. Chaque artiste s'exprime à travers ses touches de pinceaux, ses couleurs ». La peinture de Moreno est à la fois onirique et réaliste. Créer est pour lui une véritable jubilation qu'il sait nous faire partager. Dans chacune de ses toiles on découvre d'autres toiles. La sensualité et la tendresse sont toujours présentes. Chaque détail compte. La palette d'une très grande richesse fait chanter et vibrer la toile. La transparence s'oppose à l'intensité, le *sfumato* est présent. Pour Moreno Pincas la création artistique est une forme de religion. L'artiste met en ordre des éléments d'origines diverses. Il les fait vivre ensemble, leur donne vie et authenticité. Il crée son propre univers. Cela le sécurise. Est-ce sa manière de lutter contre l'angoisse ? ■



La sirène

Les œuvres de Moreno Pincas figurent dans de nombreuses collections publiques de différents pays. En France on peut les voir à Paris au Centre National d'Art Contemporain et à la Bibliothèque Nationale, à Honfleur au Musée Eugène Boudin, à Perpignan au Musée Rigaud, aux Musées de Trouville et de Digne et au Fonds d'Art Contemporain de la Seine-Saint-Denis.



## « Modigliani, juif, cinq francs »

Quelques considérations sur le judaïsme d'Amedeo Modigliani de Livourne

Carol Mann<sup>1</sup>

Une exposition majeure sur un grand peintre qui se trouve être juif ne saurait passer inaperçue dans une revue telle que *Diasporiques*.

Cela étant dit, on peut se demander quel a été le rôle du judaïsme dans la vie de cet artiste italien, né à Livourne en 1884 et mort à Paris en 1920. Juif italien, il porte le nom d'une petite ville de sa région – c'était ainsi que s'octroyaient les noms des familles en Italie et ailleurs. On était marseillais du côté maternel, la famille Garsin, et la légende familiale voulait qu'elle descendît de Spinoza. Peu importe que cela fût vrai ou non, l'important c'était qu'on y crût et que cela servît à revendiquer un peu de noblesse par temps de marasme financier car à la naissance de Modigliani la famille était en pleine dèche. Sa mère, au moment d'accoucher, fit recouvrir son lit de tous les menus trésors de la maisonnée pour éviter les huissiers qui frappaient à la porte : la loi autorisait en effet les femmes en couches à conserver tout qu'on pouvait entasser sur leur lit. L'Amedeo vagissant, dit Dedo, sauva les meubles pour ainsi dire, en naissant. Enfant fragile, on le garda à la maison pour mieux le couvrir et cela jusqu'à l'âge de 10 ans où il est admis au Lycée de Livourne. Quand il eut onze ans, sa mère note dans son journal : « Dedo a eu une pleurésie très grave et je ne me suis pas encore remise de la peur terrible qu'il m'a faite. Le caractère de cet enfant n'est pas encore assez formé pour que je puisse dire ici mon opinion. Ses manières sont celles d'un enfant gâté qui ne manque pas d'intelligence. Nous verrons plus tard ce qu'il y a dans cette chrysalide. Peut-être un artiste ? ». Il était entouré d'adultes qui l'adulaient et son esprit s'éveilla rapidement, surtout aux côtés de son grand-père maternel Isaac Garsin qui fut son compagnon le plus proche. Pendant de longues promenades le long de la mer autour de Livourne, grignotant sans doute des « roschette », brioches livournaises originaires de la cuisine judeo-espagnole, on s'entretenait de littérature, de philosophie, de Spinoza présenté comme un héros familial. Si aucun écho d'une quelconque pratique familiale ne nous est parvenu, le judaïsme dissident de Spinoza est bien celui qui fut transmis au futur artiste. Son frère Emmanuel, prit sa part dans cet héritage spinozien : militant socialiste, il fut emprisonné à plusieurs reprises par le gouvernement italien et Dedo lui voua une admiration sans faille.

Les finances familiales vont fort mal, et la communauté juive de Livourne, elle aussi, est à l'époque en pleine déconfiture. Elle avait connu pourtant une histoire illustre, invitée par les grands ducs de Toscane dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Ferdinand I<sup>er</sup> concéda à ces marranes des privilèges uniques sur la péninsule, d'autant qu'ils n'étaient nullement astreints au

ghetto (contrairement aux règlements en vigueur à Venise, par exemple). Communauté dominante à Livourne, les Juifs en firent sans doute une sorte de Vienne méditerranéenne aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. On y parlait même un langage particulier, le « baggito », un confit d'hébreu, d'espagnol et de dialecte livournais. Les marchands juifs avaient quasiment le monopole sur certains biens dont le corail – exporté jusqu'en Russie –, le sucre, le papier, même le vin et, hélas, les esclaves. En ce qui concerne plus particulièrement cette pratique, les Juifs s'occupaient du secteur des rançons – celles qu'il fallait payer aux Maures ravisseurs de chrétiens sur les côtes d'Afrique du Nord, aussi bien que celles des Maures tout autant rançonnés en Toscane. Les Juifs furent les premiers à importer le café en Italie (en 1632) et à ouvrir des établissements spécialisés : l'expresso, qu'on se le dise (en particulier chez ceux qui ne jurent que par le *cholent* et les *latkes*<sup>2</sup>), était donc une invention diasporique par excellence. Modigliani, futur pilier de bistrot à Montparnasse, devait faire honneur à cette noble tradition. De gloire en gloire, la situation vint à s'effondrer avec les guerres napoléoniennes dont la communauté dut supporter les frais. L'annexion de la Toscane au Royaume d'Italie en 1859 n'arrangea pas les affaires et de nombreuses familles juives partirent s'installer à Marseille.

Quant à notre artiste : ce port altier tant admiré par ses contemporains à Paris, il le devait justement à la conscience d'appartenir à une communauté juive illustre, reconnue, appréciée, même si les finances ne suivaient pas. L'antisémitisme tel qu'il se pratiquait au nord de l'Europe était inconnu en Italie. Appartenir au peuple juif signifiait sans doute faire partie d'un peuple élu pour le meilleur. C'est à Paris qu'il pourra évaluer son aisance en se comparant à ses nouveaux amis de Montparnasse rescapés du shtetl comme Soutine qui disait de lui « C'est un prince » et le vénéra toute sa vie durant. Soutine avait fui les pogroms et la vie juive rurale dans ce qu'il y avait de plus pauvre et de plus violent. Tout le contraire de Chagall qui dépeint ce même monde, en l'idéalisant certes, juste au moment où il commence à disparaître, happé à la fois par les courants nationalistes de la région, la révolution russe, le Bund.

Revenons à notre Dedo qui, très jeune, contracte la tuberculose et, contrairement à ce qu'on dira, survécut miraculeusement pendant une vingtaine d'années. On redouble de soins autour de lui, sans doute a-t-il été encouragé et soutenu dans son rêve de devenir artiste. Le voilà qui vise Paris et arrive à Montmartre en 1906, affublé d'un grand chapeau de rapin et d'une cape, affichant un style dans la mouvance ténébreuse de Toulouse-Lautrec et des symbolistes. Le pauvre devra se rendre compte rapidement que personne

<sup>1</sup> Carol Mann est l'auteur d'une biographie de Modigliani (en anglais), parue en 1980, Thames and Hudson, London et aussi d'un roman *Dorothea von A* dont Modigliani est l'un des principaux personnages (Seghers, Paris 1994).

<sup>2</sup> Cholent et latkes : deux spécialités typiques de la cuisine ashkenaze.





ne crie au génie comme à la maison, tout le monde se rit de son accoutrement qui est déjà terriblement démodé. Il loue un atelier – un débarras aménagé place Jean-Baptiste-Clément juste à côté du Bateau-Lavoir où Picasso roule les mécaniques presque cubistes, habillé en mécano. Et auprès de lui (qui n'était pas plus haut que Modigliani, mais certes moins beau) Modigliani se sentira toujours complexé, mal à l'aise à côté de l'avant-garde véritable. Il compense avec des paradis les uns plus artificiels que les autres, fréquente des alcoolos plus ou moins convenables (dont le peintre Utrillo, surnommé *Litrillo* avec qui il se saoulera régulièrement) et un phalanstère d'artistes et d'aficionados regroupés autour du jeune docteur Alexandre dont on pourra admirer à l'exposition les portraits et les dessins issus de sa collection.

Après 1909, quand il aura déménagé à Montparnasse, il préférera la compagnie d'artistes juifs, souvent plus jeunes que lui, encore plus pauvres et inconnus et qui lui vouent une admiration éperdue. Ceux-ci ne le menacent pas dans son insécurité viscérale ; au contraire, à leur tour ils découvriront l'autre face de la judéité diasporique, celle qui est tournée vers le soleil. De plus,

Modigliani parle admirablement le français et leur servira de mentor dans cette ville qui est devenue sienne.

Modigliani, tout comme toute la grande vague des artistes juifs qui arrivent à Paris à partir de la fin des premières années du <sup>xx</sup>e siècle, ne cherche pas le soutien de la communauté israélite établie et fortunée. Il en est de même pour tous les artistes de l'École de Paris qui viennent réaliser leur destin d'artiste avant tout. Il y a des regroupements communautaires, comme à New-York, cette autre terre d'immigration à la même époque. Le processus du « Melting Pot » se produit, d'une certaine façon, à Paris comme New York. D'un côté, c'est l'Homo Americanus qui est créé, de l'autre l'artiste français, en particulier celui de l'École de Paris, qui est tout sauf français.

Chez les artistes juifs à Paris, le fait juif est secondaire, c'est plus une question de survie comme pour tout groupe d'immigrés. Il en va de même dans les cercles américains : entre Hemingway, Cole Porter, Miller, se meut Man Ray qui se considère comme plus américain que juif.

Chaque groupe campe dans son bistro à Montparnasse, les Américains au Select, les Juifs russes et polonais à la Rotonde. Il existe une entraide chez les Juifs russes (comme chez les Américains). Entre Lipchitz, Zadkine, Soutine, Kremègne, Kisling, Modigliani et les autres, on se refille des adresses, des ateliers, des tuyaux. Chana Orloff ouvre une cantine pour les artistes pauvres pendant la Première Guerre Mondiale – comme les plus démunis sont effectivement des Juifs des shtetl, ils se retrouvent ensemble. C'est une question d'argent. Le Russe Léon Bakst, décorateur le plus célèbre des Ballets Russes de Diaghilev viendra à Paris sans rechercher le moins du monde la compagnie de ses coreligionnaires. Il n'en a ni l'envie ni le besoin et préfère de beaucoup dîner avec Picasso et Cocteau. Par ailleurs, dès qu'il atteindra un certain degré de notoriété, Soutine quittera les cercles juifs, symboles pour lui d'une misère qu'il veut oublier. De leur côté, les grands marchands de tableaux et les collectionneurs préfèrent miser sur Picasso et Braque, plutôt que sur Modigliani ou Pascin. En ce qui concerne Modigliani, il est certain que s'il avait obtenu le soutien des Stein (en particulier Gertrude Stein), des Camondo, du marchand Pierre Rosenberg ou de Kahnweiler, marchand de Picasso, il ne serait pas mort dans la misère.

Modigliani n'était ni croyant ni pratiquant. Pourtant il découvre à Paris une nouvelle dimension de sa judéité qui enfin lui parle. Non pas la religion, mais une dimension identitaire, une solidarité dans la misère sans doute aiguillonnée par l'antisémitisme ambiant découlant du procès Dreyfus qui avait déchiré la société française huit ans avant son arrivée à Paris. C'est ainsi qu'il va de table en table le long du boulevard Montparnasse, se présentant « Modigliani, juif, cinq francs » – le prix d'un dessin, qui se trouve être celui d'un repas dans une modeste cantine, parce qu'il croque des portraits dans les cafés pour survivre. C'est le Juif maudit/Modi, exclu et héroïque dans son exclusion qui attire l'artiste, rien d'autre – avec comme manifeste les *Chants de Maldoror*<sup>3</sup> qu'il porte constamment sur lui dans sa poche, comme une réactualisation parisienne de Spinoza. Et dans la poche intérieure de sa veste élimée en velours côtelé, bien cachée, une photographie de sa mamma.

Personnalité complexe, il inventa également son personnage comme une succession de postures et de masques dont il s'affuble selon les circonstances. Ainsi Picasso dira de lui qu'il ne l'a jamais vu ivre ailleurs qu'au coin du Boulevard Raspail et du Boulevard Montparnasse. Grand dragueur, il restera ébahi devant le berceau de sa fille. Juif dans les tréfonds de son âme, il comprendra et respectera les tourments vécus par son ami le poète Max Jacob qui se convertira au catholicisme (ce qui ne l'empêchera pas de mourir à Drancy). Rien de son art ne saurait s'apparenter à un art juif – si toutefois celui-ci existe. Mais alors son histoire à lui, quel pur parcours d'artiste diasporique ! ■

Jusqu'au 3 mars 2003, on peut admirer l'exposition *Modigliani au musée du Luxembourg, 19 rue de Vaugirard, Paris VI*.

<sup>3</sup> Poème de Lautréamont (Isidore Ducasse) qui met en pièces les valeurs convenues, la morale (1869).



Tête de femme (pierre, 1912)



## Cinéma

**Le Pianiste, Roman Polanski.** D'après le livre de W. Szpilman.

À l'origine, il y a un beau livre. Écrit dès la fin de la guerre et publié, en Pologne et en polonais, dès 1946, sous le titre *Une ville meurt*, il a vite disparu. Et son auteur, Wladyslaw Szpilman, grand pianiste, a repris sa carrière à la radio polonaise, en finissant d'abord l'exécution du *Nocturne en ut dièse mineur* de Chopin qu'il avait interrompue en septembre 1939 lorsqu'une bombe allemande fit taire l'émetteur de radio. Depuis *Une ville meurt* il n'a plus rien écrit.

Sa carrière musicale fut brillante. Il mourut à quatre-vingt-huit ans, en l'an 2000. Peu de temps avant sa mort son fils Andrzej prit la décision de republier son livre, d'abord en allemand, puis en anglais, puis en d'autres langues, dont le français<sup>1</sup>. Détail irritant : la version française est traduite non du texte polonais, mais de sa traduction anglaise...

Le livre, dont nous avons dit déjà qu'il est beau, rend compte de la création du ghetto, de la famine, des inégalités devant la faim et la mort, du massacre de l'été 1942 mené d'abord par la police juive, de la vie du côté « aryen », de l'insurrection de Varsovie en été 1944, de la destruction de la ville et de la survie dans les ruines, et enfin – de la libération. Ce livre est particulier, et par le fond et par le ton. Il met en scène l'horreur allemande et n'épargne ni la collaboration polonaise ni l'ignominie de la collaboration juive.

Roman Polanski est un metteur en scène superbe et quelque peu baroque. Nous nous souvenons tous du *Couteau dans l'eau*, de l'irrésistible *Bal des vampires*, de l'effroyable

*Rosemary's baby*. Cette fois, rien de baroque. Il revit le ghetto (il a vécu dans celui de Cracovie jusqu'à l'âge de 12 ans). Mais il ne simplifie ni ne complique l'horreur : « le héros », qui n'a rien d'héroïque, est sauvé de la mort immédiate successivement par un policier juif, par une série de Polonais, puis par un officier allemand, tous crédibles et différents. De nouveau, le ton est inhabituel. Pas de pathos, pas de jugement, pas de plainte; un discours uni, mezzo voce, poli comme on dit d'une pierre.

Roman Polanski s'est tenu tout près du livre. Par opposition à l'obscénité des films sur l'Holocauste, tels *Portier de nuit* ou *La Liste de Schindler* et combien d'autres, son film est sobre. Il est parfaitement réaliste, beau et vrai image par image, magnifiquement joué, en particulier par Brody. Et l'émotion qu'il dégage est forte, presque insoutenable et pourtant d'une belle pudeur. ■

Marian Apfelbaum

<sup>1</sup> Wladyslaw Szpilman, *Le Pianiste*, Laffont, 2001.



Photo Nathaniel Baruch

## « Les Absentes » de Catherine Bernstein, en quête de la réparation

Anne Brunswic

**Les Absentes**, 1999, 87 min, couleur, documentaire. Réalisation : Catherine Bernstein. Production : IO production, Images Plus. Participation : CNC, Procirep, ministère de la culture (DAI).

Sélectionné parmi sept films documentaires<sup>1</sup>, dans le cadre du programme « Images contre le racisme » composé par La Ligue de l'enseignement et le CNC-Images de la culture, *Les Absentes* de Catherine Bernstein (1999) va peut-être enfin rencontrer son public. Il est le troisième volet d'une trilogie consacrée au regard porté sur

le nazisme par les Allemandes de la génération de sa grand-mère (*Oma* en 1996) et de sa mère (*Les raisins verts* en 1998). Née en France en 1964, d'une mère allemande non juive et d'un père français juif, la cinéaste a travaillé à partir de la branche allemande de sa propre famille dont l'engagement nazi fut longtemps couvert d'un lourd silence. Sa trilogie prend à bras le corps le tabou familial et, par delà, celui de deux générations empoisonnées par la culpabilité et le non-dit.

En Allemagne, la coutume veut qu'on se retrouve chaque année entre anciens camarades d'Abitur (bac) ; la photo de





la promotion de terminale est ainsi chargée d'une valeur très particulière. C'est de ces photos, véritables microcosmes de la société allemande, que Catherine Bernstein est partie pour construire chacun de ses films. Reprenant la photo de la classe de sa grand-mère, elle commence *Les Absentes* précisément où *Oma* s'arrêtait, en s'intéressant aux sept anciennes élèves juives qui ne sont plus revenues participer aux retrouvailles annuelles. Seule certitude : nées entre 1913 et 1914, elles ont fréquenté le lycée de jeunes filles de Kassel (Hesse) jusqu'en 1933. Ensuite leurs pistes se perdent. « Elles se sont envolées » déclare sans malice l'une des anciennes condisciples. À en croire une autre, la meilleure camaraderie régnait dans la classe, « il n'y avait pas de différence, pas de haine ». Le film ne s'attarde pas en compagnie de ces vieilles dames frappées d'amnésie sélective : c'était le sujet de *Oma*. Quant aux rapports entre la grand-mère et sa petite-fille, ils restent dans un hors-champ qu'on devine brûlant. Place à l'enquête et au travail de restauration de la mémoire béante.

Cette investigation menée tambour battant par la jeune cinéaste donne d'emblée à ce troisième film un style plus enlevé. Les interviews s'inscrivent dans un cadre fertile en suspense, pérégrinations et retrouvailles inespérées et le film parvient ainsi à mettre directement en scène le travail de réparation.

### **Chronique de la persécution ordinaire**

Avant toute chose, la cinéaste-enquêtrice rend visite au directeur du nouveau musée municipal, spécialiste de l'histoire de la ville pendant les années du III<sup>e</sup> Reich. Il appartient à la génération « d'après », celle qui a institué le « devoir de mémoire ». Kassel comptait 3 000 juifs en 1933. 2 000 ont fui avant l'automne 1939, ceux qui restaient ont été déportés avec les autres juifs de Hesse. Trois convois sont partis de la gare de Kassel. Une des « absentes », Cilly Oppenheimer, fit partie avec sa mère déjà âgée d'un convoi de 1942 qui acheva sa route à Sobibor, où tous furent immédiatement gazés. L'enquêtrice ne se contente pas de ces statistiques, elle demande l'itinéraire que ces convois empruntèrent dans les rues de Kassel, si c'était de jour, s'il y avait des témoins sur leur passage et quelles furent leurs réactions. Elle veut aussi savoir dans quelles conditions ces Juifs vécurent en ville jusqu'en 1942, les mesures légales de discrimination qui précédèrent et préparèrent l'assassinat. En somme ce que chaque habitant de Kassel, pourvu qu'il eût des yeux et des oreilles, ne pouvait pas manquer de savoir. Y compris sa grand-mère.

On connaît les grandes étapes de ces persécutions qui débutent officiellement au printemps 1933 avec le boycott des magasins et l'interdiction d'un nombre important de professions et s'aggravent dramatiquement après la nuit de Cristal et l'incendie de toutes les synagogues. Fichés, les

Juifs sont obligés de se déclarer à la police, de faire confectionner des cartes d'identité spéciales barrées d'un grand J, ils sont par la suite contraints d'ajouter un second prénom qui facilitera leur identification en toute circonstance, Israël pour les hommes, Sarah pour les femmes et accessoirement de payer pour se faire refaire de nouveaux documents officiels. Beaucoup sont déchus de leur nationalité et deviennent apatrides. Privés des moyens de gagner leur vie, ils sont aussi progressivement entravés dans tous leurs moyens de communication : interdiction de conduire une automobile ou un vélo, interdiction d'emprunter les transports en commun, interdiction d'avoir le téléphone chez soi et d'utiliser une cabine publique. La spoliation est une autre constante : recensement par les services fiscaux de tous leurs biens, interdiction de posséder tout objet en or à l'exception d'une alliance, expulsion de leur logement. Ceux qui émigrent avant 1935 parviennent à vendre leurs biens à vil prix et à transférer quelques capitaux sur lesquels les nazis prélèvent de lourdes taxes. À partir de 1939, les voies de l'émigration légales disparaissent et le vol pur et simple devient la règle. Ultime étape : les autorités demandent aux juifs désormais totalement ghettoïsés de se présenter à la gare avec tout le matériel nécessaire à la construction d'une nouvelle ville juive quelque part en Pologne, mensonge destiné à désarmer une éventuelle révolte. Outillage en tout genre, machines à coudre, batteries de cuisine... sont chargés dans deux wagons en queue de convoi qui seront décrochés avant le départ ; leur contenu sera vendu aux enchères.

### **De l'histoire à la mémoire**

Ce que ce directeur de musée nous raconte, des livres d'histoire peuvent nous l'apprendre, mais la réalisation de Catherine Bernstein le change en une expérience sensible. Entre les différentes rencontres qui jalonnent ce chemin de mémoire s'insèrent quelques images d'archives sur la vie quotidienne à l'époque nazie et des séquences plus oniriques. Exemple ainsi, cette séquence de 30 secondes d'animation sur les spoliations : une maquette d'un quartier de Kassel éclairée par la lune dans le style du cinéma expressionniste des années vingt (*Nosferatu*, *Le Golem*). Des doigts soulèvent une à une les maisons de carton-pâte et les emportent. Ces doigts, si puissants qu'ils peuvent soulever ta maison comme fêtu de paille, sont-ils ceux du pouvoir nazi ou de la multitude du peuple allemand acharnée à te dépouiller ? La fiction fantastique s'inscrit au cœur du documentaire en évitant les pièges de la reconstitution historique. Le film travaille ainsi à remettre en branle la mémoire engourdie, les formules figées, les explications trop commodes. Il murmure à l'oreille de la grand-mère et de tant d'autres amnésiques : et ça, tu ne l'as pas vu ? et ça, ça ne te rappelle rien ?

### **La cinéaste détective**

Des sept « absentes », l'histoire de Cilly Oppenheimer, du moins dans ses grandes lignes, nous est la plus connue. Et les six autres, qui ont apparemment réussi à fuir, vivent-elles encore ? dans quel pays ?

Les archives de la police de Kassel donnent le point de départ le plus solide. L'enquêtrice y rencontre un autre érudit qui

<sup>1</sup> Ce programme consistant en cassettes vidéo et fiches pédagogiques se compose de : « Mémoires d'immigrés » de Yamina Bengigui, « Une journée portée disparue » de Philip Brooks, « Classified X » de Mark Daniels, « 140 000 Chinois pour la Grande Guerre » de Olivier Guillon, « On l'appelait la Vénus ottomane » de Zola Maseko, « Bams et Mouny, jeunes filles africaines à Paris » de Laurence Petit-Jouvet, « Classified people » de Yolande Zauberman. Renseignements auprès de Laurence Martin, secteur culturel de la Ligue de l'enseignement, 3 bis rue Récamier, 75341 Paris cedex 07, tél. 01 43 58 94 86.



explique en détail comment les fichiers ont été constitués et quelle valeur on peut accorder aux informations qu'ils contiennent. Passionnante leçon de méthode pour l'historien. C'est grâce à ces fiches, mêmes lacunaires et imparfaites, que Catherine Bernstein se met en route. Parfois les indices sont minces : les « absentes » n'ont peut-être pas déclaré à la police leur véritable destination, elles ont probablement changé de nom en se mariant, elles sont peut-être décédées. La chance néanmoins lui sourit. En Israël ou en Afrique du Sud, les juifs d'origine germanique (les « Yekke » comme on dit familièrement) continuent de se fréquenter ou de correspondre entre eux. On trouve toujours quelqu'un qui connaît quelqu'un. On rencontre même de véritables aubaines comme cette association israélienne des anciens de Kassel ! Catherine Bernstein parvient ainsi à remonter toutes les traces et à retrouver en vie cinq survivantes âgées de 85 ans au moment du tournage, la sixième étant décédée.

### **Les « absentes » retrouvées**

Les deux sœurs Jankowiak vivent en Afrique du Sud, Sophie Hornthal s'est installée en Californie après avoir vécu 27 ans en Rhodésie (Zimbabwe), Elsbeth Kaufman vit à Londres, Rossel Walach à Tel Aviv. Ilse Levy qui se faisait appeler Monica Lincoln (pour en finir avec son passé juif) s'est mariée au Canada où elle est décédée. Adoptant la forme du « road movie », le film se déplace beaucoup d'aéroports en autoroutes, arpente les rues du Cap, de Johannesburg et de Harare (ex-Salisbury).

Dans ces séquences, la cinéaste apparaît de plus en plus à l'image, en se rapprochant progressivement des femmes qu'elle rencontre jusqu'à tomber dans les bras de la dernière.

### **Pas de nostalgie**

Touchées par la démarche obstinée de cette cinéaste à demi juive, les « absentes » font bon accueil à Catherine Bernstein et racontent volontiers les péripéties de leur départ d'Allemagne, légal ou illégal, les hasards qui ont fait d'elles des citoyennes anglaises, américaines, sud-africaines. Seule Rossel Walach, sioniste dès sa jeunesse, a véritablement choisi de devenir israélienne. Les autres se veulent loyales mais sans illusion : « Ce qui est arrivé en Allemagne, pourquoi ça n'arriverait pas en Angleterre ? » s'interroge Elsbeth, la sceptique. Vis-à-vis de l'Allemagne leurs sentiments sont unanimes : pas la moindre nostalgie. Celles qui y sont retournées récemment pour de brèves visites y trouvent encore l'air irrespirable. Un contre-exemple cependant, c'est l'histoire de l'ex-mari de Rossel. Malgré ses succès dans la culture des fraises en Israël, il est revenu s'établir à Munich à la fin des années cinquante. Ses montagnes natales lui manquaient trop. Il dépensa toutes

les économies du ménage dans l'achat d'un petit fonds de commerce, Rossel demeura dans sa nouvelle patrie : « Nous avons contribué à la construire » explique-t-elle.

### **Allemandes, malgré tout**

Le film montre, par de petites notations, à quel point toutes sont restées allemandes, même celles qui ont perdu l'usage de leur langue maternelle après soixante ans loin de la terre natale. Tout rappelle l'Allemagne à l'intérieur de la maison familiale des Hornthal dans les faubourgs huppés de Harare. Chez Elsbeth, à Londres, on joue au bridge les après-midi entre anciens de Kassel tout comme chez la grand-mère de la cinéaste. Rossel, à Tel Aviv, récite encore en allemand sans la moindre hésitation le poème de Schubert, « Le Double ». Quelque désir qu'elles aient eu d'oublier le passé, toutes ont emporté beaucoup d'Allemagne à la semelle de leurs souliers.

### **Autres discriminations**

Afrique du Sud, Rhodésie, Israël, États-Unis : comment les anciennes persécutées ont-elles réagi devant les discriminations violentes qu'imposaient leur seconde patrie ? La question ne leur a pas été posée mais certaines images la suggèrent. Les rues des quartiers blancs de Johannesburg alignent interminablement des barbelés et des portails électrifiés derrière lesquels se tiennent des villas luxueuses entretenues par des domestiques noirs. Au Zimbabwe, où les commerçants indiens ont succédé aux Juifs sur l'artère centrale de Harare, les inégalités sociales sautent aux yeux.

### **Au bout du voyage, la liberté**

Le film se clôt sur une rencontre inattendue, à Londres, avec une ancienne du lycée de Kassel, qui est spontanément entrée en correspondance avec Catherine Bernstein. Non-juive, Norgard Koch s'est elle aussi exilée dès 1934. « Jusqu'en 1933, je n'étais pas intéressée par la politique. Ensuite, j'ai tout de suite compris. J'avais des amis juifs, je n'ai pas accepté ce qu'on leur faisait subir. Non, non, je n'ai rien fait d'héroïque, c'était tout naturel. » Ainsi donc, il n'y avait pas de fatalité à l'aveuglement. Même dans l'Allemagne nazie, même dans ce lycée pour les jeunes filles de bonne famille de Kassel, il se trouvait des citoyennes libres. Les deux femmes s'embrassent, le spectateur respire ! Au terme de ce long travail contre le tabou, vient la récompense inespérée : la liberté. ■

*Avec l'aimable autorisation de Images documentaires.  
Article paru dans le numéro 45-46, novembre 2002.  
Film diffusé, notamment, par la Ligue de l'enseignement.*

### **Appel à mémoire**

*Diasporiques* a le difficile projet de consacrer dans un de ses prochains numéros un article à la mémoire d'un homme remarquable, disparu tragiquement il y a une vingtaine d'années : **Abraham Zemsz (Abrasha)**. On trouve de ci de là de multiples et trop fragmentaires échos de lui et de ses multiples facettes. Certains parmi nos lecteurs l'ont probablement connu, directement ou indirectement. Ils sont vivement priés de faire connaître à la rédaction les documents qui pourraient être en leur possession et leurs propres souvenirs. Nous parviendrons peut-être à reconstituer grâce à vous une esquisse d'Abrasha. Merci de vous manifester !



## Thomas Serrier : *Entre Allemagne et Pologne –*

### *Nations et identités frontalières, 1848-1914*

Rita Thalmann

Qui s'intéresse aux problèmes des antagonismes entre Allemands et Polonais avant la Première Guerre mondiale, et à la participation des Juifs dans cet orageux dialogue, sera concerné par ce livre<sup>1</sup>.

Voici une thèse doublement originale. D'abord, parce que son auteur, maître de conférences d'Études européennes à l'université Paris VIII, déroge à l'orientation actuelle de la germanistique française, centrée essentiellement sur l'histoire de l'après 1945. Ensuite, parce que, s'écarter des interprétations manichéennes polono- ou germano-centriques, il s'attache à mettre en lumière l'évolution identitaire complexe de la Posnanie, sous souveraineté prussienne depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Sujet majeur de la crise européenne, jusqu'à devenir l'une des causes de la Seconde Guerre mondiale, le contentieux germano-polonais fait de la Posnanie un cas exemplaire. Son incorporation forcée en 1867 à la *Confédération d'Allemagne du Nord* puis, en 1871, au deuxième Reich, met fin à la coïncidence entre la frontière orientale de l'Allemagne et la frontière occidentale de la Pologne, remplaçant l'ancienne frontière du saint Empire romain germanique par une simple limitation administrative avec le Brandebourg.

L'auteur analyse d'abord les conséquences, pour une société dominée par le choc de deux nationalismes, du passage de la Posnanie, territoire polonais, à une province prussienne. Entre les deux, une population juive, la seule en forte diminution, qui passe entre 1848 et 1914 de 76 800 personnes (5,7 %) à 26 500 (1,3 %), par émigration vers les grandes métropoles occidentales, les restants optant rapidement pour la germanisation, synonyme d'émancipation civique et sociale.

Contrairement à la Pologne russe, en révolte ouverte contre l'oppression tsariste, et à la Galicie, dotée d'une large autonomie par l'empire austro-hongrois, la population polonaise sous domination prussienne s'oriente (après l'échec des révoltes de 1848 et de 1863) vers un « travail organique », sorte de mobilisation sociale, économique et culturelle contre la germanisation. La population polonaise, majoritaire à plus de 60 %, (mais exclue de la fonction publique dévolue à la minorité allemande qui, malgré l'injection de 100 000 colons, ne dépassera pas les 35 %), résiste à la colonisation des terres et à celle de la vie culturelle – faute de pouvoir endiguer la germanisation de l'administration et de la justice. Elle rachète ainsi aux propriétaires et spéculateurs allemands la majeure partie des 56 000 hectares acquis par le truchement de l'*Association des Marches Orientales*, et ce au grand dam des autorités impériales, qui avaient injecté un milliard de marks dans l'opération.

Résistance aussi à la colonisation culturelle et à la politique du *Kulturkampf* menée par Bismarck contre l'influence catholique, qui s'attaque à l'usage du polonais dans les églises et les écoles, licencie des enseignants polonais et emprisonne des prêtres – dont l'évêque de Gnesen. La germanisation de l'école et du catéchisme aboutit en 1901 et en 1906/1907 à des manifestations de boycott auxquelles participent quelque 30 000 élèves – non sans heurts avec des condisciples et des parents juifs, accusés de trahison. Car les Juifs de Posnanie, issus du judaïsme polono-lithuanien, abandonnent progressivement la plupart des caractéristiques polonaises au profit de la germanisation. Comme ils sont souvent bilingues, leurs relations professionnelles favorisent leur rôle de médiation entre les deux nationalismes.

Depuis Bismarck, la Posnanie, considérée par l'Allemagne comme

l'avant-poste de l'Occident contre le monde slave, jouit d'un statut particulier. Elle échappe à l'image de la Pologne, « un pays arriéré », largement répandue dans le Reich. Selon le discours officiel, même sa population polonaise connaît une certaine acculturation à la germanité (par le service militaire pour les couches inférieures, par l'éducation pour les élites) et ce phénomène est plus marqué encore pour la minorité juive. Cette minorité est ménagée par l'ensemble de la classe politique allemande, y compris par les nationalistes qui ont fait des « Juifs de l'Est » (*Ostjuden*) l'élément fédérateur de la propagande antisémite dans le Reich mais qui considèrent la population juive de Posnanie comme un pilier utile et dynamique au renforcement de la minorité allemande. Contradiction inverse chez les nationalistes polonais, qui vont jusqu'à reprendre dans leurs publications les stéréotypes antisémites de la presse du Reich.

Située aux confins des trois mémoires : polonaise, allemande et juive, la minorité juive de Posnanie survit à son déclin démographique grâce aux liens entretenus avec sa diaspora tant dans le Reich que dans d'autres pays. Le rôle de médiation culturelle entre l'Orient et l'Occident est généralement passé sous silence par les historiographies allemande et polonaise, dont Thomas Serrier fournit un tableau éloquent.

L'option allemande de la plupart des Juifs posnaniens, qui figurent parmi les membres fondateurs en 1893 de l'*Association Centrale des citoyens allemands de confession juive*, n'exclut pas la transmission de la culture polonaise dans le Reich, que ce soit à travers d'anciens posnaniens traducteurs des œuvres de Mickiewicz, de Slowacki ou de Sienkiewicz ou encore grâce à l'éditeur Josef Jolowicz, président de l'*Union des libraires de Posnanie*, imprimeur attitré d'associations culturelles allemandes mais en même temps propriétaire d'une des

<sup>1</sup> Ouvrage publié en 2002, coll. *Histoire et Société* – Europe centrale, Paris, Belin, 351 p.



librairies allemandes les mieux fournies en littérature et histoire slaves.

Pôle majeur du conflit germano-polonais, l'historiographie allemande de la province accuse un retard notable par rapport aux provinces voisines de Prusse Orientale et Occidentale, voire de Silésie : faiblesse due, selon l'auteur, à un enracinement plus tardif dans la germanité, à un patrimoine allemand ténu, à l'absence jusqu'en 1918 d'une université et à l'apathie d'une partie de la minorité allemande. On peut donc souligner l'importance de la création en 1885 de la *Société historique de la province de Posnanie* à l'initiative des archivistes Hans Ehrenberg et Adolf Warschauer, un Juif. Ce dernier en resta la cheville ouvrière jusqu'à sa promotion à la direction des archives de Dantzig en 1912. Son cas reste emblématique de ces « Juifs de l'Empereur » conscients de devoir à l'Allemagne leur émancipation et leur formation. Né en 1855 dans la région la plus polonaise du sud de la province, envoyé très jeune pour son éducation chez son oncle à Breslau, Warschauer suivit des cours de droit, d'économie et de géographie et se spécialisa en histoire de l'Europe orientale. Il fut nommé en 1882 aux archives de Posen, à condition d'acquiescer la maîtrise du polonais (clause destinée à rassurer « nos concitoyens polonais »). Son germanocentrisme, tempéré par la qualité de ses travaux, fut ressenti par les Polonais comme une concurrence déloyale. D'autant que la *Société* était

fortement subventionnée par les autorités prussiennes, contrairement aux associations culturelles polonaises. Par ailleurs, malgré une direction pluriculturelle de la *Société*, la plupart de ses mille cinq cents membres se recrutaient parmi les fonctionnaires prussiens et les notables juifs. Cette tendance fut accentuée par l'intégration en 1901 de cette *Société d'histoire provinciale* à la *Société allemande pour l'Art et la Science*.

Warschauer, Posnanien juif et archivist prussien, n'en fut pas moins reconnu (au point de figurer encore, malgré un rappel de son activité germanisatrice, dans le *Dictionnaire biographique de la Grande Pologne* de 1983), pour sa volonté de dépasser les oppositions germano-polonaises. Il fut un expert recherché de l'Allemagne orientale, y compris par les milieux pangermanistes – et fut nommé professeur d'histoire régionale à l'*Académie royale de Posen*, fondée en 1903. Sa notoriété conféra un grand rayonnement à la *Société historique*, qui entretenait des relations avec les sociétés-sœurs de Prusse, et avec celles des villes et régions comme la Transsylvanie, Riga, Prague, Brunn voire la Lorraine, sensibilisée au problème des identités frontalières. Aspect le plus original : son soutien aux cercles juifs de la *Société historique*, qui permit à ceux-ci d'établir un réseau spécifique avec des historiens du judaïsme tels que Majer Balaban à Lwow, Simon Doubnov à Saint-

Petersbourg ou Alexander Kraushar à Varsovie.

Malgré ce souci d'ouverture, son germanocentrisme se radicalisa à la veille de la Première Guerre mondiale et sous l'effet de la défaite allemande de 1918. Exemple parmi d'autres : son autobiographie intitulée *L'œuvre allemande dans la Marche orientale* constitue une véritable réécriture de ses années posnaniennes, dans l'optique d'un fonctionnaire prussien réduisant à la portion congrue la dimension juive. On peut analyser de même ses relations personnelles avec les milieux libéraux comme sa participation à des institutions comme la *Science du Judaïsme*, les *Archives centrales du judaïsme*, l'*Association d'histoire et de littérature juives*. Sa mort en 1930 à Berlin lui aura du moins évité, contrairement à tant d'autres, de voir ce qu'il advint de cette Allemagne si admirée et si loyalement servie. Quant à la *Société d'histoire* de la province, elle survécut à travers tous les changements jusqu'en 1945, où elle apparut discréditée par sa collusion avec l'idéologie national-socialiste.

Retour sur l'histoire complexe de création et d'usage de différences nationales, cette thèse a le mérite de rappeler la responsabilité des acteurs sociaux de l'époque. Mais elle constitue aussi un défi historique et civique pour les Allemands et pour les Polonais d'aujourd'hui, comme pour leurs voisins et partenaires européens. ■

Rita Thalmann

Harry Carasso, profitant de la publication du livre d'Alexandra Laignel-Lavastine « Cioran, Eliade, Ionesco, L'oubli du fascisme », nous donne des nouvelles des Juifs de Roumanie.

## « Conversations littéraires »<sup>1</sup>

Harry Carasso

**D**eux Roumains de Paris se croisent par hasard avenue des Ternes. Le premier travaille au CNRS et serre sous le bras le dernier numéro du *Monde*, l'autre tient un magasin de confection au Sentier et porte un sac de la FNAC.

– Tiens ! Marcel !

– Nicolas ! ça fait une paire qu'on s'est pas vus ! Ta famille va bien ?

– Oui, et toi ? Qu'est-ce que tu viens

d'acheter là-haut ?

– Le dernier album de Sardou pour ma fille, et un bouquin bizarre sur les trois monstres de notre fascisme : Emil Cioran, Mircea Eliade et Nae Ionescu<sup>2</sup>.

– Mais non, espèce d'inculte, pas Nae, Eugène Ionesco ! Tu n'as pas bien regardé la photo de tous les trois, sur la couverture ? Celui du milieu, qui regarde Cioran avec une admiration teintée d'ironie, c'est l'auteur de *La*

*Cantatrice chauve*, pas le maître à penser de la « Jeune Génération » roumaine des années 30.

– Ah bon ? je ne sais pas, c'était le dernier exemplaire sur le stand, je l'ai raflé en vitesse. La presse en parle depuis un moment ; tu l'as lu, toi ?

– Plutôt deux fois qu'une. C'est un livre bien écrit mais très discutable.

– Viens, on va discuter un moment...

– Non, pas aujourd'hui, je suis pressé.





Lis-le d'abord, et on en discute la semaine prochaine, même jour, même heure.

Il fallut trois semaines à Marcel pour avaler le troisième livre d'Alexandra Laignel-Lavastine<sup>3</sup>. Mais une fois attablé avec Nicolas, il croyait savoir de quoi ils allaient débattre...

– Tout d'abord, Nicolas, mea culpa pour Nae Ionescu. J'ai pu voir une de ses rares photos, il ressemble à Eugène Ionesco autant que Louis Jouvét à Jacques Villeret ! Cela dit, qui est donc cette Mme Laignel-Lavastine ?

– Elle est assez difficile à appréhender. Née Alexandra Carreau en 1966, elle a obtenu des diplômes d'histoire et de philosophie et a fréquenté les Roumains de Radio Europe Libre. Elle s'intéresse à la Roumanie depuis les années 80 et a traduit un livre sur Emile Cioran en 1995, qui ne soufflait mot sur le bref retour du philosophe durant l'hiver 1940-41 à Bucarest.

En septembre 1997, elle apparaît dans les pages littéraires du *Monde* avec « *La rhinocérisation d'Eliade, Cioran et quelques autres* », long commentaire du texte roumain du *Journal* de Mihail Sebastian<sup>4</sup>. Bien qu'elle y qualifie Sebastian de « dandy et publiciste apprécié du Tout-Bucarest de la fin des

années 20 », cet article est le point de départ du volumineux opus que tu viens de lire.

– Lire, c'est beaucoup dire, il y a des choses qui m'ont étonné. Elle n'est pas très à l'aise avec la géométrie variable de notre ancienne patrie (Dobroudja devenue pour elle roumaine après 1918, alors qu'elle avait été rattachée en 1878, après la rétrocession de la Bessarabie à la Russie). D'autres erreurs font penser qu'elle a avalé un peu vite la volumineuse bibliographie qu'elle égrène à la fin de son livre. Ensuite, je n'ai pas bien compris son terme de « rhinocérisation », qui n'est pas toujours juste, puisque Sebastian avait pu compter sur bien d'amis roumains durant les persécutions, parvenant même à faire jouer *L'étoile sans nom* sous un nom d'emprunt...

– Oui, tu as bien vu l'une des faiblesses de Mme Lavastine, qui veut mettre tous les Roumains dans le même sac fasciste. Il aurait été intéressant de lire une analyse lucide des péchés de la Roumanie moderne, écrite par une Française avec l'objectivité et la distanciation nécessaires ; elle a cependant raté son ouvrage en fourrant de force Eugène Ionesco dans ledit sac. En fait, durant les quelques mois séparant sa libération de sa mort, Sebastian avait subi une « rhinocérisation » toute différente : il s'était aperçu qu'il perdait à la fois ses amis juifs, qui lui reprochaient ses relations maintenues, et ses anciens bons amis roumains, qui craignaient les Juifs devenus communistes.

– Amis roumains dont ne faisaient plus partie Cioran et Eliade, nommés respectivement à Londres (puis Lisbonne) et Vichy...

– Eliade et Cioran ont longtemps pu occulter leur passé légionnaire ; Cioran

a exprimé des regrets, ce qu'Eliade n'a jamais fait, mais Ionesco ? Né d'une mère française présumée demi-juive, ayant grandi en France, il se trouve bloqué en Roumanie au début de la guerre et craint vraiment pour sa vie en 1942, confiant sa peur dans les pages du *Journal* de Sebastian. Il a donné des mains et des pieds pour s'enfuir, « dans l'uniforme du gardien », grâce à des appuis de toutes sortes ; une fois à Vichy – lui-aussi –, il avait tout intérêt à ne pas faire des vagues... Mais de toutes façons, Ionesco a toujours été antifasciste, même et surtout en prenant des positions anticommunistes.

– Cependant, Mme Laignel-Lavastine semble lui reprocher de ne pas avoir dénoncé ses anciens « amis » après la Libération...

– Oui, mais cela aurait pu se retourner contre lui ! Quant à Cioran, bien que proche des « Gardes de Fer » au point de les encenser en janvier 1941, à la veille du pogrom de Bucarest, il a fait son possible pour essayer de sauver Benjamin Fondane de la déportation. Mme Laignel-Lavastine va un peu loin en suggérant qu'il se cherchait surtout un alibi pour l'après-guerre.

– À plusieurs reprises elle parle des malheurs subis par la population juive de Roumanie. Remarquons que ce pays, pendant la guerre, était le seul dont le « führer » dialoguait avec ses Juifs.

– Rappelons-nous qu'en 1918 la Roumanie avait doublé son territoire et triplé sa population juive, avec des éléments venant d'Autriche-Hongrie et de Russie qui ne parlaient pas le roumain et avaient connu des niveaux de vie supérieurs. On comprend mieux l'attitude d'Antonescu lorsqu'on réalise qu'il cherchait, en fait, à se débarrasser de ses Juifs allogènes. À part quelques internements dans des camps de travail, il n'a pas poursuivi les Juifs roumains du Vieux-Royaume (d'avant 1914). Et Mme Lavastine exagère lorsqu'elle écrit que la déportation des Juifs de Transylvanie méridionale a été seulement ajournée en septembre 1942 : elle a été bel et bien annulée, pour des raisons que je me borne à appeler « multiples »... Enfin, en 1943, Antonescu a rapatrié 55 000 des Juifs déportés en Transnistrie (mais là, on peut parler d'opportunisme, c'était après Stalingrad). Les autres sont bien morts de faim, de froid et de maladie, ce que

<sup>3</sup> *Cioran, Eliade, Ionesco, Les oublis du fascisme*, 550 pages, PUF, avril 2002, 29 Euros Les deux premiers étaient consacrés à Constantin Noica, philosophe roumain de droite, et à Jan Patocka, dissident tchèque.

<sup>4</sup> Resté inédit jusqu'en 1996, ce journal, écrit par un auteur dramatique, essayiste et journaliste raconte les grandes figures de la scène intellectuelle roumaine, dont Cioran et Eliade, frayant avec la Garde de fer sous la houlette de Nae Ionescu, devenu à partir de 1934 le maître à penser de ce mouvement fasciste. Une chronique bouleversante de l'antisémitisme au jour le jour. (Mihail Sebastian, *Journal 1934-1945*, préface de E. Reichmann, traduction de A. Paruit, Stock 1998).

<sup>1</sup> Traduction de *Convorbiri literare*, revue de prestige de Jassy, presque bicentenaire, avec des hauts et des bas suivant le régime et l'espace géographique roumain.

<sup>2</sup> Nae Ionescu, publiciste et logicien roumain en vogue dans les milieux intellectuels roumains d'extrême droite : « La question juive et la réponse d'un orthodoxe des années trente », préface à *Depuis deux mille ans* de Mihail Sebastian.



les historiens ont du mal à admettre lorsqu'ils contestent l'existence d'un holocauste en Roumanie. Le terme de « martyr » me semble plus approprié. – Mais enfin, la Roumanie a bien été fasciste !

– Oui, si l'on peut dire. Les Roumains ont mal digéré leur « gonflement » de 1918, et ont mis des années à accorder la citoyenneté aux Juifs. La vague fasciste des années 30 doit être regardée avec circonspection ; comme le raconte Sebastian dans un autre livre, le Juif communiste Belu Zilber et le légionnaire Mihail Polihroniade discutaient avec civilité en 1933, devant un critique français médusé, Léon-Pierre Quint, et répliquaient à son étonnement : « Voyez-vous, nous ne sommes que des amis. Cela ne nous engage à rien ». Et puis, à la même époque, T.S. Eliot, Ezra Pound « et quelques autres » prônaient aussi l'antisémitisme, en Occident.

– Tu auras bien du mal à expliquer tout ça à des Français, même juifs... Une dernière question : comme on dit chez nous, chacun peut être défini par les réponses à deux questions : *Qui est-il ?* et *Que veut-il ?* Tu m'as expliqué – plutôt sommairement – qui est Mme Lavastine ; maintenant dis-moi, que veut-elle avec son livre, qu'elle aurait aussi bien pu intituler *Cioran, Eliade, Ionesco et Sebastian*, puisqu'elle cite ce « dandy » une bonne cinquantaine de fois ?

– J'aurais bien de la peine à te le dire. Les Roumains attendent surtout d'entrer dans l'Europe et enragent de voir les Hongrois s'y faire admettre avant eux. L'intelligentsia roumaine actuelle se divise en deux : une bonne moitié regarde vers l'Europe, l'autre moitié, en digne survivante des idées d'Eliade et de Cioran, regarde vers sa préhistoire (les Daces, les Romains, etc.). Les deux camps se sont récemment affrontés

autour du livre de Sebastian, dont on n'a pas fini d'entendre parler. Mme Lavastine sympathise plutôt avec le camp européen<sup>5</sup>, mais elle a une sorte de fixation – par ailleurs justifiée – envers ceux qui regrettent le temps où Ceausescu se prenait pour un descendant de Burebista<sup>6</sup>. Elle semble vouloir interdire aux bons Roumains l'entrée dans l'Europe, tant qu'ils n'auront pas réglé leur compte aux « oubliés du fascisme » et aux antisémites. Elle n'a pas tort, mais se trompe souvent de cible.

– Le leader actuel des Juifs roumains, le Dr Nicolae Cajal, qui est un ami d'enfance, m'a dit récemment : « En Roumanie, il n'y a pas d'antisémitisme, il n'y a que des antisémites, et on s'en charge nous-mêmes ». Puisse-t-il avoir raison ! ■

<sup>5</sup> Son livre a été reçu plutôt mal à Bucarest.

<sup>6</sup> Roi légendaire des Daces.

*Les Karaïtes, secte apparue vers le VII<sup>e</sup> siècle en Mésopotamie, sont partie intégrante de l'histoire juive, mais restent relativement peu connus. Après avoir fait trembler la Synagogue, ils ne sont aujourd'hui que quelques centaines ou milliers. Diasporiques a demandé à Suzanne Pourchier-Plasseraud, qui s'intéresse particulièrement au sort de ce groupe, de présenter ici leur communauté la plus importante – celle de Lituanie.*

## Les karaïmes en Lituanie

Suzanne Pourchier-Plasseraud

Un préambule s'impose : si le karaïsme suscite de nombreuses interrogations chez un public peu informé, il en suscite autant dès que, voulant en savoir davantage, on se plonge dans les ouvrages le concernant. Peu de religions ont suscité des interprétations de leur origine aussi différentes selon qu'il s'agit de textes écrits par des auteurs karaïmes<sup>1</sup>, juifs ou islamiques, et selon les époques. Il en va de même pour l'histoire des Karaïmes au cours des siècles. De plus une grande partie des sources sont soit non publiées, soit non découvertes, soit non exploitées et non cataloguées et de toutes façons largement partisans.

<sup>1</sup> On utilise actuellement le nom et l'adjectif « karaïme » au lieu de « karaïte » comme ce fut longtemps le cas et les Karaïmes de Lituanie tiennent particulièrement à cette orthographe.

Ayant eu l'occasion d'assister au renouveau du karaïsme en Lituanie, depuis les années de la *Perestroïka*, j'ai pensé intéressant d'en comprendre la genèse et les manifestations, en osant dépasser les contradictions et les interrogations auxquelles je me suis trouvée confrontée.

### De Babylone à l'Europe Orientale

Le karaïsme serait apparu au VIII<sup>e</sup> siècle de notre ère, à Babylone, en réaction à un judaïsme rabbinique que les interprétations du Talmud, devenues dominantes, avaient éloigné des textes bibliques, et en opposition à une aristocratie de prêtres sans plus guère de relation véritable avec le peuple. Il s'agit donc d'une religion – ou même d'une ethno-religion – fondée sur

l'Ancien Testament, sur le rejet de la tradition post-biblique (le Talmud et l'enseignement rabbinique tardif), sur l'absolue nécessité de l'étude des textes et de leur critique personnelle.

C'est surtout dans la pratique que le karaïsme s'écarte, par définition, de la coutume rabbinique. Les lieux de culte sont appelés *Kenesa*<sup>2</sup> et les officiants *Hakham*.

Certains auteurs ont souligné l'origine plus ancienne de ces schismatiques, qui pourraient se réclamer des Esséniens, déjà présents à Jérusalem avant la destruction du Temple d'Hérode. Cette théorie, particulièrement soutenue par Simon

<sup>2</sup> Sur l'origine de ce mot, les avis sont différents : selon les auteurs karaïmes, il s'agit d'une origine arabe (*kanisa*), pour les auteurs juifs ce mot est rattaché à « *Knesset* ». Tout est dit !





Szyszman<sup>3</sup>, a été réactualisée après la découverte des manuscrits de Qûmran en 1947. On a en effet constaté une analogie entre les écrits des anachorètes de la Mer Morte et les textes karaïmes. Mais il s'agit là d'une question contestée et trop complexe pour être abordée ici.

Toutes les sources s'accordent pour reconnaître en Anan Ben David le premier théoricien du karaïsme. Il vécut en Mésopotamie au VIII<sup>e</sup> siècle et rédigea en araméen le texte fondateur, le plus ancien document karaïme, *Le Livre des Préceptes*. Ainsi aurait été suscitée l'unification de plusieurs sectes dissidentes du judaïsme. Recommandant le retour exclusif au texte écrit de la Torah, Anan Ben David prônait également l'observation des *Dix Commandements*.

Ses successeurs se transportèrent à Jérusalem d'où ils menèrent une activité missionnaire intense auprès des peuples du Bassin Méditerranéen (Syrie, Égypte, Afrique du Nord, Espagne), des peuples de la Mer Noire et de la Mer Caspienne, notamment chez les Khazars. Appartenant à la branche turque du groupe altaïque, les Khazars étaient alors à leur apogée politique et territoriale et leur souverain s'était converti au monothéisme biblique au VIII<sup>e</sup> siècle. De là à penser qu'il s'agissait du karaïsme et non du judaïsme est un pas que certains auteurs karaïmes n'ont pas hésité à franchir. L'origine khazare des Karaïmes de Lituanie et de Crimée est revendiquée par de nombreux auteurs comme Abraham Firkovich, Simon Szyszman ou Ananias Zajackowski (lequel s'appuie sur des arguments linguistiques). On comprend tout l'enjeu du débat sur cette question.

Quant aux communautés du Moyen-Orient, cette époque est unanimement qualifiée d'*âge d'or* du karaïsme, malgré des conflits entre juifs rabbiniques et karaïmes, le centre



La Kenesa de Vilnius (1997)

restant Jérusalem où est fondée une académie karaïme. Avec l'arrivée des croisés, les Karaïmes quittent Jérusalem et se déplacent vers le Caire et surtout vers Byzance et les Balkans. Après la conquête de Byzance par les Turcs, les communautés karaïmes suivent l'exode et vont enrichir les communautés existantes, notamment en Crimée, région qui devient un centre important avec sa capitale Cufût-Kalé. Les Karaïmes y jouissent d'une organisation politique autonome tout en reconnaissant la souveraineté mongole sur le Khanat de Crimée.

C'est à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle que se situe le transfert de prisonniers, tatars pour la plupart, par le vainqueur de la *Horde d'Or*, le Grand Duc Vytautas de Lituanie. Parmi ces prisonniers se trouvent des Karaïmes. S'agit-il d'une réalité historique ou d'une construction de l'historiographie karaïme et lituanienne ? Certains auteurs se demandent si n'existaient pas déjà en Lituanie des communautés isolées provenant de migrations successives. Toujours est-il que Vytautas le Grand accorde un statut définitif à cette population<sup>4</sup> et l'établit notamment dans sa capitale, Trakai.

Devant les menaces extérieures répétées de la Horde d'Or et des Chevaliers Teutoniques, ajoutées aux risques de trahisons intérieures, Vytautas le Grand se dote d'un dispositif de défense. L'élément le plus puissant en est un château fort sur l'île du lac de Trakai, construit de 1397 à 1403. Pour se constituer une garnison fiable et fidèle, il choisit des Karaïmes, population qu'il avait appris à connaître et à apprécier lors de ses précédentes expéditions en Europe Orientale et en Crimée. De leur côté, les Karaïmes sont attirés par un État fort et un souverain renommé et glorieux.

Vytautas installe d'autres Karaïmes au Nord de la Lituanie tout au long de la

frontière qui sépare le Grand Duché des possessions des Chevaliers Teutoniques. Il existe alors dans l'armée lituanienne un régiment karaïme ainsi qu'un détachement karaïme au service de la famille Radziwill, puissante famille polono-lituanienne. Enfin les Karaïmes participent à une sorte de service de gendarmerie dans tout le pays. En échange les militaires karaïmes reçoivent des terres, ce qui leur permet dans certains cas de prétendre à des titres de noblesse. Parallèlement se développe une bourgeoisie karaïme qui se consacre au commerce et au fermage des douanes. Cette communauté jouit d'un statut exceptionnel, proche de celui de la noblesse (et qui s'apparente aux privilèges accordés aux villes par la charte dite de Magdebourg). La position privilégiée des Karaïmes est renforcée par le rôle d'interface qu'ils jouent dans la région dont ils connaissent les différentes langues. Ils peuvent communiquer avec le monde musulman et servent d'intermédiaire pour le rachat des prisonniers par exemple. Ils entretiennent d'excellentes relations avec les communautés karaïmes de Crimée tout en jouissant d'une parfaite intégration locale.

Après la Réforme, l'intérêt qu'ils soulèvent se renforce. Le roi de Suède,

<sup>3</sup> Cf. référence bibliographique en fin de texte.

<sup>4</sup> Au total environ 300 familles vinrent en Lituanie.



Charles XI, suscite la mission d'un professeur de l'Université d'Upsala (Gustav Peringer), qui, en 1690, se rend en Lituanie. Son *Epistola de Karaitis Lithuaniae* est une mine de renseignements sur la langue notamment. Il insiste sur la distinction entre Juifs et Karaïmes de Lituanie. Selon Peringer, ces derniers parlent alors turc et utilisent cette langue pour leur liturgie. Mais, après cette époque d'épanouissement, ces territoires sont le théâtre de guerres, d'invasions, d'épidémies, de famines qui affaiblissent la position des Karaïmes. C'est d'ailleurs à cette époque, en réaction, qu'est rédigé par Isaac de Troki<sup>5</sup>, un pamphlet contre la chrétienté, « *Le rempart de la foi* », qui attire l'attention bienveillante de Voltaire.

Après le troisième partage de la Pologne en 1795, la majeure partie de la population karaïme d'Europe se retrouve dans l'Empire russe, à l'exception d'une petite fraction, en Galicie, intégrée dans l'Empire d'Autriche<sup>6</sup>.

### Dans la tourmente de l'histoire contemporaine

La domination russe s'annonçait sous des auspices favorables : en 1794 une délégation de six nobles karaïmes auprès de Catherine II obtient une reconnaissance particulière dont ne bénéficiaient pas les Juifs, desquels ils sont désormais bien distincts<sup>7</sup>. Ils furent d'ailleurs exemptés de conscription militaire en 1827 et reconnus comme nationalité au sein de l'Empire en 1863. Les Karaïmes de Crimée deviennent alors le groupe karaïme le plus important de l'Empire. C'est là, à Cufut-Kalé et à Eupatoria, que se développent quelques imprimeries karaïmes, phénomène nouveau, alors que les Juifs avaient largement profité de la diffusion permise par l'imprimerie dès l'apparition de celle-ci.

Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, on assiste à une migration progressive vers les grandes villes de l'Empire où l'intégration des Karaïmes et leur situation économique favorable les amènent à une dilution progressive de leur héritage

culturel et de leur structure séculaire. Leur identité s'affaiblit alors même que leur nombre croît, car des Karaïmes d'autres communautés sont attirés par ces conditions économiques.

La Première Guerre mondiale marque le début d'épreuves auxquelles les Karaïmes d'Europe ne peuvent résister. Dans les communautés passées sous régime soviétique, la politique anti-religieuse entraîne la fermeture de lieux de culte et la perte de bibliothèques inestimables. Quant aux communautés de Pologne, dont celles de Vilnius et Trakai (villes devenues polonaises dans l'entre-deux-guerres), elles s'enferment

dans un particularisme local privé du courant d'échanges qui les caractérisait avant guerre.

Au cours des années trente, une étude contribuera au sauvetage des Karaïmes face à la barbarie nazie. En 1934 le Comité italien pour l'étude des problèmes de populations, dirigé par Corrado Gini, envoie une mission en Pologne et en Lituanie auprès des communautés karaïmes. Par rapport à la population juive traditionnelle, ils notent des conditions de vie plus confortables, et surtout la tradition d'agriculture et d'horticulture très spécifique. Leur rapport expose les relations des Karaïmes avec les autres communautés : les notables karaïmes insistent sur leurs bonnes relations avec la population locale et notamment avec les Tatars (peuple d'origine turque également), mais sur l'absence de relations avec la population juive. De leur côté les enquêteurs relèvent une attitude antisémite de la population karaïme, ce qui correspond à une tendance avérée des Karaïmes de se démarquer des Juifs depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle en se fondant le plus possible avec la population locale. D'ailleurs rien dans leur costume



La communauté karaïme de Trakai

quotidien, si ce n'est parfois un couvre-chef particulier de type turc, ne les distingue du reste de la population.

### Les Karaïmes épargnés par la Shoah

Cependant, avec la montée du nazisme, la question de leur appartenance au judaïsme se pose avec une acuité cruciale. Dès 1938 une décision du Bureau du Reich allemand pour les recherches sur la race, à Berlin, décrète que la « secte des Karaïtes » ne doit pas être considérée comme une communauté juive.

Cependant la discussion se poursuit, impliquant des spécialistes d'anatomie, de paléontologie, de droit, de philologie. Selon les uns il s'agit de turco-tatars convertis au judaïsme, donc « racialement » non juifs, pour d'autres il s'agit d'un groupe ethnique mal défini mais « impur » selon l'acception nazie. (Ceci est largement exposé par S. Szyszman et R. Freund<sup>8</sup>). Finalement c'est aussi dans les ghettos que se joue le sort des Karaïmes de Lituanie et de Pologne. Des scientifiques et érudits juifs sont contraints par les nazis à traduire de l'hébreu des textes concernant les Karaïmes. Ils rendent une opinion distinguant les Karaïmes des Juifs, dans un but de sauvetage évident.

Finalement les nazis, s'appuyant notamment sur le rapport de Gini et s'attachant également au stéréotype du karaïme militaire et agriculteur, ne

<sup>8</sup> Cf. bibliographie.

<sup>5</sup> Troki est le nom polonais de Trakai.

<sup>6</sup> Qui leur concédera un statut particulier en 1775.

<sup>7</sup> Cette distinction des Karaïmes et des Juifs n'était pas marquée de la même façon pour les communautés du Moyen-Orient.





tranchent pas en défaveur des Karaïmes.

Il est certain en tout cas que leur bonne intégration à la population locale a contribué à ce sort favorable.

Après la Seconde Guerre mondiale, la Lituanie, incorporée à l'URSS, et la Pologne entrent dans l'orbite soviétique. Des cinq lieux de culte existant avant guerre sur ces territoires – Trakai, Vilnius, Panevezys en Lituanie ainsi que Lutzk et Halicz en Galicie – un seul a subsisté, celui de Trakai, les autres ayant été affectés à d'autres usages.

### La langue : un trésor identitaire

Si les premiers textes furent écrits en araméen (le *Codex* d'Anan), puis en hébreu, on trouve ultérieurement des textes écrits en langue karaïte mais en caractères arabes, et ce jusqu'au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. Par la suite, en Crimée et en Lituanie, les auteurs ont utilisé surtout le karaïme, langue turque (du groupe des langues altaïques), appartenant au sous-groupe du Kipchak, comme le tatar.

Au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle un érudit de Crimée tenta de synthétiser les connaissances de l'époque sur les Karaïmes : Abraham Firkovich (1785-1874) qui, à la demande du gouverneur de la « Nouvelle Russie », Mihaïl Vorontsov, partit de Crimée pour la Syrie, la Palestine, l'Égypte et Jérusalem. Il rassembla un fonds de manuscrits en différentes langues, réalisa des « interviews », et des rapports. En bref Firkovich effectua un travail de collecteur. Cet ensemble est actuellement déposé à la Bibliothèque de Saint-Petersbourg.

Actuellement, transcrite en caractères latins, cette langue, utilisée dans la liturgie, est encore parlée par quelques anciens ou par des intellectuels karaïtes. On note un regain d'intérêt chez de jeunes militants de la langue et de l'identité. Les emprunts lexicaux à l'hébreu, à l'arabe et au persan,

relevés par certains auteurs, ne sont pas même mentionnés par certains karaïmes qui insistent au contraire sur l'archaïsme de cette langue turque conservée en l'état.

Entourée de langues différentes – lituanien, russe, biélorusse, polonais yiddish, allemand –, la langue karaïme s'est conservée, « *comme une mouche incluse dans l'ambre* », selon la métaphore du linguiste polonais T. Kowalski<sup>9</sup>.

### Depuis l'indépendance de la Lituanie

Depuis la *perestroïka* et le retour à l'indépendance de la Lituanie on constate une renaissance des manifestations d'existence et d'identité. L'année 1988 voit la reconstitution d'une association culturelle karaïme ; 1990, l'organisation d'une école du dimanche. En 1992, on rend solennellement la *kenesa* de Vilnius au culte, après que la communauté a récupéré le bâtiment précédemment nationalisé et occupé par plusieurs familles pendant la période soviétique. En 1997 des célébrations importantes eurent lieu pour commémorer les six siècles de présence, sur le territoire lituanien, de deux communautés apparentées : les Tatars et les Karaïmes.

De nombreuses manifestations furent organisées à cette occasion. En ce qui concerne les Karaïmes, un ouvrage de référence<sup>10</sup> fut publié, résultat des recherches de la responsable des Minorités au sein du premier gouvernement de la Lituanie indépendante en 1991, Halina Kobeckaitė. Une étude ethno-statistique fut menée par le Département de la Statistique de Lituanie qui donne le chiffre global de

<sup>9</sup> Cf. bibliographie.

<sup>10</sup> Kobeckaitė, Halina. *Lietuvos Karaimai*. Vilnius : Baltos lankos, 1997

<sup>11</sup> On peut rapprocher ce chiffre de ceux des années précédentes : 1959, 423 ; 1970, 388 ; 1979, 352 ; 1989, 289, encore que pour la période soviétique les statistiques soient unanimement considérées comme peu fiables.

257 Karaïtes dont 16 enfants en Lituanie en 1997<sup>11</sup>.

Parmi les nombreux signes marquant la place donnée à cette petite communauté, on relève une exposition à la Bibliothèque nationale, une conférence internationale à l'Académie des Sciences, l'émission d'un timbre et d'une pièce commémorative de 50 litas, une soirée de théâtre en présence de Vytautas Landsbergis, Président du Parlement et d'Algirdas Brazauskas, président de la République, et bien entendu une célébration dans la *kėnėsa* de Trakai, haut lieu de la spiritualité karaïme.

On l'aura compris, une place particulière est réservée au karaïme et aux Karaïtes en Lituanie. Cette communauté est une minorité historique qui a partagé l'histoire du pays à travers ses vicissitudes et dont la seule évocation, au temps du soviétisme, rappelait le grand Duc Vytautas le Grand et l'indépendance de la Lituanie. ■

### Références bibliographiques des notes du texte :

- Firkovicus, Mykolas. *Mien Karajce Ūrianiam*. Vilnius, Danielus, 1996, avec un chapitre introductif en anglais « *On the karaim language and its usage* ».

- Freund, Roman. *Karaites and dejudaisation. A historical review of an endogenous and exogenous paradigm*. Acta Universalis Stockholmiensis. Stockholm studies in comparative religion. Stockholm, Almqvist & Wiksell International. 1991.

- Kowalski, Tadeusz. *Karaimische Texte im Dialekt von Troki*. Cracovie. MK, 1929.

- Kobeckaitė, Halina. *Lietuvos Karaimai*. Vilnius, Baltos lankos, 1997.

- Szyszman, Simon. *Le karaïme, ses doctrines et son histoire*. Paris, L'Âge d'homme, 1980.

- Trevisan-Semi, Emanuela. *Les Karaïtes, un autre judaïsme*. Albin Michel, 1992.

- Zajackowski, Ananias. *Karaim in Poland*. Varsovie, 1961.

*Diasporiques* dispose de quelques exemplaires d'une cassette rare de chants yiddish, accompagnée d'un album qui donne les textes, leur translittération en lettres latines et leur traduction en français. Il s'agit du recueil *Di goldenė pavė* (*Le paon doré*), réalisé en 1985 sous la direction de Jacques Grober et de Catherine Florence, avec les voix de Batia Baum, Violette Szmajer, Itzhok Niborski et Hélène Engel. C'est une pièce aujourd'hui historique, une étape sur le chemin de la renaissance du chant yiddish, dont témoignent quelques chansons composées par Jacques Grober lui-même. On vous l'expédiera contre un chèque de 8,50 euros établi à l'ordre du Cercle Gaston-Crémieux/ *Diasporiques* adressé à Edmond Kahn, 13 rue Chassagnolle, 93260 Les Lilas, avec mention « pour le Paon Doré ».



## Regards sur la laïcité en France

*Le Cercle Gaston-Crémieux a réuni le 13 octobre 2002 – chez nos amis Lévy, à Eaubonne, une fois encore un grand merci à nos hôtes ! – un atelier consacré à la question de la laïcité en Europe. En fait, la matinée a été entièrement consacrée à analyser la situation en France (avec un bref détour par les États-Unis). Il nous a paru impossible d'analyser l'attitude de nos voisins européens sur ces questions avant d'essayer de préciser ce que nous entendions nous-mêmes par là. Ce numéro de Diasporiques rend compte des débats de la matinée, ceux de l'après-midi – qui concernent plus spécifiquement l'Europe – seront publiés dans le prochain numéro de la revue.*

### **La laïcité : fondements et ébranlements**

**Élise Marienstras :** La laïcité n'est pas un acquis. Auparavant, pour des gens comme moi – pour vous aussi sans doute –, être laïque allait en quelque sorte de soi, j'avais l'impression d'être née et de vivre naturellement comme cela. Depuis quelques années, j'ai pris conscience du fait que c'est en réalité une lutte, qui connaît des périodes pacifiées mais qui resurgit périodiquement avec une acuité renouvelée et qu'il faut alors affronter dans le contexte de l'époque. Aujourd'hui, nous ne sommes ni en 1948, ni en 1905, ni en 1791, mais bien en 2002 !

Trois chocs caractérisent notre temps : *l'effondrement du sacré séculier* (l'avenir radieux, les lendemains qui chantent, etc.), que véhiculaient des idéologies progressistes aujourd'hui profondément fragilisées ; *les mutations économiques*, qui déstabilisent les populations et les conduisent massivement à migrer, induisant des affrontements interculturels qui remettent en question l'équilibre laïque que l'on pouvait croire acquis ; *la mondialisation* enfin, non seulement économique mais aussi culturelle, avec certes ses aspects positifs (elle pourrait peut-être nous permettre de repenser l'universel) mais aussi et surtout ses volets négatifs (elle nous prive notamment de nos refuges culturels traditionnels). Plus spécifiquement, en ce qui nous concerne, nous devons aussi prendre en compte les difficultés engendrées par la construction de l'Europe et la prochaine extension de ses frontières, c'est-à-dire par l'inclusion de notre pays dans un ensemble de nations où la question de la laïcité se pose dans des termes très différents de nos modes habituels de pensée, au point que le mot même de laïcité n'a pas de traduction fidèle dans l'ensemble des langues du continent.

La préservation de la laïcité est donc un enjeu grave. Sur elle repose en grande part le fondement de notre organisation politique. République et laïcité étaient pour nous presque synonymes : étymologiquement, *laïque* provient du grec *laos*, le peuple, pris dans son intégrité et sa complexité. Les trois mots de la devise républicaine : liberté, égalité et fraternité pouvaient jusqu'alors être considérés, d'une certaine façon, comme un mode d'expression du concept de laïcité. Pourra-t-il en être encore de même demain ? Et cette inquiétude n'est évidemment pas l'apanage des seuls agnostiques : elle concerne aussi des croyants, comme le montrent bien, par exemple, les interrogations de penseurs tels

que le protestant Jean Baubérot<sup>1</sup> ou le catholique René Rémond<sup>2</sup>. Marcel Gauchet<sup>3</sup>, quant à lui, établit une relation directe entre la sécularisation de la société (le recul du religieux, la baisse de la fréquentation des églises, etc.) et l'effritement des grands systèmes porteurs de sens. Alors que la laïcité a pris corps dans une période de grands affrontements idéologiques, les valeurs, aujourd'hui, ont perdu de leur consistance, en liaison avec la perte de la mémoire du sens des symboles religieux et de la culture liée à la religion. On ne sait plus dans quel cadre on pourrait redonner une ossature à la société. Parallèlement, on constate un durcissement réactionnel des identités religieuses face à une menace de sécularisation totale : elles ont tendance à se radicaliser et à se tourner vers l'intégrisme. Et enfin – c'est déterminant – le pluralisme culturel et religieux lié aux phénomènes migratoires amène à une confrontation directe des cultures et, dans l'immédiat, pose le problème particulier de la cohabitation avec l'Islam dans les pays de tradition chrétienne.

Pour aller plus loin, nous devons commencer par approfondir ce que nous entendons nous-mêmes par laïcité. Et d'abord nous interroger sur les origines, relativement récentes, de ce concept.

Blandine Barret-Kriegel<sup>4</sup> nous rappelle qu'il est issu de trois grands courants historiques.

Le premier résulte de la Renaissance et de l'essor de l'humanisme. Michel de l'Hôpital, Jean Bodin, Montaigne et Spinoza en sont des figures marquantes. Au passage, Blandine Barret-Kriegel ne manque pas de nous faire remarquer que ces penseurs étaient tous des marranes ! Dans cette mouvance, la religion relève du droit privé, ce qui confère à l'État la prérogative de l'unification du corps social. Avec la formation des États-nations, priorité est donnée à la constitution de la cité terrestre. Celle-ci, qui n'était qu'accessoire vis-à-vis de la cité céleste, acquiert ainsi sa pleine légitimité. L'État est chargé de veiller à la liberté des consciences. Le politique devient le régulateur légitime de la société.

<sup>1</sup> Voir, in *Genèse et enjeux de la laïcité. Christianismes et laïcité*. Actes du colloque de Montpellier, 2-3 mars 1990, édités par Huber Bost, Genève, Labor et Fides, Jean Baubérot : « En 1990, la laïcité pour une confession minoritaire ; le protestantisme », p. 117-119.

<sup>2</sup> R. Rémond, *Une laïcité pour tous. Entretiens avec J. Lebrun*, Textuel, 1998.

<sup>3</sup> Marcel Gauchet, *La religion dans la démocratie. Parcours de la laïcité*, Gallimard, Le débat, 1998.

<sup>4</sup> Voir *Genèse et Enjeux de la laïcité*, op. cit., B. Barret-Kriegel, « La formation de l'esprit laïque », p. 139-149.



Le deuxième courant est plus connu parce que plus combatif : il s'agit, au XVIII<sup>e</sup> siècle, du gallicanisme, qui, avec le soutien décisif des jansénistes, introduit explicitement un concept de laïcité. On instaure une religion politique impériale, qui abolit la séparation entre le spirituel et le temporel, le second prenant en charge le premier. L'État français se sépare de Rome, chasse les Jésuites, et tout cela aboutira en fin de compte, pendant la Révolution, à la constitution civile du clergé.

Le troisième courant, celui des Lumières (le « *écraser l'infâme* » de Voltaire, la conception de la laïcité selon Condorcet, etc.), écarte délibérément la morale de la religion pour la reporter sur l'éducation. On fait de la laïcité une religion civile de l'État – une « *religion établie* » dit même Blandine Barret-Kriegel<sup>5</sup>.

Une remarque personnelle enfin. Je suis frappée, en tout cela, par l'absence de référence au concept de *morale*. On lui substitue, à mon sens trop rapidement, celui d'*éthique civique* (« *être un bon citoyen* »). Mais ne pourrait-on aussi parler d'une *éthique laïque*, qui ne serait pas d'essence religieuse ?



Photo Ph. Lazar

**Rita Thalmann :** Je voudrais quant à moi contribuer à l'engagement de notre discussion sur la laïcité en vous parlant de l'éducation et notamment de la façon d'essayer d'endiguer les conflits de mémoire. On constate en effet que, dans les classes, les enfants de différentes sensibilités culturelles s'affrontent.

J'évoque pour ce faire les travaux de la commission mise en place par Jack Lang et dont je fais partie<sup>6</sup>. Je ne sais malheureusement pas si cette commission va continuer à se réunir, compte tenu du changement politique survenu dans notre pays et je ne vous cacherai pas que j'éprouve à ce sujet quelque inquiétude.

Selon Alain Seksig<sup>7</sup>, concepteur de cette commission, « *notre génération d'enseignants, formés au droit à la différence et au Tiers-mondisme, s'est fourvoyée en croyant qu'elle devait prendre en compte l'identité des élèves. Cela nous revient comme un boomerang : il faut d'abord penser à*

*l'identité de l'école* ». Dans cet esprit, trois missions ont été confiées à la commission : redéfinir le concept de laïcité, à l'heure de la mondialisation, de la montée d'idéologies politico-religieuses et de phénomènes sectaires ; affiner la formation des enseignants sur les modalités de transmission des valeurs républicaines et de l'enseignement du fait religieux en tant que phénomène de civilisation ; analyser les situations problématiques surgissant dans les établissements.

Je cite certaines des premières conclusions, consensuelles, de cette commission : « *L'école n'est pas neutre : elle a pour objet de faire accéder tous les jeunes, sans distinction, à l'universalité du savoir, afin qu'ils exercent plus tard leurs droits et devoirs de citoyens. L'école publique, école de tous et de toutes, ne peut donc être soumise ni à l'environnement social – ce qui renvoie aux inquiétudes à propos des conséquences potentielles des projets actuels de décentralisation – ni a fortiori être façonnée par lui. Instrument d'émancipation, l'école doit permettre à l'élève de former un jugement libre, fondé sur l'esprit critique, et rejeter tout*

*dogmatisme. Elle doit mettre à distance tout particularisme, ne serait-ce que pour mieux le comprendre en le situant dans un horizon d'universalité* ».

Deux premiers livres rédigés à l'intention des enseignants – l'un cofinancé et l'autre produit par l'Éducation nationale – ont pour objet, le premier de valoriser le rôle des immigrés dans l'Histoire de France, et le second de démythifier le rôle de la colonisation en Afrique du Nord. J'ajoute que nous avons chaque année, avec les professeurs d'histoire et de géographie, un séminaire approfondi sur la Shoah, conçu pour être bien accessible aux non-Juifs.

Dans l'optique française et républicaine, affirmée par la Loi de séparation des Églises<sup>8</sup> et de l'État de 1905, la paix scolaire a été fondée sur une distinction entre l'espace public et l'espace privé. Les grandes remises en cause de cet état de fait datent de la dernière décennie, avec l'affaire du foulard, les projets d'élargissement de la loi Falloux (visant à accroître la part de financement public des écoles privées<sup>9</sup> – ces écoles dites *libres* et en fait essentiellement *catholiques*), ou encore la demande du Consistoire central

<sup>5</sup> Le type de démocratie représenté par les États-Unis en est un modèle : un système fédéral sans rapport direct avec la diversité ethnique des populations et dans lequel, par le jeu de l'équilibre des pouvoirs, le judiciaire pèse d'un poids spécifique dans la vie politique ; un État qui est l'objet d'une sorte de culte civique accru par l'affirmation de son élection par la Providence.

<sup>6</sup> Comité de réflexion et de propositions sur la laïcité à l'école, créé par arrêté du 14 janvier 2002, coprésidé par Mme B. Quélin, doyenne de l'Inspection générale, et par M. Robert, Chef du service de l'Inspection générale de l'Administration de l'Éducation nationale.

<sup>7</sup>Animateur de la revue *Hommes et migrations*.

<sup>8</sup> Les protestants insistent justement sur le pluriel. Ils mettent en garde contre le rôle privilégié donné, dans notre pays, à la seule Église catholique. Ils rappellent aussi que Francs-Maçons, Juifs et Protestants ont été de tout temps les 9

<sup>9</sup> Un projet de loi actuellement déposé propose qu'elle soit portée de 10 à 50 pour cent !



de rendre facultative la présence à l'école le Samedi<sup>10</sup>. Dans ce contexte, François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, avait été contraint de rappeler en 1994 « *qu'en France le projet national et le projet républicain se sont confondus autour d'une certaine idée de la citoyenneté, excluant l'éclatement de la nation en communautés séparées indifférentes les unes aux autres, ne considérant que leurs propres règles et leurs propres lois* ». Le ministre a tenté de déplacer le débat du seul domaine religieux à celui des discriminations sexuelles et culturelles visant à séparer certains élèves de la vie commune de l'école. Il a établi à cette fin (dans le droit-fil des recommandations du Conseil d'État), une distinction entre signes ostentatoires et signes discrets marquant un attachement culturel personnel sans intention de prosélytisme, et il a nommé une médiatrice chargée de favoriser l'établissement de solutions de compromis. Les enseignants ont ainsi appris à gérer des procédures de dialogue<sup>11</sup> et à aider les parents concernés à résister aux pressions exercées par les milieux intégristes<sup>12</sup>. Reste toutefois aujourd'hui un noyau dur, à l'évidence manipulé par lesdits milieux, qui pousse la revendication jusqu'à la remise en cause de la légitimité de divers enseignements (y compris de français !) et de la mixité...

**Élise Marienstras** : L'exposé très riche de Rita me fait prendre conscience du fait que j'ai omis d'évoquer... le problème principal que je me posais : la question des rapports entre la sphère privée et le domaine public. Marcel Gauchet souligne avec beaucoup de subtilité que nous sommes entrés dans une phase d'interpénétration entre ces deux domaines. Parallèlement, nous nous trouvons désormais face à deux attitudes contraires. La première, fort préoccupante, est celle des milieux religieux qui mènent une offensive en permanence renouvelée aux fins d'envahir l'espace public en y instillant pratiques, morale et symbolismes religieux (et l'on peut craindre que le gouvernement actuel ne la favorise). Mais l'autre est tout aussi inquiétante : il s'agit d'une tentative d'absorption du privé dans le public par la volonté d'attribuer à l'école elle-même une *identité laïque* et par la diffusion de l'idée selon laquelle l'expression des particularismes culturels et/ou communautaires serait en quelque sorte un vice dans une République vertueuse. Cette seconde attitude nous conduit à nous raidir, à simplifier, à refuser une réelle ouverture, une authentique *tolérance* – ce que Charles Taylor appelle la *reconnaissance de l'autre*.

**Sophie Janicic** : Je voudrais appuyer ce que vient de dire Élise en citant quelques exemples de l'offensive religieuse qu'elle a évoquée.

<sup>10</sup> Le Conseil d'État a rendu à ce sujet, en 1995, un arrêt chèvre-chou : s'il a rejeté la légitimité des absences systématiques ce jour-là, il a admis que de telles absences pouvaient être tolérées au cas par cas, à condition « qu'elles ne troublent pas l'ordre public »... Des brèches ont été ainsi ouvertes, qui permettent le développement de véritables écoles « à la carte ».

<sup>11</sup> Sur les deux mille cas recensés, au bout de deux ans la moitié avait renoncé et des solutions de compromis ont été trouvées pour la plupart des autres, dont celle de remplacer le foulard par un simple bonnet...

<sup>12</sup> Ces mouvements islamistes ont notamment édité un petit livre (vert) détaillant la façon d'obtenir gain de cause dans leurs diverses revendications (port du foulard, nourriture hallal, respect du Ramadan, etc.).

Ma caisse de retraite des cadres, il y a deux ans, a abonné – gracieusement ! – l'ensemble de ses quelque trois cent mille adhérents à la revue *Notre Temps*, éditée par la presse catholique (Bayard). J'ai aussitôt annulé mon abonnement (à la grande surprise de mon interlocutrice de chez Bayard : « *Mais c'est gratuit, Madame !* ») et j'ai protesté avec véhémence auprès de ladite caisse. L'un de ses directeurs m'a reçue et m'a présenté ses excuses, mais le pire de tout est que j'ai eu le plus grand mal à faire partager mon indignation par mes anciens collègues – y compris des syndicalistes engagés ! Deuxième exemple : j'ai récemment visité deux expositions au Louvre, l'une sur les reliques ramenées du Moyen-Orient par saint Louis, l'autre sur des cartons d'Ingres. Dans l'un et l'autre cas, les « explications » étaient données... par Saint Louis, Jean-Paul II ou Lustiger : pas la moindre trace de recul laïque ! Est-ce bien la fonction d'un musée national ? Troisième exemple : la télévision publique ne donne pratiquement jamais la parole aux grandes familles philosophiques non religieuses... Et ne parlons pas de la mobilisation forcée des agents de la SNCF à l'occasion des deux visites papales successives ! J'ajoute enfin que les débats qui avaient naguère cours sur France Culture ou sur Arte et qui formaient l'esprit critique ont, quant à eux, complètement disparu...

## Un bref regard outre-Atlantique

**Martine Kis** : Comment pourrait-on définir des valeurs et une morale laïques, telles qu'évoquées tout à l'heure par Élise ? Les prises de position actuelles sont à mes yeux trop schématiques et peu informatives : chacun évoque à son tour de grands principes parfaitement respectables comme la liberté d'expression, l'exigence de parité hommes-femmes, etc... Mais cela ne nous avance guère dans notre quête d'une spécificité laïque... Est-ce à l'école de se substituer à la famille, à l'État et aux Églises défaillantes ? Je n'ai pas de réponse...

**Élise Marienstras** : Je peux dire quelques mots de ce qui se passe à ce propos aux USA. C'est un pays à forte et influente majorité protestante, qui ne comprend pas bien l'athéisme. Mais cette influence est compensée, voire neutralisée, par la présence d'une autre religion, celle de l'État, une religion civile en quelque sorte. Dieu est certes présent, sur le dollar, dans l'hymne national ou encore par la Bible, sur laquelle prêtent serment toutes les autorités, président inclus. Mais, fondés à l'époque des Lumières, les États-Unis ont aussi et peut-être avant tout une très forte tradition civile, *séculière* : ils insèrent leur morale collective dans le respect de la vie publique et ils traitent les questions morales qui se posent à eux – celles qui ont, par exemple, éclaté dans les affaires du *politiquement correct* – en les reportant dans le champ judiciaire. Ce sont les autorités du *droit* qui, sans fixer précisément une morale commune, introduisent un certain équilibre par le jeu des différents tribunaux et de la Cour Suprême. Depuis surtout les années 1920, les débats qui ont lieu au sein de la Cour Suprême sont souvent consacrés à la mise en pratique des Droits de l'Homme. Des droits qui se sont, depuis lors, étendus aux droits sociaux.



Une morale sociale et civique s'est ainsi progressivement établie par le canal de la jurisprudence. Les neuf juges de la Cour sont d'une certaine façon la conscience des USA. Cette instance est néanmoins fortement critiquée aujourd'hui – les Juges sont nommés par le pouvoir politique, ils ne « représentent » pas la nation américaine, etc. – mais ces critiques ne vont pas jusqu'à remettre en question sa légitimité en tant que garante de la morale collective. C'est, me semble-t-il, un exemple très intéressant, qui pourrait peut-être trouver sa transposition en Europe...

**Rita Thalmann :** Cette vision idyllique de la situation américaine me laisse très sceptique. J'ai de fortes réserves sur ce système et, notamment, sur le Premier amendement de la Constitution des États-Unis auquel nous nous heurtons, par exemple, dès lors qu'il s'agit de la lutte contre le négationnisme ou encore des sites internet racistes dont il a été impossible d'obtenir l'interdiction du fait de la protection que ce fameux amendement apporte à toutes les formes d'expression, fussent-elles profondément choquantes. Ce système n'a donc rien d'idéal et j'ajoute que je ne pense pas qu'il soit applicable à l'Europe car il y favoriserait le développement du communautarisme...

**Élise Marienstras :** Ah ! Voilà le grand mot lâché...

**Rita Thalmann :** Il faut bien oser le prononcer ! J'en vois déjà les effets en Angleterre... Et je pense que la Cour européenne a, dans le même esprit, pris des positions assez étonnantes, comme en témoigne ce qu'elle a dit de M. Papon qui, selon elle, aurait été en butte à des traitements inhu-

États-Unis, un pays constitué par un ensemble de citoyens *indifférenciés*, le quatorzième amendement de sa Constitution le dit on ne peut plus clairement. Dans la société américaine, il y a certes des *communautés*, mais qui relèvent du seul droit privé, et des *lobbies communautaires*, mais qui ne sont, eux, qu'une forme particulière de l'expression du jeu des pouvoirs dans ce pays et qui ne constituent en aucune manière des structures politiques reconnues comme faisant partie du domaine public.

**Liliane Brower-Gomez :** Je voudrais que l'on revienne à la question de l'éthique non religieuse. Ce qui peut être consolateur pour nous, d'une certaine façon, est que la morale religieuse est elle-même fort instable, d'un pays ou d'une époque à l'autre. Nous ne sommes donc pas les seuls à être en quête de repères. Mais voici que Rita nous dit – et cela me trouble – que l'expression des Droits de l'Homme est elle-même soumise à un certain arbitraire dans des États de droit et qu'elle peut être détournée à des fins politiques voire politiciennes. Nous sommes donc à nouveau en porte à faux, et nos repères potentiels explosent avant même que d'être consolidés !

**Françoise Weil :** Elise, lorsque tu parlais de religion civile aux États-Unis, tu parlais bien d'une religion de l'État, et non pas d'une religion d'État ?

**Élise Marienstras :** Je parlais bien sûr du culte de l'État.

**Françoise Weil :** C'est bien ce que je pensais. Mais, comme vient de le dire Liliane, la morale ainsi instaurée par la Cour Suprême ne peut être qu'éminemment changeante puisqu'elle dépend des options philosophiques de juges dont la nomination est d'ordre politique...

**Élise Marienstras :** Je ne voulais évidemment pas faire un tableau idéal des États-Unis. Je donnais seulement l'exemple à mes yeux instructif d'une situation autre que la nôtre. Je ne suis nullement en faveur du juridisme à tout prix, et je pense que les citoyens devraient avoir plus de droits qu'ils ne peuvent en acquérir par cette voie indirecte. Mais cet exemple reste intéressant pour notre réflexion parce que l'institution que constituent les tribunaux américains et la Cour Suprême est en phase avec les mouvements de l'époque actuelle – une période il est vrai fondamentalement réactionnaire<sup>13</sup>, à forte tendance antifédéraliste, un peu dans le sens de ce que notre

Premier ministre semble vouloir faire en France, mais dans un contexte où la dévolution par l'État fédéral de prérogatives (notamment celle du social) aux États fédérés est d'une portée majeure pour accroître le déséquilibre entre les deux Amériques, celle des riches et celle des pauvres.

**Élise Marienstras :** C'est à mon sens une affirmation erronée ! Je souhaite pour ma part que l'on évite d'utiliser ce mot. Il est particulièrement inapproprié pour parler des

entre États-Unis, un pays constitué par un ensemble de citoyens *indifférenciés*, le quatorzième amendement de sa Constitution le dit on ne peut plus clairement. Dans la société américaine, il y a certes des *communautés*, mais qui relèvent du seul droit privé, et des *lobbies communautaires*, mais qui ne sont, eux, qu'une forme particulière de l'expression du jeu des pouvoirs dans ce pays et qui ne constituent en aucune manière des structures politiques reconnues comme faisant partie du domaine public.

<sup>13</sup> Une illustration : les élections de novembre 2002, à mi-mandat présidentiel, ont donné aux Républicains la majorité dans les deux Chambres.

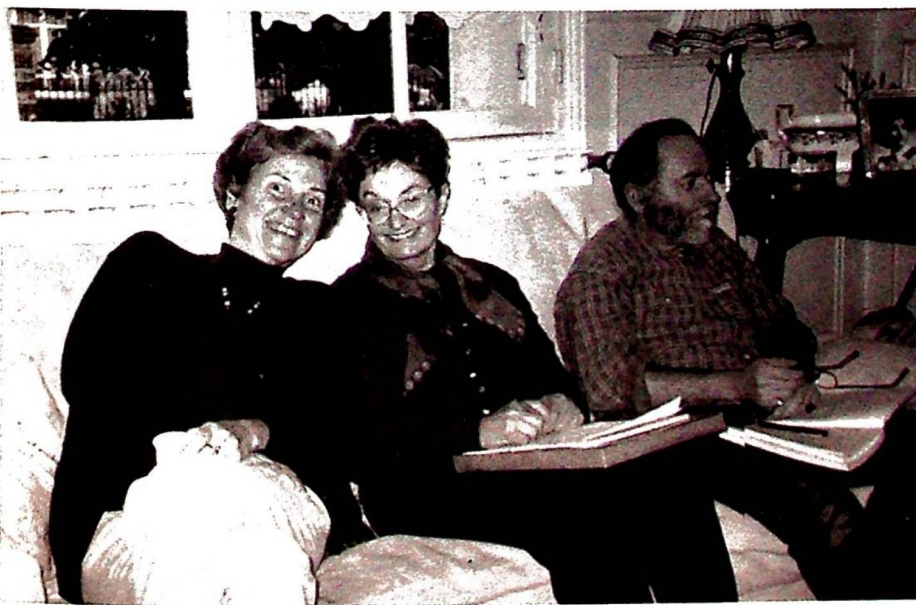


Photo Ph. Lazar



Depuis une dizaine d'années, primauté est donnée à la valeur *liberté*, et ceci jusqu'à l'extrême puisque des groupes néo-nazis ont pu défilé dans une banlieue juive de Chicago avec l'appui de l'*American Civil Liberty Union* – une organisation si l'on peut dire de gauche, à coup sûr antiségrégationniste, mais qui, défendant la liberté à tout prix, s'était illustrée par ses prises de position des plus tolérantes vis-à-vis du négationnisme dans l'affaire Faurisson. Ce qui est au centre des préoccupations, outre-Atlantique, c'est la liberté, la liberté d'expression certes, mais aussi celle de posséder. L'accent mis plus récemment là-bas sur les *droits sociaux* est une façon de faire également intervenir des préoccupations de redistribution économique à vocation plus égalitaire. On n'a donc pas affaire dans ce pays à un ordre monolithique et intangible, encore moins à un dogme, mais bien à un système, en évolution, qui met au cœur de ses préoccupations les droits de l'homme – ce qui ne peut manquer d'être, pour nous, source d'utiles réflexions...

## Retour en France

**Philippe Lazar :** En France, historiquement, le mot *laïcité* est d'usage relativement récent. La laïcité s'est principalement développée en tant que courant de résistance au religieux, le mot est habituellement perçu dans cette acception. De même que le mot athéisme renvoie directement à Dieu... Ne

Photo Ph. Lazar



serait-il pas possible de définir le concept de laïcité sans référence au religieux ? Sans doute faudrait-il pour cela revenir explicitement, comme nous le suggérait Elise, à l'étymologie, au grec *laos*, « le peuple dans son intégrité et sa complexité » disait-elle. On pourrait certes songer à utiliser le terme en usage aux USA, *séculier*, qui renvoie judicieusement au siècle et donc à la société civile, mais ce mot n'en a pas moins, lui aussi, une connotation religieuse (son opposition au mot *régulier* dans la caractérisation du clergé). Le mot laïque a pour avantage, quant à lui, de figurer au deuxième rang des caractéristiques attribuées par la Constitution à la République. Celle-ci est d'abord *indivisible*, mais elle est tout de suite après laïque, et cela avant même que d'être *démocratique* et *sociale*.

Je verrais pour ma part dans cette quête d'une redéfinition autonome du concept de laïcité une démarche analogue – et il y a sans doute plus qu'une analogie ! – avec ce que nous tentons de faire à Crémieux en situant le fait juif comme un fait culturel et non purement culturel. Nous ne nions pas, ce faisant, l'existence de la religion ni l'importance culturelle de l'histoire religieuse des Juifs, mais nous essayons de les resituer dans une optique sécularisée, et pour tout dire laïque. Ne pouvons-nous donc avoir une optique a-religieuse de la laïcité de la même façon que nous avons une optique a-religieuse de la judéité ?

**Étienne Brunswic :** Pour moi la laïcité est une conception de l'organisation de l'État. On peut être religieux et laïque comme on peut être athée et laïque. Athée n'est nullement synonyme de laïque, comme nous l'ont clairement montré les États totalitaires qui ont fleuri au siècle dernier et qui se déclaraient laïques ! Il existe cependant toujours, même dans des États formellement laïques, un risque de dérive cléricale, de dérive vers une religion laïque en quelque sorte... Ainsi, en Belgique, les laïques se sont étrangement battus pour avoir le même statut que les religieux... et ils sont maintenant, d'une certaine façon, pris au piège. Selon un récent décret en effet, les « *délégués des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non religieuse peuvent être rémunérés par l'État* » ! Mais à quelque chose

malheur est bon : si nous étions en Belgique, les membres du Cercle Crémieux, à condition certes d'être « reconnus », pourraient désormais être rémunérés par la puissance publique !

**Philippe Lazar :** Ce que tu dis, Etienne, n'est nullement contradictoire avec mon propos. Dans la plupart des situations où l'on parle de laïcité, on voit immédiatement apparaître, en contrepoint, le rôle des Églises. Cela a notamment été le cas presque tout le temps ce matin, sauf quand Elise a rappelé explicitement les concepts fondateurs de la République et les termes de sa devise. On définit

habituellement la laïcité en tant que mode de résistance à l'emprise traditionnelle ou au retour du religieux. Je ne peux qu'être d'accord avec cette acception de la laïcité mais je m'interroge néanmoins sur la possibilité, pour nous, d'aller un peu plus loin dans la définition d'une authenticité laïque qui reconnaîtrait et exprimerait la diversité constitutive du peuple, en liaison avec notre conception du pluralisme culturel et dans une optique intrinsèquement athée : sans Dieu ni religion comme support ou comme repoussoir de notre représentation de la société. Nous sommes encore, en France, sous l'influence de la lutte historique et vénérable des laïques contre l'emprise de la religion catholique, mais ne pouvons-nous, maintenant, essayer d'aller au-delà ?

De façon analogue, à Crémieux, nous savons bien ce que les Juifs doivent à leur histoire religieuse, cela ne nous empêche pas de tenter de dépasser cette vision en nous situant explicitement dans une *histoire*, une histoire qui a des dimensions et une interprétation religieuses mais que nous nous refusons de réduire à ces dimensions-là. Nous devrions, de la même façon, essayer de donner au concept de laïcité un sens plein : le deuxième mot de l'article premier de la Constitution de la République – laïque – ne peut pas, à mon sens, signifier seulement « défense contre l'emprise du religieux » ! Il concerne directement les aspects *communautaires* – et non point *communautaristes* ! – de la société, aspects auxquels nous sommes fondamentalement attachés.



**Liliane Brower-Gomez :** Incluez-vous les pratiques religieuses dans les pratiques culturelles ?

**Philippe Lazar :** Évidemment, mais en les resituant en tant que pratiques culturelles devant être respectées au même titre que les autres mais sans prééminence particulière. Et c'est bien là que le concept de laïcité (ouverte) prend tout son poids.

**Rita Thalmann :** Je suis d'accord avec ce que tu viens de dire. Même Bayrou, porteur d'un catholicisme qui a beaucoup évolué, a renoncé à mettre en cause la loi Falloux et insiste lui aussi, à juste titre, sur l'importance des dimensions culturelles. J'ai constaté le même intérêt chez un Régis Debray, philosophe agnostique et non athée, qui se place lui aussi dans une optique culturelle, non dogmatique, et qui, partant de là, se refuse à privilégier un quelconque particularisme. Autant il est important de prendre ses distances pour connaître les particularismes, autant s'immerger en leur sein ou accentuer la jonction des espaces privé et public constitue un réel danger. Il faut rappeler que le premier devoir d'éducation appartient en France aux familles, et que la famille est considérée comme d'ordre privé ; l'école n'a qu'un rôle *complémentaire* de formation civique. Il faut en revenir à des principes élémentaires : à l'école, il ne peut y avoir de morale que laïque. Et cette exigence est aujourd'hui plus forte que jamais, dans la mesure où l'on a affaire à des élèves qui ne savent plus distinguer, tout simplement, ce qui est bien de ce qui est mal...

**Sophie Janicic :** Le discours stéréotypé qui tend à dénoncer les aspects « politiques » de tout ce qui concerne la laïcité m'inquiète un peu. Il n'y pas de mal à cela ! Le politique est légitimement présent partout dans la vie publique !



Photo Ph. Lazar

**Étienne Brunswic :** Prenons effectivement garde aux mots que nous employons. La loi de 1905 ne parle ni de laïcité, ni d'Églises, ni de religions, ni de morale laïque : elle traite des cultes et de la morale républicaine, enseignée par des instituteurs républicains...

**Rita Thalmann :** Ils étaient laïques quand même !..

**Étienne Brunswic :** Ils étaient laïques, mais la morale était républicaine ! Il ne faut pas employer le mot laïque à tout propos. *Culturel* alors ? Peut-être, mais le mot culturel n'est pas synonyme de laïque ! La laïcité est une façon de concevoir une histoire culturelle, qu'on peut voir aussi de

façon non laïque. Pour nous, Juifs, il y a, nous le savons bien, deux façons, laïque et non laïque, de lire l'histoire juive... La laïcité renvoie pour moi à une conception politique du rôle de l'État, d'un État démocratique et républicain.

**Philippe Lazar :** Mais qu'entends-tu, précisément, par là ?

**Étienne Brunswic :** Je parle d'un État qui refuse de se soumettre à la pression des particularismes, qu'ils soient financiers, sociaux ou économiques. Aujourd'hui, les enjeux de la laïcité ne sont pas relatifs à la seule religion, ils sont beaucoup plus larges...

**Sophie Janicic :** Ce serait donc un non-sens de dire « je suis laïque » ?

**Étienne Brunswic :** Non, au contraire ! Mais cela signifie que j'ai une certaine conception du rôle de l'État, celle que je viens d'esquisser et que je peux parfaitement partager, bien sûr, avec des citoyens qui ont des croyances religieuses.

**Élise Marienstras :** C'est bien, comme vient de le dire très justement Étienne, la nature de l'État qui est en question. D'un État que je qualifierai volontiers d'universel, c'est-à-dire englobant tous les citoyens. Tous les Français sont *de facto* laïques, qu'ils le veulent ou non, puisque les structures mêmes de l'État – et d'abord sa Constitution – l'énoncent. Ils peuvent, le cas échéant, lutter contre la laïcité, ils ne peuvent pas lui échapper ! En ce qui nous concerne plus spécifiquement, à Crémieux, nous nous sommes constitués, ne l'oublions pas, en opposition au Consistoire et à toutes les pressions qui s'exercent sur les Juifs français pour qu'ils se rangent sous la bannière d'une religion (qu'elle

soit juive ou sioniste !), et nous ne pouvons donc faire abstraction de notre propre combat, en ce sens laïque. Cela dit, je m'interroge sur la nature des *valeurs* auxquelles nous référons : pouvons-nous totalement échapper au Talmud et autres textes sacrés ?

**Philippe Lazar :** Je suis moi aussi en accord avec ce qu'a dit Étienne mais je voudrais néanmoins encore insister sur le fait qu'on ne donne pratiquement jamais de définition *positive* de la laïcité : elle apparaît presque toujours en tant que support de lutte contre les emprises et les pressions de la ou des religions dominantes. Je souhaite que nous cessions de faire de ce mot comme une auberge espagnole...



**Rita Thalmann :** Mais c'est une auberge espagnole !...

**Philippe Lazar :** Peut-être, mais n'est-il pas précisément de notre responsabilité d'aller au-delà et de mettre plus de contenu dans cette notion ? Ceci nous renvoie à la question des valeurs et à celle qu'Élise a abordée à plusieurs reprises : celle des rapports entre public et privé. La liberté individuelle, la liberté de conscience, etc. sont évidemment dans le champ privé. Mais dès lors qu'on veut parler de dimensions *culturelles*, on est *par nature* dans la communication, dans l'échange et l'on pourrait utiliser avantageusement un concept de plus en plus répandu dans l'analyse des dimensions planétaires des biens non marchands, celui de *biens publics communs* (*public common goods*). L'intérêt serait de raccrocher ainsi le concept de laïcité à un ensemble de préoccupations internationales en plein essor et qui concerne directement les notions de *valeurs* publiques et partagées :

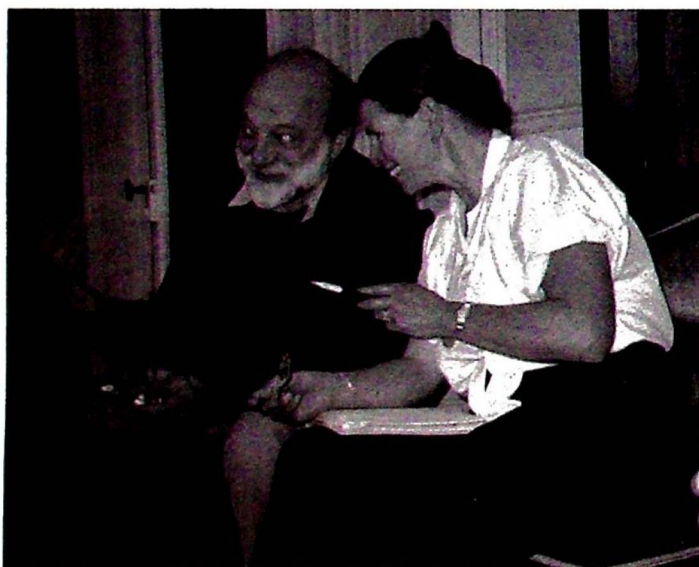


Photo Ph. Lazar

la préservation des ressources naturelles, la gestion « *durable* » du développement et de l'environnement, etc. Les phénomènes culturels en font à mes yeux clairement partie. Quand nous parlons de cultures et de respect de la diversité culturelle (donc de laïcité, si nous la définissons dans cet esprit), nous parlons nécessairement d'échanges au sein de collectivités, nous parlons de communautés d'échanges et non pas d'individus isolés ou réunis à titre privé. Les individus n'interviennent de ce point de vue qu'en tant qu'ils contribuent à l'expression, à la préservation et à l'essor de ces cultures diversifiées qui font la richesse de la communauté humaine et qui, de ce fait, doivent être placées sous la responsabilité collective de l'humanité tout entière. Ne pourrait-on, dans cet esprit, définir la laïcité comme le *garant* fondamental de cette diversité culturelle humaine ?

## Laïcité et démocratie

**Sylvie Lévy :** Je suis quelqu'un qui travaille au niveau du terrain. J'interviens de façon neutre – en tant que médecin généraliste – auprès d'un public jeune et de ses enseignants

pour faire de la prévention et de l'éducation sanitaire dans les collèges. À l'issue de ces formations, nous avons, en fin d'année, une réunion dite de la « vie citoyenne », avec les délégués élus des élèves, des parents, des enseignants, quelques intervenants extérieurs aussi (trop peu !). Ce que j'attends moi de l'État est que ces interventions ponctuelles et ces synthèses remontent au niveau de l'État et que l'État réponde. Ce qui manque, cruellement à mes yeux, est ce va-et-vient entre le « peuple » et l'État. Ce travail, qui se fait sans ségrégation aucune, reste sans suite, et d'une certaine façon sans portée, et c'est infiniment regrettable.

**François Lévy :** N'est-ce pas plutôt une affaire de fonctionnement démocratique ? Tu fais allusion à la laïcité parce que tu constates, dans ces réunions, une réelle pluralité des cultures, des religions, des philosophies...

**Rita Thalmann :** Sylvie vient de parler à juste titre du concept de neutralité, mais je ne suis pas d'accord avec la façon dont elle s'est exprimée à ce propos. Toi, médecin, qui parles de contraception, tu agis dans l'esprit de la République, c'est-à-dire de façon *non neutre* : tu t'opposes ainsi, par ton enseignement – et c'est bien là ton rôle d'agent public ! – aux courants qui voudraient transformer l'école en une école à la carte ! Ta neutralité personnelle est une chose, elle est nécessaire et respectable, mais ton rôle public est distinct : tu as le devoir d'agir en fonction de l'idéologie de l'école, qui est, je le rappelais tout à l'heure, de fournir à tous le même ensemble d'informations et de formation. Et cela n'a rien de neutre en soi !

**Liliane Brower-Gomez :** En tout état de cause, nous avons affaire à deux questions sous-jacentes différentes mais qui interfèrent : une dynamique démocratique, faite d'échanges actifs entre la base et les élus et une dimension laïque, fondée sur des échanges, le cas échéant conflictuels, entre groupes sociaux différents.

**François Lévy :** L'État a fait le choix d'enseigner la contraception, c'est un choix qui peut ne pas être accepté par tous mais qui néanmoins, une fois établi, s'impose à tous.

**Sophie Janicic :** Je tenais à dire que j'ai trouvé pour ma part dans les textes qui nous ont été fournis pour préparer cette discussion une dialectique entre la revendication par chacun d'une pensée libre et un appel à ce que l'on pourrait appeler un modèle culturel de base minimal et universel. Et je pense que nous devrions explorer plus avant ces pistes plutôt que de prendre le risque d'enfermer la question de la laïcité dans des définitions nécessairement réductrices et donc susceptibles de mécontenter presque tout le monde.

**Martine Kis :** Je me demande si ce qui nous menace aujourd'hui n'est pas beaucoup plus la ségrégation que le communautarisme. Celui-ci renvoie implicitement au religieux et situe donc la laïcité dans l'espace spécifique de l'opposition à sa dominance, alors que la ségrégation a un contenu accessoirement religieux mais d'abord social et socio-économique. Quand on parle de communautarisme,





cela permet de rejeter certains groupes qui ont décidé en fait eux-mêmes de se marginaliser, alors que la ségrégation nous concerne tous parce qu'il s'agit d'un phénomène par nature interactif. Et le débat à ce sujet me paraît beaucoup plus urgent et important que celui qui concerne le communautarisme. En tout cas, il donnerait un fort utile contenu social à la question de la laïcité.

Je voudrais aussi souligner, toujours s'agissant du contenu du concept de laïcité, que Baubérot parle, lui, de laïcité participative, ce qui me semble intéressant en référence à la démocratie qualifiée du même adjectif et à l'essor des réflexions à ce sujet (relations avec la démocratie représentative, référendums locaux, etc.). Et enfin le même Baubérot signale l'existence, aujourd'hui, d'un renouveau, à ses yeux heureux, de l'anticléricalisme (cette expression étant prise dans le sens de lutte contre toutes les formes de cléricisme, que celui-ci soit ou non d'essence religieuse).

**Élise Marienstras :** Je remercie Martine de ce qu'elle a dit sur le communautarisme et je vous supplie d'éviter à l'avenir l'emploi de cette expression. Elle est aujourd'hui utilisée comme un anathème. Les gens la comprennent comme s'il s'agissait d'une organisation structurelle qui allait détruire la République, comme l'anticitoyenneté par excellence. Il n'y a pas de réalité de ce phénomène, sauf dans la pratique de certains groupes, qui ne mettent pas réellement en question l'organisation républicaine...

**Rita Thalmann :** Ah ! si ! Élise, je ne suis pas du tout d'accord avec toi ! Quand on met en question la mixité de l'école, c'est une remise en cause du système républicain !

**Élise Marienstras :** Mais ce n'est pas du communautarisme ! Je parle moi de l'anathème que l'on a aujourd'hui tendance à jeter sur tout groupe ayant des pratiques culturelles visibles...

**Philippe Lazar :** On peut difficilement, chère Élise, aller jusqu'à récuser l'emploi du mot communautarisme. Devrais-je rappeler que le Comité de liaison des Associations juives laïques – dont nous faisons partie – réunit un colloque en novembre 2002 sur le thème : « *La laïcité, rempart contre le communautarisme* » ! Mais cela ne signifie pas que nous devrions cesser de lutter contre l'emploi abusif de ce terme. On fait couramment la distinction – et quelle distinction ! –

entre nation et nationalisme, pourquoi ne parviendrait-on pas à montrer le fossé qui sépare, de la même façon, communauté et communautarisme ? Le communautarisme, en tant que tel, est l'enfermement des individus dans une communauté dont il leur est interdit de s'échapper, alors que le *seul* ensemble dans lequel nous pouvons accepter d'être captifs est la citoyenneté républicaine. Le communautarisme est une déviance vis-à-vis de la manifestation heureuse et enrichissante pour tous d'appartenances communautaires : il ne commence que dès lors que ces appartenances se veulent à la fois dominantes, définitives et exclusives de toute autre.

Quant à la ségrégation, nous ne pouvons pas fermer les yeux avec une sorte d'angélisme sur le fait, notamment, que certains mouvements islamiques ont tendance à se replier sur des positions d'enfermement communautariste qui accroît évidemment le risque de ségrégation (une aubaine en quelque sorte pour les racistes et autres xénophobes).

**Élise Marienstras :** Je voudrais quand même souligner que, dans la boucle que tu évoquais, Philippe, on tend à attribuer au soi-disant communautarisme la responsabilité première de la ségrégation. « Ils » s'enferment entre eux, ils se ghettoïsent ; ce n'est pas nous qui les rejetons, c'est donc de leur faute s'ils sont à l'écart de la société ! Nous savons bien, nous, à Crémieux, que les raisons premières de la ségrégation sont économiques et sociales avant que d'être culturelles. Mais elles sont aussi culturelles : « ils » viennent d'ailleurs et l'on ne veut pas admettre leur différence. Nous devrions revenir à notre vieille antienne du droit à la différence, de la reconnaissance de la différence comme fondatrice du tissu culturel, social et politique...

### Plusieurs voix

Le droit à la diversité sûrement, mais le droit à la différence est aujourd'hui un mot d'ordre dangereux et dépassé...

Léger brouhaha final... ■

Séance préparée par É. Marienstras, R. Thalmann et É. Brunswic, et présidée par François Lévy ; propos retranscrits par Philippe Lazar.

*Diasporiques* est une publication trimestrielle du Cercle Gaston-Crémieux, groupe de réflexion et d'action de Juifs laïques, diasporiques et de gauche.

### Conditions d'abonnement

Prix au numéro : 5,5 euros. Abonnement annuel (4 numéros) : 20 euros. Abonnement de soutien : 30 euros ou plus. Pour s'abonner, envoyez ses nom et adresse ainsi qu'un chèque à l'ordre du cercle Gaston-Crémieux (*Diasporiques*) à : Antoinette Weil, 10 avenue du Château de Soullins, 91800 Brunoy.



## « Le mythe de l'autre »

Edmond Kahn

Serait-on encore comme Juif le « sémite de l'autre » pour reprendre en symétrique cette phrase de Sartre qui déclarait dans ses « Réflexions sur la question juive » que « le Juif n'existe que dans le regard de l'antisémite » ? Ben-Ami a déclaré un jour que le fond du problème israélo-palestinien résidait dans le refus ou l'incapacité de chacun de ces peuples de reconnaître les mythes de l'autre. Quelques remarques prises au hasard de certaines lectures m'indiquent déjà que l'antisémitisme ne s'applique pas aux seuls Juifs et que les autres sémites ne peuvent pas être antisémites. Les nazis étaient-ils si antisémites que cela alors qu'ils ne s'attaquaient pas aux Arabes ? Les Israéliens le sont-ils devenus puisqu'ils s'attaquent à des sémites ? Dans ce système, la France n'a jamais été antisémite et si elle l'est, c'est parce qu'elle n'aime pas les Arabes qui vivent sur son sol – ni peut-être ceux d'ailleurs. D'autres remarques collectées ici ou là indiquent que le culte de la mémoire de la Shoah et des persécutions subies par les Juifs pour que cela ne se reproduise plus se

retourne contre ceux qui l'ont instauré. Qui souffre le martyre à l'instar des chrétiens ? Les Palestiniens. Qui sont menacés d'extermination et de déportation ? Les Palestiniens. Qui sont enfermés dans des villes-ghettos ? Les Palestiniens. Qui sont les bouchers ? Sharon et sa clique. Brecht disait que les peuples sans mémoire de leur passé étaient condamnés à le revivre. Les peuples qui ont une mémoire de leur passé semblent devoir le revivre aussi. Si les Juifs ont conservé la nue-propriété de leurs persécutions, il semble maintenant qu'ils en perdent l'usufruit. Les persécutés sont les autres. Que faire ? Être Juif ou être Israélien ? *To be or not to be*. L'être juif renvoie à tout un système de valeurs, qui fut celui de neuf millions de Juifs en Europe dont il ne reste qu'un faible pourcentage. L'être israélien renvoie à un autre système de valeurs qui est celui de six millions d'habitants en Israël et d'au moins autant de juifs « expatriés ». Être persécuté ou être persécuteur ? J'ai l'impression, à mon corps défendant, d'être devenu les deux. C'est du moins ce que les médias voudraient me faire croire... ■

*Nous empruntons quelques passages à un article du bulletin de l'association « Liberté du Judaïsme » (La Lettre de L.d.J., n° 67, oct-nov. 2002) avec l'aimable autorisation de sa rédaction et de l'auteur du texte :*

## La « cruelle » loi du talion

Joseph Klatzmann

C'est la lecture d'un titre en première page du journal *Libération* qui m'a incité à écrire cet article. Ce titre évoque une fois de plus, à propos des réactions israéliennes aux attentats, la *loi du talion*. Celle-ci est généralement qualifiée de cruelle. Cette façon de rappeler cette loi signifie que seuls les Juifs sont capables d'une telle cruauté.

Permettez-moi d'abord un peu d'humour. Voici deux exemples relatifs à des non-Juifs qui refusèrent d'appliquer la *cruelle loi du talion* :

Après le coup d'éventail donné en 1827 par le dey d'Alger au consul Deval, la France n'a pas eu la cruauté de faire donner un coup d'éventail au dey. Elle s'est contentée d'envoyer en 1830 une armée qui a conquis l'Algérie. Et vous vous souvenez certainement du Cid. Pour venger son père, auquel le père de Chimène avait donné un soufflet, Rodrigue n'est pas allé donner un soufflet à l'offenseur. Il s'est contenté de le tuer. Tout le monde trouve ça très bien, personne ne s'indigne – ni Corneille, bien sûr, ni les professeurs de lycée, ni les élèves.

Parlons sérieusement. La loi du talion figure dans le deuxième livre du Pentateuque, l'Exode, au chapitre 21. Il est inutile de le citer en entier. La traduction en français que tout le monde connaît (« œil pour œil, dent pour dent »)

suffit, car elle exprime bien le sens de cette loi. Arracher un œil à celui qui a arraché un œil à autrui semble en effet très cruel, d'où la réaction générale (pour la dent, c'est tout de même moins grave). Mais personne ne se demande la signification réelle de ce texte, qui introduit une grande nouveauté dans le monde de l'époque : si tout délit mérite une peine, la gravité de celle-ci doit être en rapport avec la gravité du délit. Pourquoi cela était-il nouveau ? Parce que dans ces temps, personne ne songeait à ce principe et il était courant de tuer pour se venger d'un délit sans gravité. Je me demande d'ailleurs pourquoi j'écris « dans ces temps », parce que la chose est encore vraie, dans bien des cas, aujourd'hui – et pas seulement en ce qui concerne les relations entre personnes, mais même parfois le comportement des juges. Tous les hommes qu'on a envoyés autrefois au bagne méritaient-ils cette peine (sans parler, bien sûr, des erreurs judiciaires) ?

Une dernière remarque : les hommes du Talmud, il y a près de deux mille ans, ont envisagé le dédommagement en argent à la place de l'application stricte du texte biblique. Or il n'était évidemment pas question pour eux de modifier la Bible. Leur proposition ne pouvait donc être qu'une interprétation d'un texte biblique ultra-concis. ■



## Cercle Amical-Arbeter Ring Centre Culturel Vladimir Medem Centre Medem pour le Yiddish Nouvelle Bibliothèque du Centre Medem 52 rue René Boulanger 75010 Paris



Photo Nathaniel Baruch

**L**e Cercle Amical, une histoire vieille d'au moins 50 ans. Après le départ de la Bibliothèque Medem créée par le Cercle Amical et aujourd'hui indépendante, nous nous lançons dans une grande entreprise de rénovation des locaux : création d'un auditorium, d'une cafétéria, de salles d'étude et de lecture attenantes à la nouvelle Bibliothèque qui s'y installera.

Une adresse que vous connaissez sans doute !

Une adresse qui a une histoire, un présent et un avenir !

Une adresse où l'on vous accueillera avec un yiddisher tam !

Que recouvrent tous ces sigles : C.A - CCVM - CMY ?

Nous allons tenter de vous le dire ou de vous le rappeler...

Au Cercle Amical-Arbeter Ring, Centre Culturel Vladimir Medem on porte, on approfondit et on transmet l'héritage du BUND, de l'Arbeter Ring : socialisme, laïcité et yiddishkeit.

Trois mots qui méritent à eux seuls plusieurs articles.

Un héritage, on peut l'accepter, le refuser, le contourner, se l'approprier, s'y aventurer à petits pas, l'assimiler ; c'est selon !

Concrètement, cela se réalise dans :

- ♦ des soirées de divertissement : chants, récitals, célébrations des fêtes juives de façon laïque... avec buffet ;
- ♦ Des conférences centrées principalement sur le judaïsme mais au-delà aussi ;

♦ des échanges, des débats au Café-Medem-Actualités autour des problématiques de l'actualité qu'elles concernent : le conflit israélo-palestinien, la société française, la mondialisation ou autres ;

♦ des projections de films (*San Nicandro*, *l'Élu*, *La Bibliothèque Medem au temps de Kive Vaisbrot*, *A hassene in shtetl*) ;

♦ un club tradition où se réunissent nos aînés mais qui est aussi un club ouvert à toutes les générations ;

♦ un atelier pour les enfants de 7 à 12 ans :

cours de yiddish et improvisation théâtrale sur des thèmes de la yiddishkeit ;

♦ un atelier théâtre pour adultes : on y « planche » sur le *Dreyfus* de J.C Grimberg.

Au CCVM on honore, on apprend à connaître nos écrivains, nos poètes à l'occasion de conférences, de lectures.

Au CCVM, on joue aussi aux échecs !

Quant au CMY, on y apprend le yiddish.

Au CMY on parle, on lit les hébraïsmes pour mieux lire le yiddish.

Au CMY on parle en yiddish et en français... des difficultés à parler... le yiddish puis l'on converse dans la langue de son choix. Tout mish-mash est aussi le bienvenu !

Au Cercle Amical, au Centre Culturel Vladimir Medem et au Centre Medem pour le Yiddish, nous nous voulons citoyens juifs, français et laïques (à placer dans l'ordre de son choix), porteurs d'une histoire sociale, politique et culturelle qui nous aide à nous interroger sur les questions de l'ici et du maintenant, de la « doykheit » en tenant ouverte la porte sur et vers les autres.

Au Cercle Amical, Centre Culturel Vladimir Medem, Centre Medem pour le Yiddish on attend avec impatience que les travaux de rénovation que nous pouvons entreprendre grâce à la subvention accordée par la Fondation pour la Mémoire de la Shoah soient terminés.

Pour mieux vous accueillir dans notre cafétéria où mille surprises vous attendront, où nous espérons partager avec vous de bons moments.

Pour mieux vous recevoir dans notre bibliothèque rénovée. Pour réfléchir avec vous sur toutes les problématiques qui nous, vous concernent.

Pour boire un verre de thé, le verre de l'amitié avec vous.

Cercle Amical - Arbeter Ring  
Centre Culturel Vladimir Medem  
Centre Medem pour le Yiddish  
Nouvelle Bibliothèque du Centre Medem

Quatre sigles, mais :

Une seule adresse : **52 rue René Boulanger 75010 Paris**

Un seul numéro de téléphone, répondeur et fax :

**01.42.02.17.08**

Un seul Mél : [cercle-amical@wanadoo.fr](mailto:cercle-amical@wanadoo.fr)

Un seul site : [www.cercle-amical.fr.st](http://www.cercle-amical.fr.st)

**Jean Tama**

Président du Cercle Amical

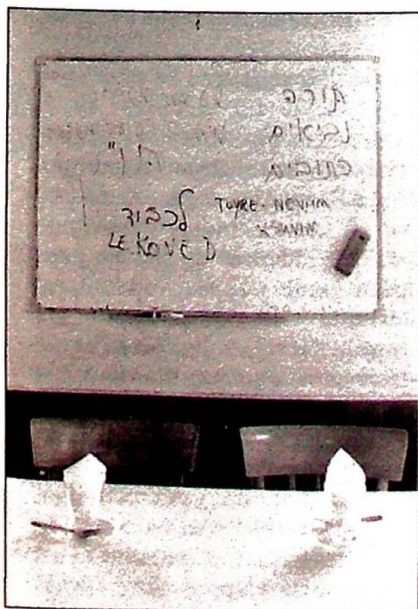
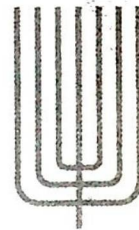
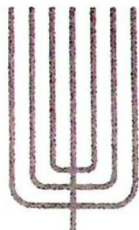


Photo Nathaniel Baruch



Parmi ses ambitions, Diasporiques a celle de faire mieux connaître à ses lecteurs le paysage juif de notre pays. Après avoir présenté la plupart des nombreuses associations laïques juives, il a semblé utile de présenter quelques institutions moins connues – souvent à tort. Ainsi, beaucoup parmi nous ne connaissent pas la Fondation du Judaïsme Français, discrète dans le paysage juif de notre pays, malgré son utilité et son intérêt. Cette discrétion tient au fait que la Fondation consacre ses moyens matériels à des actions constructives, au détriment de sa propre communication...



## La Fondation du Judaïsme Français

Jacques Burko

**A**près une période de gestation, la *Fondation du Judaïsme Français* apparaît au début des années 80. Elle est née de la convergence de plusieurs volontés autour d'une idée d'Adam Loss, à l'époque directeur général du F.S.J.U. Il avait été séduit par la création de la *Fondation de France*, sur une initiative de André Malraux. L'action des fondateurs aboutit à rassembler pour la *Fondation* une dotation financière, essentielle pour assurer la pérennité de son fonctionnement. Et en 1981, le *Prix des arts, des lettres et des sciences*, sa manifestation publique la plus prestigieuse, fut attribué pour la première fois à Léon Poliakov<sup>1</sup>.

### Préserver la mémoire, assumer le présent, construire l'avenir

À cette époque, les Juifs de France avaient d'abord rebâti ce que la guerre avait détruit, puis avaient accueilli et intégré des vagues successives de réfugiés de diverses origines. Ils étaient arrivés à un moment où la nécessité était de « préserver la mémoire, assumer le présent, construire l'avenir », comme l'expose le préambule des statuts de la *Fondation*. La *Fondation* offre un cadre institutionnel pour des actions philanthropiques, dans le domaine culturel, éducatif et social. Elle abrite et gère une quarantaine de fondations individualisées, souvent créées pour pérenniser la mémoire d'un disparu.

La *Fondation*, qui s'interdit toute activité politique, s'oriente en priorité vers la culture – les cultures – juive(s), domaine le moins bien couvert par les

autres institutions et dont l'importance pour la survie d'un judaïsme en France est primordiale.

La « préservation de la mémoire » a abouti notamment au lancement d'opérations architecturales, comme la réhabilitation des synagogues historiques du Comtat Venaissin. Et aussi à l'achat d'œuvres d'art de l'École de Paris, pour la plupart déposées depuis au Musée d'art et d'histoire du judaïsme. Outre la gestion des nombreuses bourses d'études des fondations individualisées, « Assumer le présent, construire l'avenir » se traduit, notamment par l'encouragement à la réflexion. Ainsi la *Fondation Martin Buber*. Elle analyse actuellement les problèmes de la transmission. On peut citer encore le *Colloque des intellectuels juifs* qui se tient tous les deux ans, ou l'*Académie Hillel* qui mène en particulier, avec des interlocuteurs non juifs, un dialogue inter-religieux sur les grands problèmes d'aujourd'hui.

Un axe privilégié par la *Fondation* est celui des Patrimoines musicaux des Juifs de France, travail permanent animé par un ethno-musicologue. Il s'agit d'abord de créer une base de données, d'inventorier, de numériser, d'archiver des partitions et des

documents. Et aussi de préserver par des enregistrements sonores les traditions musicales juives. Des concerts sont suscités : ainsi, pour les cent-vingt ans de la synagogue de Bordeaux un concert unique a permis l'enregistrement du rituel particulier à cette synagogue de Juifs portugais. La *Fondation* a le projet d'éditer en moyenne deux disques chaque année.

### Pour un dialogue constructif entre la Diaspora et Israël

La *Fondation* souhaite participer activement à l'instauration d'un dialogue équilibré et constructif entre la Diaspora française et Israël. Ainsi, elle est partie prenante dans le programme « Klal Israël ». Ce programme est né d'une initiative de l'Université de Tel-Aviv ; il réunit tous les dix-huit mois environ une trentaine d'universitaires, tantôt en Europe, tantôt en Israël, pour débattre de l'identité juive. La prochaine session, en juin 2003, se tiendra à Bruxelles.

### Sortir de l'Hexagone

Bien entendu, la *Fondation* ne reste pas indifférente à la construction européenne ni à l'évolution du cadre géopolitique où nous sommes désormais placés. Si le judaïsme de chaque pays européen garde sa spécificité, il est souhaitable de développer la communication et les échanges, d'entreprendre une coordination des activités, de travailler en réseau. La *Fondation* prend, à une échelle peut-être trop artisanale (mais ses moyens humains sont limités) des contacts, notamment en Tchéquie, en Suède et dans d'autres pays. Ces initiatives sont appelées à se développer. ■

Depuis le départ en retraite d'Adam Loss le 1<sup>er</sup> janvier 1994, promoteur et premier Directeur de la *Fondation*, celle-ci est dirigée par Nelly Hansson, historienne, qui se définit sobrement comme « provinciale » (elle est née à Tours, de parents judéo-espagnols). Nelly Hansson a notamment assuré l'édition des actes des deux derniers *Colloques des intellectuels juifs*. La présidence de la *Fondation* est assumée par David de Rothschild.

<sup>1</sup> Un des membres fondateurs du Cercle Gaston-Crémieux.



## Lettre sur l'ami juif

*Parmi les quelque 80 000 Juifs partis de France pour les camps d'extermination et qui n'en sont jamais revenus, il y avait un homme, Meir Markscheid, né en Pologne, puis établi avec sa femme et leurs deux filles en Belgique. Devant la ruée allemande, ils fuient en 1940 vers la France. Déporté par les Français le 26 août 1942, il aboutit à Auschwitz, puis à Buchenwald, où il est assassiné par les nazis juste avant la libération du camp. Sa fille a constitué des archives le concernant et a bien voulu confier à Diasporiques le précieux document que voici. C'est le témoignage d'un Français non juif, Georges Pauthe, qui avait été dans le camp un camarade de travail de Meir Markscheid avec qui il avait noué des relations de sincère amitié. Bénéficiant de conditions de vie meilleures, Georges Pauthe avait pu aider Meir Markscheid dans la mesure de ses possibilités, mais n'avait pu le préserver de la mort au moment crucial où, devant l'avance des Russes, les SS avaient massacré un grand nombre de prisonniers juifs. À son retour en France en 1945, M. Pauthe a adressé à l'épouse de Meir Markscheid la lettre que nous reproduisons aussi fidèlement que possible :*

Graulhet le 27-7-45

Madame,

Des mon retour, je m'enpresse de vous faire parvenir quelques mots, pour vous donner quelques renseignements que vous attendez Malheureusement depuis plusieurs mois. Surement depuis le mois d'aout 44 vous n'avez plus de nouvelles de lui. Cest mois qui lui faisait toutes ses lettres car Mr Markscheid n'en avait pas un moment de libre, ni au chantier, ni au camp, ils étaient toujours suivi de pres. Il a reçu votre photo qui la rendu tres heureux, vous pouvez men croire, combien de fois men a t il remercier pour cela, et mois jen etait de même pour lui, je le pleignait beaucoup, car cettait les plus malheureux. Quand vous mavez demandez sil pouvait recevoir des colis, il ma refusé en me disant, que Vos enfants en avait besoin de manger. Il avait beaucoup maigri, de temp en temp je lui apportait du pain, nous étions comme deux frères, mais nous faisons tout cela en cachette, car lon maurait pris pour espion lon ne pouvait guère s'aproche deux. J'ai eu loccasion de travailler avec lui pendant quelques mois, et je le soulageait de mon mieu et ce n'est quand fin Décembre que je commençait a le perdre de vu, car nous etions dans une grande usine de Raffinerie d'Essence Sintetique ayant 40 kilometres carree. Ils étaient dans un camp de concentrations entouré de Hauts murs. commes de vrais

prisonniers se levant le matin de 3 a 4 heures pour prendre leur travail a 6 heures. leurs travaux finit soit six heure du soir, 11 heures de travail sans arrêt, ils étaient tres pousses mais il venait souvent se reposer aupres de mois.comme nourriture, cetait insuffisant pour le travail quils faisaient ils étaient souvent battus par les SS, par ses maudits soldats que lon appelait « les fous ». Quand l'avance Russes fut annonces dans notre secteur ils furent tous enfermés dans le camp, ou les rejoignirent plusieurs camarades venant de Auwitz (Pologne), grand centre de déportes politiques, la, ils commencèrent a faire une vraie tuerie. Ou ils étaient passez, partout il y avaient des traces affreuses, les survivants, ils les mirent avec ceux de notre usine, mais deux jours apres les Russes aprochait quand la bataille fut decisive, nous avons vu leur camps camp qui brulait, accompagnée de plusieurs coups de fusils et grenades, et cest de la que jai perdu toutes ses traces il y eut beaucoup : de victimes, cetait affreux de voir comme ils ont été détruit par ses bandits de Boches.

Ayand demandez sur un camarade Francais dont je vous mettré son adresse dans ma présente il pourra vous donner jespere, plusieurs Renseignement exacts sur leurs derniers moments au camp. Je ne puis vous donner aucun renseignements de juste sur votre mari, mais jespère qui il doit être encore en vie. Il ma beaucoup parlé de vous et de vos enfants tout cela

ça le rendait heureux. Sil revient parmis vous,comme je le souhaite vous voudriez bien me le faire savoir. Sur ma presente missive je ne puis vous en dire davantage sur lui, j'aurais été heureux, Madame de faire votre conaissance ainsi de vos filles, je vous aurais mis plus long, mais je ne puis la dessus. Je suis rentre dimanche soir 22 Juillet venant de Starokostentinov ville d'Ukraine. Nous sommes passez a Bruxelles même ou nous avons été chaleureusement accueillis nous y sommes passez le 20 dernier. Des mon arrivée jai pu lire toute vos lettres que vous avez envoyez a mes Parents, et mes Parents mon beaucoup parlé de vous. Madame il ne faut pas vous désolé, il y a encore beaucoup de Français qui ne sont pas rentré chez eux, et peut être, un de ces jours votre mari vous reviendra, ayer encore un peu de courage. Jespere que vos enfants sont en parfaite santé, et ont beaucoup appris pendant leurs études. Quand a nous, nous sommes rentrée en assez bonne santé jai été opéré pendant notre replis sur la Russi, rien de grave heureusement. Nous sommes rentré juste a temp pour fêter mes 24 ans, et mon frère ses 25 années. Nous avons été pris par les Russes le vingt cinq Janvier et depuis lon trainait trois mois en Pologne et 3 mois en Ukraine. Mais aussi inutile de vous dire quil nous tardait de rentrer, pour nous , ainsi que pour notre famille qui navait depuis longtemps aucune nouvelles de nous. Madame si un jour vous revenez dans



Diasporiques souhaite être plus présent dans le domaine des langues juives diasporiques : évoquer régulièrement leur situation, leurs difficultés existentielles, les combats de leurs défenseurs... Gilles Rozier, directeur de la nouvelle Maison de la culture yiddish et l'un des principaux animateurs de la vie yiddishophone à Paris, engage ici le débat. Nous souhaitons qu'il se poursuive activement.

## De la vitalité du yiddish

Gilles Rozier

Quand on en vient à parler de la vitalité de la langue yiddish, les milieux juifs ultra-orthodoxes sont souvent montrés en exemple, en opposition avec le reste de la société juive, comme une population dans laquelle la transmission naturelle du yiddish est assurée. Une promenade dans certains quartiers de Brooklyn ou de Jérusalem amène rapidement à cette constatation, autant que la consultation d'un des journaux ultra-orthodoxes (*Der yid, Algemeyner zhurnal*, etc.) que l'on trouve dans les kiosques new-yorkais : le yiddish reste la langue vernaculaire d'une certaine population juive.

Le contraste est saisissant lorsque l'on compare ces journaux au *Forverts*, l'hebdomadaire de référence du monde yiddish séculier. Le *Forverts* était dans les années 1930 le plus grand quotidien d'Amérique en langue étrangère, avec une diffusion de plus de deux cent mille exemplaires chaque jour. Aujourd'hui, le *Forverts* est un hebdomadaire de 24 pages qui tire à six mille exemplaires et qui tient par certains aspects davantage de la revue que du journal. Son déficit financier chronique est couvert par la *Forward Foundation*, créée suite à la vente du magnifique building que le *Forverts* s'était fait construire du temps de sa splendeur en plein Manhattan. L'administration et la rédaction, animées d'un nouveau souffle depuis quelques années, redoublent d'efforts pour intéresser un lectorat rajeuni : les centaines d'étudiants de yiddish de par le monde, qui y trouvent des informations générales qu'ils peuvent certes lire deux ou trois jours auparavant dans leur quotidien national, mais qu'ils préfèrent trouver dans une revue de la vie des yiddishistes militants partout où ils se trouvent.

*Der yid* est un hebdomadaire de 96 pages, truffé d'annonces publicitaires pour des magasins de chapeaux noirs, des promoteurs immobiliers ou des supermarchés casher. C'est un organe de presse commercial qui, s'il n'était pas intéressant financièrement, disparaîtrait sans doute. Il y a fort à parier que son lectorat va croissant. Car la forte fécondité de la population hassidique – les jeunes gens se marient très tôt et les familles comptent communément plus de huit enfants – amène un développement exponentiel de la pratique quotidienne du yiddish. Il faut ajouter à cela des décrets rabbiniques qui, durant la dernière décennie, ont incité les Juifs à préférer le yiddish à l'anglais, dans le sens où le yiddish est une langue juive qui constitue un rempart supplémentaire à l'assimilation.

Dans le numéro du 27 septembre 2002 de l'hebdomadaire yiddish *Forverts*, la journaliste Esther Vaisman présente une synthèse des données linguistiques recueillies lors du dernier recensement effectué aux États-Unis, en 2000. Elle les

compare à celles recueillies lors du recensement de 1990 et propose une analyse de l'évolution du yiddish comme langue maternelle aux États-Unis. En 1990, cent dix-sept mille habitants des États-Unis déclaraient le yiddish comme leur langue maternelle. Il convient de ne pas confondre ce chiffre avec le nombre de yiddishophones, qui n'est pas indiqué dans l'article et qui est bien entendu largement supérieur ; car la connaissance du yiddish connaît plusieurs niveaux : de nombreux Juifs américains connaissent le yiddish sans que ce soit leur langue maternelle. Cela a pu être la langue parlée avec les grands-parents, dans la rue ou apprise dans des patronages ou par imprégnation sociale. En 2000, cent treize mille personnes déclaraient le yiddish comme langue maternelle, soit une assez faible baisse par rapport à 1990. Esther Vaisman estime que s'il s'était agi uniquement de personnes nées en Europe orientale avant la Seconde Guerre mondiale, la baisse aurait dû être de trente-sept mille personnes au lieu de quatre mille. En effet, dans les États



L'immeuble du *Forverts* à Manhattan juste après sa vente...



habités principalement par des Juifs séculiers ou traditionalistes, la baisse est beaucoup plus importante. En Floride par exemple, où dix-huit mille deux cent vingt-cinq personnes déclarent le yiddish comme langue maternelle, la baisse est de 30 %.

C'est donc bien dans les milieux hassidiques que le yiddish se développe. Dans certains quartiers de New York (Boro Park, Williamsburg), plus de 25 % de la population déclare le yiddish comme langue maternelle, ainsi que dans certaines bourgades de l'État de New York où les *hassidim* ont reconstitué de véritables *shtetlekh*, comme à Monroe ou à West Chester. Les statistiques par tranches d'âge permettent de clairement mettre en évidence la transmission du yiddish au sein de la famille. En 2000, New York comptait trente-six mille enfants de 5 à 17 ans parlant le yiddish et quinze mille de moins de 5 ans. À Monroe, sur dix mille cent dix personnes parlant le yiddish, quatre mille six cent soixante-deux sont des enfants et cinq mille cinq cent quarante-huit sont adultes. Il y a donc fort à parier que, lors du prochain recensement organisé par les États-Unis, le nombre de

personnes déclarant le yiddish comme langue maternelle sera en progression. Les quelques dizaines ou centaines de familles juives non orthodoxes, militantes yiddishistes, qui choisissent d'élever leurs enfants en yiddish sont pour l'instant noyées dans ces statistiques, mais qui sait si, d'ici quelques années, leur nombre devant logiquement croître, elles ne se feront pas plus visibles ? *Dor hoylekh vedor vo* (Une génération s'en va, une génération arrive). Celle des immigrés venus d'Europe orientale, anciens militants *Poaley-tyen*, du *Arbeter-Ring* ouvrier ou du *Folks-orden* communiste, lecteurs de Sholem-Aleichem et de Yankev Glatshteyn, cède la place au royaume juif à des yiddishophones de plusieurs types : ceux qui ont appris le yiddish dans des cours, pour l'instant en petit nombre ; les enfants de certains d'entre eux quand ils font l'effort d'élever leurs enfants en yiddish ce qui demande une grande détermination, et surtout une génération nombreuse d'enfants de familles orthodoxes dans lesquelles l'on n'a jamais entendu parler ni de Sholem-Aleichem, ni de Yankev Glatshteyn. ■

## Sépharad :

Beaucoup de bonnes choses chez les *Juifs judéo-espagnols*, et cela dans le monde entier. Et d'abord en Espagne même, qui décidément récupère son « passé juif ». Plusieurs villes espagnoles cultivent ce souvenir et tentent de le valoriser dans le présent. Ainsi, la fin de l'été a été marquée par l'inauguration d'un *Centre d'études séphardies* à l'Université de Murcie, en Andalousie. Ce centre a offert un cours d'introduction à la culture sépharade l'automne passé. À Tolède, dans l'antique synagogue *del Transito* une Université d'été a été organisée sous les auspices de l'Université de Castille-La Manche ; elle a pris pour thème *Le judaïsme, un et multiple*. À Tudèle, les *Cinquièmes rencontres Judaïques de Tudèle* ont eu lieu fin septembre sur le thème de *Coexistence entre les cultures et les sociétés méditerranéennes*. À Saragosse en octobre on a vu s'ouvrir l'exposition *Hebraica Aragonalia*, qui présente des textes des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles récemment découverts dans des archives aragonaises oubliées. À Barcelone enfin, le Congrès sépharadi mondial s'est tenu du 14 au 17 octobre.

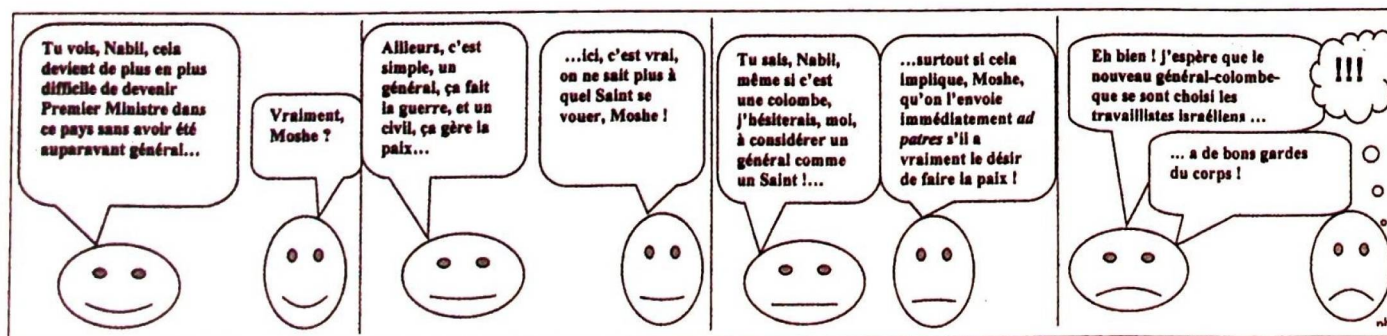
Hors d'Espagne, on doit citer la quatrième *Conférence internationale sur l'histoire culturelle et sociale des Juifs*

de la côte adriatique orientale, qui s'est tenue dans la ville croate de Dubrovnik à la mi-août. À New York, le Queens College a organisé le 6 novembre une conférence sur *Les Juifs d'Espagne et du Portugal : les premiers Juifs des Amériques*. Un thème similaire a été mis à l'honneur à Jérusalem, avec la présentation d'un ouvrage de Mordehay Arbely : *La Nation juive des Caraïbes – les colons juifs espagnols et portugais dans la Caraïbe et en Guyane*.

Et quant à la France, sachez que, après le succès remarqué du *Congrès Judéo-espagnol, Langue et Culture* qui s'était tenu en juin à l'Unesco (voir *Diasporiques* n° 23, p. 43), un comité de pilotage, composé de quatre membres compétents (qui viennent de France, d'Espagne, d'Israël et d'Allemagne), a été constitué pour gérer les retombées et les suites logiques de ce Congrès. C'est d'une œuvre de longue haleine qu'il s'agit.

Et puis, *Aquí estamos*, l'Association des amis de la *Lettre sépharade*, tiendra son Assemblée générale annuelle le 12 janvier 2003 à 14 heures (AALS, 183 boulevard. Voltaire, 75011 Paris).

## Proche-Orient : Nabil et Moshe dialoguent...





## À savoir, à méditer, à répéter aux autres...

Bonnes nouvelles ! **Les autorités iraniennes** viennent de faire un grand pas sur le chemin de la démocratie et de l'égalité des droits. Traditionnellement, dans ce pays un meurtre était automatiquement puni de mort. Cependant, le législateur offrait une échappatoire humanitaire au coupable qui pouvait être épargné, à condition de racheter (au sens propre du terme) sa vie en versant aux ayants-droit de la victime le « **prix du sang** », une somme d'argent préétablie par le juge. Jusqu'à présent, ce prix n'était pas le même selon qu'il s'agissait d'une victime musulmane ou d'un « dhimmi », un non-musulman (un Juif, par exemple...). Dans ce dernier cas, le « prix du sang » n'était qu'une faible fraction de ce qui était dû pour un fidèle d'Allah. Victoire ! Désormais il faudra payer le même prix fort, quelle que soit la religion de la victime...

**Pologne :** Vous avez dit « **Jedwabne** » ? Il y a deux ans, le livre **Les Voisins** publié par l'historien juif polonais Jan Tomasz Gros avait créé une intense émotion tant en Pologne que chez les Juifs du monde entier : il contait comment, dans l'été 1941, lorsque le village de Jedwabne, en Pologne orientale, fut occupé par les Allemands, les Polonais du village avaient assassiné de sang froid leurs 1 600 voisins juifs, avec l'assentiment mais sans la participation des Allemands. Il y eut des éclats de voix et des dénégations, des contestations et enfin une contrition publique tant du président polonais que des autorités religieuses. Le vacarme retombe peu à peu ; il n'est pas encore complètement apaisé. Entre-temps l'*Institut polonais pour la Mémoire* fut chargé de mener une enquête complémentaire. Il vient de conclure : le cas de Jedwabne, s'il est exemplaire, n'est hélas pas isolé. On s'en doutait, sans avoir de preuves chiffrées précises. Désormais, on les a : c'est dans **une trentaine de villages** des confins orientaux de la Pologne que les massacres comme celui de Jedwabne eurent lieu.

**Paroles d'étoiles :** Un reportage dans notre numéro 21 (mars 2002) rapportait l'initiative de Jean-Pierre Guéno, directeur à *Radio-France*, qui créa une série de manifestations autour des lettres écrites pendant la Seconde Guerre mondiale par les enfants juifs cachés en France. Il y eut ainsi notamment des émissions radio et une soirée télévisée. Produit le plus important de ce travail : deux livres, qui viennent de paraître. Dans la collection *Librio* (qui a l'avantage d'être accessible à tous : 1,52 euros), un choix de lettres et de récits. Une version superbe, richement illustrée, du même contenu est proposée par ailleurs aux *Éditions des Arènes*, pour 32 euros.

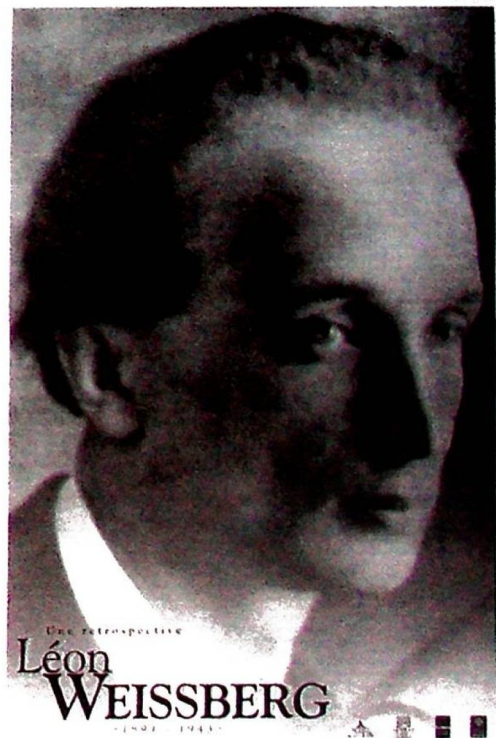
**Voyage en Pologne :** Le Cercle Vladimir-Rabi de Strasbourg prend l'initiative d'organiser un voyage d'études d'une semaine en Pologne pour un petit groupe, du 20 au 27 avril 2003. Ils ont l'intention de visiter Varsovie, Lodz, Radom, Cracovie et Wrocław – quelques villes à tradition (et encore une présence résiduelle) juive. Contacts avec des Juifs de Pologne assurés. Budget : 1 200 euros par personne, tout compris. Pour en discuter, pour en savoir plus, pour

s'inscrire (avant le 10 janvier 2003 !), on peut téléphoner à Muriel Klein-Zolty, 03 88 22 96 24, ou lui écrire, 10 rue des Francs-Bourgeois, 67000 Strasbourg.

**Vous le savez déjà !** Que nos lecteurs ne s'étonnent pas de ne point trouver dans la rubrique « Livres » une recension de l'ouvrage de **Charles Enderlin** publié récemment chez Fayard : *Le rêve brisé, histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient, 1995-2002*. (300 pages, 20 euros). Ce n'est pas parce que nous sous-estimons ce livre, c'est simplement que nos lecteurs en ont déjà été largement avertis par les médias. Le rôle de *Diasporiques* est d'attirer leur attention sur les ouvrages importants et moins « visibles ».

**Léon Weissberg :** Ce peintre, entre les deux guerres un des nombreux artistes juifs de l'*École de Paris* et notamment l'initiateur de l'*Association des artistes juifs de Paris*, avait été placé en 1940 par le régime de Vichy en résidence forcée successivement dans deux villages de l'Aveyron, avant d'être arrêté par les gendarmes français en février 1943 et livré aux Allemands. Il est mort dès son arrivée à Maidanek, le 11 mars 1943. Durant son séjour forcé à Entraygues-sur-Truyère il a réalisé une série de tableaux et de dessins dont l'optimisme tranche sur la période sombre de leur création. Le département de l'Aveyron rend hommage au peintre, et notamment le musée *Denys-Puech* de Rodez présente actuellement une grande exposition de 80 de ses œuvres, exposition qui sera ouverte jusqu'au 12 janvier 2003. Ne la manquez pas si vous êtes dans la région...

PEINTURE & POÉSIE EN AVEYRON  
au Musée des Beaux-Arts Denys-Puech du 6 novembre 2002 au 12 janvier 2003







## Extraits de la lettre d'une abonnée israélienne

Nous avons trouvé utile de livrer au lecteur français ces extraits d'une lettre privée qui permettent de sentir l'ambiance à Tel-Aviv :

Tel-Aviv, le 13 novembre 2002

... L'unique chose agréable en ce moment dans ce satané pays, c'est le temps. Ce qui ne l'est pas, fait une liste impressionnante...

... Le documentaire de Mohammed Bakhri (acteur et metteur en scène arabe israélien très connu, avec sa face émaciée et ses yeux bleus), Jenine, Jenine fait un portrait de Tsahal qui ne nous flatte pas. Le directeur de la Cinémathèque où le film passait a failli y laisser son poste.

Les olives sont pour beaucoup d'agriculteurs arabes leur unique moyen d'existence, et leur récolte est presque un événement religieux. Quand elles sont mûres il faut immédiatement les cueillir – il paraît que dans la Grèce antique

les batailles cessaient à la saison de la récolte : la guerre pouvait attendre, les olives pas.

Certains colons des Territoires ont trouvé un moyen infâme de se débarrasser des paysans arabes : ils les empêchent de récolter leurs olives. Comme la police ne fait rien, des Israéliens – de gauche évidemment – sont venus aider à faire la récolte (les écrivains Amos Oz et David Grossman, entre autres).

... Je ne sais si c'est vrai ou juste un scoop journalistique, mais il paraît qu'on prépare le parc de Ramat Gan à recevoir les éventuelles victimes de la future et nouvelle guerre du Golfe. Tu sais, je crois qu'à force d'avoir tout le temps des manchettes de cinq centimètres, les gens ne font plus attention aux titres des journaux. J'ai même l'impression que nous commençons à prendre les attentats comme allant de soi, il n'y a plus cette forte réaction émotionnelle que nous avions naguère...

N.L.

## A propos de l'article de Kurt Niedermaier du n° 23 sur l'Intifada et l'Irak :

Dans son article, Kurt Niedermaier prend parti pour une intervention US en Irak. Il défend cette position en imaginant que le président Bush, pour réaliser son projet de guerre, voudrait y associer ou tout au moins « neutraliser » les autres pays de la région et leurs peuples, en imposant la paix entre Israéliens et Palestiniens. Ce serait à présent la principale mission du projet Quarter qui, outre les USA comme chef de file, regroupe l'Union Européenne, les Nations Unies et la Russie. Or, Sharon vient d'en rejeter les premières conclusions.

Certes la guerre contre l'Irak, pays qui, curieusement, au nom de l'anti-terrorisme canalise toutes les peurs « justifiant » cette guerre, indépendamment de la question primordiale du pétrole, provoquerait une redistribution des cartes dans tout le Moyen-Orient, mais rien n'indique qu'Israéliens et Palestiniens en tireraient quelque profit du point de vue de leur avenir commun...

Bernard Fride

## Ourson

**DIASPORIQUES** est une revue trimestrielle de réflexion politique et culturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Directeur de la publication : Philippe Lazar.

Comité de rédaction : Françoise Basch, Jacques Burko (rédacteur en chef), Edmond Kahn, Philippe Lazar, Jean-François Lévy, Carol Mann, Elise Marienstras, Fania Pérez (rubrique artistique), Dorothee Rousset, Dominique Sewane, Antoinette Weil.

Conseil d'orientation : les précédents plus Etienne Brunswic, Richard Marienstras, Freddy Spira.

Correspondant aux États-Unis : Nelly Furman. Correspondant pour la Bosnie, l'Afghanistan et ailleurs : Carol Mann. Correspondant pour l'Autriche : Johannes Gielge. Correspondant pour l'est parisien : Henri Raczynow. Délégué à la Galicie septentrionale : Henri Sobowiec. Correspondant à Jérusalem : Claude Rosenkovitch.

Maquette : Corinne Dupuy *et al.* Mise en page : Jean-François Lévy. Illustrations : Nathaniel Baruch. Relations extérieures : Claude Kahn. Travaux graphiques : Benjamin Lévy. Corrections : Antoinette Weil.

Impression : Imprimerie Lienhart, Aubenas (07).

N° ISSN 1276 4248. N° de commission paritaire : 1103 G 78821.

Les textes publiés par *Diasporiques* n'engagent que la responsabilité de leurs signataires.

Le **Cercle Gaston-Crémieux** a été fondé en 1967 par J. Huppert, G. Isotti-Rosovsky, Cl. Lanzmann, Ph. Lazar, J. Lebar, R. Marienstras, L. Poliakov, O. Rosovsky, R. Thalmann, P. Vidal-Naquet et R. Visocékas.

Pour tout renseignement sur le Cercle et sur son fonctionnement, ainsi que pour une éventuelle adhésion, s'adresser à

Jacques Burko ; 56, rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris.